



Assemblée générale

Soixante-septième session

6^e séance plénière

Mardi 25 septembre 2012, à 9 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Jeremić

(Serbie)

La séance est ouverte à 9 h 10.

Point 106 de l'ordre du jour

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/67/1)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à la décision prise à sa 2^e séance plénière, le 21 septembre 2012, l'Assemblée générale entendra un exposé du Secrétaire général, qui va présenter son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation, au titre du point 106 de l'ordre du jour. Je donne la parole au Secrétaire général.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Chaque année, nous nous réunissons dans cette auguste enceinte pour faire lucidement, et sans avoir d'illusions, le point de l'état du monde. Cette année, je suis ici pour tirer la sonnette d'alarme à propos de la voie qu'emprunte l'humanité. L'insécurité et l'injustice, l'inégalité et l'intolérance, nous les voyons tous partout. Je constate que des gouvernements gaspillent d'immenses quantités de précieuses ressources pour acheter des armes meurtrières, au lieu d'investir dans les gens. Nous avons sous les yeux les effets de plus en plus graves des changements climatiques; et pourtant, beaucoup de ceux qui sont au pouvoir semblent ignorer délibérément la menace.

En cette période de troubles, de transition et de transformation, le temps ne joue pas en notre faveur. Les gens veulent des emplois, la perspective d'une vie digne de ce nom. Trop souvent, ils se heurtent à des dissensions, à la procrastination, au rejet de leurs rêves et aspirations.

Dans cette salle même, on peut voir s'exprimer la soif de progrès. Beaucoup d'entre vous sont ici pour la première fois, nouveaux dirigeants portés au pouvoir par des voix nouvelles qui réclament des changements radicaux. Ceux que vous représentez veulent des résultats en temps réel; maintenant, pas dans un avenir lointain.

L'Organisation des Nations Unies est elle aussi – et ce n'est que juste – surveillée avec la même impatience; d'elle aussi, les gens attendent des comptes. Ils ne veulent pas d'une ONU qui soit seulement le miroir d'un monde divisé. Les gens veulent des progrès et des solutions tout de suite. Ils veulent des idées, des décideurs qui savent décider, un avenir porteur d'espoirs concrets. Nous avons le devoir de réagir face à cette frustration, de répondre à ces attentes.

Mon programme d'action s'articule autour de cinq impératifs : le développement durable, la prévention, l'édification d'un monde plus sûr, l'aide aux pays en transition et l'autonomisation des femmes et des jeunes. Je constate avec satisfaction qu'il y a eu de réelles avancées dans ces domaines. La misère a été réduite de moitié depuis l'an 2000. Des pays du monde arabe, le Myanmar et bien d'autres États sont en marche vers la démocratie. La croissance économique de l'Afrique est aujourd'hui la plus rapide du monde. L'Asie et l'Amérique latine font des progrès considérables. Mais nos ambitions doivent être plus grandes. Chacun d'entre vous doit aller plus loin. Et pour le monde, l'ONU doit aller plus loin.

(*l'orateur poursuit en français*)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

12-52030 (F)



Merci de recycler 

Le développement durable est porteur de nos espoirs pour l'avenir. En tant que Secrétaire général, j'en ai fait ma toute première priorité. Pourtant, la pauvreté et l'inégalité demeurent généralisées. Notre utilisation des ressources pousse la planète à la limite de ce qu'elle peut supporter. Pour certains écosystèmes, cette limite est sur le point d'être atteinte. Selon les meilleurs scientifiques du monde, nous devons changer de cap avant qu'il ne soit trop tard.

Hier, le Président de la Banque mondiale et moi-même avons annoncé que dans le cadre de l'initiative Énergie durable pour tous, des dizaines de milliards de dollars vont pouvoir être dégagés pour des projets portant sur l'accès à l'énergie et l'efficacité énergétique. Demain, je lancerai une nouvelle initiative intitulée « L'éducation avant tout ». Jeudi, nous annoncerons de nouvelles contributions importantes pour l'initiative Renforcer la nutrition. Ces deux dernières années, 260 partenaires de l'initiative Toutes les femmes, Tous les enfants ont déboursé des fonds supplémentaires s'élevant à 10 milliards de dollars. Nous prouvons sur le terrain que les partenariats bien pensés peuvent donner et donnent des résultats qu'aucun d'entre nous ne pourrait obtenir seul.

Il reste à peine trois ans jusqu'à l'expiration du délai fixé pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Nous devons redoubler d'efforts pour éliminer la misère. La crise économique ne peut servir d'excuse pour revenir sur des engagements qui concernent les besoins fondamentaux de tous les êtres humains.

Cela étant, même si nous atteignons les OMD, il restera beaucoup à faire. La Conférence Rio + 20 a ouvert la voie, notamment à l'adoption d'un ensemble d'objectifs de développement durable. Ces nouveaux objectifs ainsi que le programme de développement pour l'après 2015 orienteront nos travaux pendant des années. Les OMD ont déclenché une mobilisation remarquable à l'échelle mondiale. Ces nouveaux dispositifs doivent faire de même : toucher et inspirer les gens du monde entier.

(l'orateur reprend en anglais)

Dans le domaine des changements climatiques, notre travail est loin d'être achevé. En décembre dernier, les États Membres sont convenus qu'ils parviendraient à un accord juridiquement contraignant en 2015 au plus tard. À présent, cette promesse doit être tenue. Il n'y a plus de temps à perdre si nous voulons limiter à 2 degrés centigrades l'élévation de la température mondiale. Il ne sera pas facile de changer de cap. Mais il nous faut faire preuve de largeur de vue et ne pas y voir qu'un fardeau. Tendre vers un développement durable et une économie plus verte, c'est aussi se donner l'occasion

de créer des emplois, de favoriser la croissance, d'innover et de promouvoir la stabilité à long terme. L'avenir que nous voulons, nous pouvons l'avoir, si nous agissons maintenant.

Tout comme le développement est indispensable à la paix, la paix est indispensable au développement. Je suis extrêmement préoccupé par la violence qui continue de faire rage en Afghanistan et en République démocratique du Congo, et j'exhorte le Soudan et le Soudan du Sud à régler toutes les questions encore en suspens concernant l'après-sécession.

La Somalie a courageusement progressé et la Libye a tenu des élections libres pour la première fois depuis un demi-siècle.

Les acquis doivent être protégés et maintenus. Et nous devons continuer de tout faire pour prévenir les conflits avant qu'ils n'éclatent, et régler les différends par des moyens pacifiques.

Avec courage et détermination, les dirigeants du Myanmar avancent sur la voie de la démocratie et de la réconciliation. Ce pays a devant lui bien des difficultés, qui vont des réformes économiques à la protection des minorités ethniques. Tandis que le Gouvernement et les citoyens s'attèlent ensemble à les surmonter, la communauté internationale et l'Organisation des Nations Unies doivent leur apporter tout l'appui possible.

L'attention accordée à la crise du Sahel et l'appui apporté pour la régler sont insuffisants. La pauvreté, la précarité, la sécheresse et des tensions religieuses risquent de déstabiliser toute la région. Trop de gouvernements ont été remplacés de façon anticonstitutionnelle. L'extrémisme gagne du terrain. Les armes sont faciles à trouver; les emplois, beaucoup moins.

Face à cette situation alarmante, la communauté internationale doit se mobiliser à grande échelle et de façon coordonnée. Demain, j'exposerai nos idées concernant une stratégie intégrée.

Les gouvernements et les organisations de la région, ainsi que les partenaires internationaux, en arrêteront les modalités au cours des prochaines semaines. Je vous engage à vous associer à cette entreprise et à l'appuyer fermement.

La situation qui règne au Sahel montre combien il importe de renforcer les mécanismes d'alerte rapide pouvant être mis au service du développement. Partout dans le monde, des capteurs et des sismographes nous aident à nous préparer à l'éventualité d'une catastrophe naturelle. Nous devons être mieux équipés pour détecter les secousses

annonciatrices d'un désastre dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables.

Nous devons également nous concentrer davantage sur la sécurité alimentaire et la résilience nutritionnelle. Pour des millions de personnes, les chocs fréquents sont à présent la norme. Les prix des denrées alimentaires sont de plus en plus volatils, ce qui rend la population anxieuse, déclenche des vagues de panique menant à des achats massifs et entraîne des troubles civils. Nous devons resserrer les filets de sécurité. Nous devons investir davantage dans l'agriculture durable, en particulier dans les petites exploitations. Le commerce des céréales et d'autres produits agricoles ne doit pas faire l'objet de restrictions, qui réduisent les quantités disponibles et dissuadent les agriculteurs de produire plus. Ensemble, nous pouvons éviter que les crises alimentaires de ces dernières années se reproduisent et parvenir à notre objectif : l'élimination de la faim.

En Syrie, la situation ne fait qu'empirer. La crise n'est plus confinée à ce pays; c'est une calamité régionale qui a des ramifications mondiales. C'est une menace de plus en plus grave contre la paix et la sécurité internationales; le Conseil de sécurité doit agir. Je demande à la communauté internationale – en particulier aux membres du Conseil de sécurité et aux pays de la région – d'appuyer vigoureusement et concrètement les activités du Représentant spécial conjoint pour la Syrie, Lakhdar Brahimi. Nous devons faire cesser la violence et la fourniture d'armes aux deux camps, et mettre en route dès que possible une transition conduite par les Syriens.

Les besoins humanitaires ne cessent d'augmenter, en Syrie et au-delà. La communauté internationale ne saurait détourner le regard tandis que la violence prend des proportions incontrôlables. De brutales violations des droits de l'homme continuent d'être commises, surtout par le Gouvernement mais aussi par des groupes d'opposition. Ces crimes ne peuvent rester impunis. Il n'y a pas de prescription pour les actes d'une violence aussi extrême. Il est du devoir de notre génération de mettre fin à l'impunité des auteurs de crimes internationaux, en Syrie et ailleurs. Il est de notre devoir de donner effet, concrètement, à la responsabilité de protéger.

Un vent de changement continuera de souffler sur le monde arabe et ailleurs. Après des décennies de pénible occupation et de restrictions humiliantes dans presque tous les aspects de leur vie, les Palestiniens doivent pouvoir exercer leur droit à un État viable qui leur soit propre. Israël doit pouvoir vivre en paix et en sécurité, à l'abri des menaces et des tirs de roquettes. La formule des deux États est la seule solution viable. Mais la porte est peut-être en train de

se fermer, et pour de bon. La poursuite de l'implantation de colonies israéliennes dans le territoire palestinien occupé compromet gravement les efforts de paix. Nous devons sortir de cette dangereuse impasse.

Je rejette toute tentative de délégitimation et toute menace d'intervention militaire proférée par un État contre un autre. Toute attaque de ce type serait catastrophique. La rhétorique belliqueuse et stridente de ces dernières semaines est alarmante, et doit nous rappeler que des solutions pacifiques, ainsi que le respect intégral de la Charte des Nations Unies, sont indispensables. Quand ils s'expriment, les dirigeants doivent calmer le jeu, non faire monter le ton et échauffer les esprits.

Pour rendre le monde plus sûr, nous devons aussi poursuivre l'objectif d'un monde débarrassé des armes nucléaires. Tant que ces armes existent, nous courons tous des risques. J'attends avec intérêt la conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive qui doit se tenir dans les prochains mois.

L'Iran doit prouver que ses programmes sont menés à des fins exclusivement pacifiques. La République populaire démocratique de Corée doit avancer dans le sens de la dénucléarisation de la péninsule de Corée. Toutes les résolutions du Conseil de sécurité sur ces questions doivent être intégralement et immédiatement appliquées.

Tant la paix que le développement seront inaccessibles si les droits de l'homme et la primauté du droit ne sont pas respectés. L'autonomisation de la femme, la protection de l'enfance, les traités et déclarations qui étendent les garanties de protection : ce sont là nos pierres de touche. La réunion de haut niveau sur l'état de droit qui s'est tenue hier a souligné avec force l'importance du droit international, de la justice et des institutions, aussi bien au sein des nations qu'entre elles.

Ces deux dernières semaines, un acte déplorable et totalement inconsideré a causé un sentiment d'outrage bien justifié et des actes de violence quant à eux injustifiables. La liberté de parole et la liberté de réunion sont fondamentales. Mais ni l'une ni l'autre ne donne le droit d'inciter ou de recourir à la violence. Pourtant, nous vivons dans un monde où les divisions sont trop souvent exploitées. Cela sert sans doute certaines fins politiques à court terme. Trop de gens sont prêts à se saisir d'une petite flamme de désaccord pour en faire un grand brasier. Trop de gens tolèrent l'intolérance. La majorité modérée ne doit pas être la majorité silencieuse. Elle doit se donner les moyens d'agir et dire bien fort aux petits esprits, tout comme aux extrémistes, qu'ils ne parlent pas pour elle. À ce stade, les dirigeants politiques et les

personnalités locales doivent intervenir s'ils veulent se montrer responsables.

(l'orateur poursuit en français)

Face à de tels enjeux, l'ONU doit continuer de se renouveler. Nous devons être unis dans l'action, collaborer entre disciplines, entre structures et entre lieux d'affectation. Nous sommes en train de créer un Secrétariat mondial, capable d'appuyer notre présence mondiale, grâce à des services partagés, des dispositifs intégrés et des utilisations novatrices des moyens technologiques. La mobilité du personnel est un premier pas essentiel. Il y a longtemps qu'une initiative allant dans ce sens aurait dû être adoptée. Nous ferons une proposition à ce sujet dans les semaines à venir, et nous aurons besoin de votre appui.

Nous devons trouver ensemble le moyen de rationaliser le processus budgétaire et de l'ancrer dans la confiance. La microgestion ne sert les intérêts de personne : ni ceux des États Membres qui attendent des résultats rapides, ni ceux des représentants du Secrétariat qui, comme vous, tendent vers l'excellence. En tant que Secrétaire général, je dois avoir assez de marge de manœuvre pour assurer la gestion dans un environnement dynamique.

Nous devons aussi nous préparer à exploiter pleinement le potentiel que recèlent les partenariats dans tous les domaines.

Je ferai prochainement des propositions précises sur le renforcement des moyens dont nous disposons pour constituer de tels partenariats, ce qui nous permettra d'obtenir plus de résultats et de meilleurs résultats, d'imposer le principe de responsabilité et d'accroître la cohérence. Nous aurons absolument besoin de l'appui des États Membres pour nous acquitter de toutes les tâches importantes qu'ils confient à l'ONU.

Une ONU plus forte est indispensable à tout ce que nous espérons accomplir pour les peuples du monde. Nous devons prouver que l'ONU est capable de se réformer et d'évoluer avec son temps.

(l'orateur reprend en anglais)

Je me suis toujours intéressé avant tout à ce qui touche à la vie des gens, et j'ai toujours tenu à aborder de front les difficultés. Nous avons cherché ensemble des solutions aux problèmes qui préoccupent les gens dans leur quotidien et troublent leur sommeil.

Les dirigeants de pays du monde entier sont investis du pouvoir de l'État et tiennent les leviers de commande. Les peuples attendent d'eux que, sensibles à leurs aspirations,

ils laissent libre cours à leur dynamisme et à leurs idées. Le monde attend d'eux que, solidairement, ils agissent pour le bien commun.

Personne, certes, ne peut tout faire, mais chacun de nous, à sa manière, peut apporter sa contribution. Si, tous ensemble, nous savons nous montrer à la hauteur de nos responsabilités, nous triompherons des épreuves d'aujourd'hui, embrasserons les possibilités qu'offre cette époque de changement accéléré et donnerons une nouvelle vie aux buts et principes énoncés dans la Charte qui fonde notre Organisation. Je compte sur le dynamisme et l'engagement de tous ici présents pour faire de ce monde un monde meilleur pour tous.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Le Président (*parle en anglais*) : C'est pour moi un immense honneur que de m'adresser à l'Assemblée générale en tant que Président de sa soixante-septième session. Ma candidature a été présentée par un pays fier de sa démocratie, que j'ai eu le privilège de servir en tant que Ministre des affaires étrangères pendant deux mandats successifs.

Comme nombre d'autres, mon pays a connu des périodes de tragédie et des périodes de gloire. À la fin du XX^e siècle, ce Membre fondateur de l'ONU et fier vainqueur du fascisme a vécu une période de terribles dissensions internes. La dévastation et les luttes fratricides qui en ont suivi ont laissé des blessures profondes. Mais cette période douloureuse est maintenant révolue.

Aujourd'hui, notre pays se tient de nouveau fièrement devant le monde, moins de 20 ans après avoir été exclu de cette salle. Nous le faisons en tant que pays résolument déterminé à promouvoir les intérêts communs de l'humanité, à se comporter en citoyen mondial responsable et à contribuer à forger un monde dans lequel la paix triomphe et le droit international prévaut.

L'Assemblée générale est le principal organe délibérant, directeur et représentatif de l'ONU. Elle est le plus éminent organe composé d'États souverains jamais conçu par l'humanité et un grand panthéon d'espoir pour les peuples du monde. Son texte fondateur, la Charte des Nations Unies, a été rédigé de manière à ce que chaque État Membre puisse observer les mêmes règles et adhérer aux mêmes principes, définis suite à la victoire historique sur le fascisme. Son objectif était clair : mettre en place, pour la première fois de l'histoire, un système international fonctionnel qui

aspire à la justice, en promettant les mêmes droits à toutes les nations, mais aussi en leur garantissant à toutes la même dignité.

Nous ne sommes pas une simple organisation politique, a déclaré un jour le Président de la deuxième session de l'Assemblée générale, le Brésilien Oswaldo Aranha. Il ne s'agit pas d'un simple pacte entre pays, mais d'une entreprise qui relève de la pensée et du sentiment humains. De cette prémisse, a-t-il dit, naît la conviction que les peuples du monde entier peuvent apprendre à se connaître et à se faire confiance, en pleine conscience de leur destinée commune.

Le paysage géopolitique de notre époque est différent de tout ce qu'a pu connaître le monde. Il est marqué par une interdépendance véritablement mondiale. Nous sommes confrontés à une série de ruptures qui semblent gagner en intensité. Leurs répercussions peuvent difficilement être contenues. Le système international est soudain devenu plus instable et plus imprévisible. Selon moi, un certain nombre de variables dans cette équation mondiale de plus en plus complexe nécessitent que nous redoublions d'attention. Je voudrais mettre l'accent sur trois des plus importantes.

La première est un repositionnement à tous les niveaux. De plus en plus d'États sont déterminés à renforcer leur engagement à l'extérieur, car ils souhaitent jouer un rôle plus important dans leur région respective et au-delà. Il en résulte que les pouvoirs et l'influence sur la scène internationale sont de plus en plus diffus.

Les positions d'aujourd'hui ne sont plus du tout les mêmes qu'il y a tout juste une génération, ce qui fait qu'il devient plus difficile de parvenir à un consensus véritable et durable sur d'importants points de l'ordre du jour international.

Deuxièmement, des capacités que l'on croyait autrefois être exclusivement aux mains des États, notamment celle d'infliger des dommages à grande échelle, deviennent désormais plus facilement accessibles aux acteurs non étatiques. Alors que le monde rétrécit de fait, les pays se sentent plus vulnérables. Nous devons trouver le moyen d'agir de concert afin que les besoins et les préoccupations légitimes des États Membres trouvent une réponse adéquate.

Une troisième variable dans cette nouvelle équation mondiale est la quête d'autonomisation. Quelles que soient leurs conditions de vie et leurs doléances, les populations dans le monde entier veulent toutes décider davantage de leur avenir. L'exemple le plus patent aujourd'hui se trouve probablement au Moyen-Orient. Le Printemps arabe a concrétisé les aspirations démocratiques dans plusieurs pays; pour d'autres, le sort reste incertain.

La crainte existe toutefois que le Printemps arabe ait un certain nombre de conséquences non désirées, parmi lesquelles la résurgence de loyautés sectaires ou de tensions ethniques ou tribales, longtemps étouffées pour la plupart. La manière dont nous écarterons ces dangers et d'autres décidera du legs que laissera cette grande et noble quête d'autonomisation entreprise par les peuples du Moyen-Orient.

Vu l'importance mondiale, politique, économique et culturelle de la région, les événements actuels dans cette partie du monde auront des répercussions d'une portée considérable sur la totalité de la planète.

Aujourd'hui plus que jamais, le monde doit s'unir. C'est la raison pour laquelle je pense que nous devons mobiliser toutes nos ressources. Toutefois, cela nécessitera que nous invoquions une fois de plus les premiers principes de la Charte des Nations Unies. Ce faisant, nous serons en mesure de donner un sens nouveau à l'intention initiale de nos fondateurs.

Ceux qui ont élaboré la Charte des Nations Unies ont compris que lorsque des nations se sentent en sécurité, elles sont plus enclines à desserrer les poings et à donner une véritable chance de réussite au règlement pacifique des différends. À cette fin, il sera d'une importance cruciale de renforcer le respect universel aux principes et règles acceptés, mis en œuvre sans partialité ni favoritisme. D'autre part, un manque de clarté ou une application sélective pourrait rapidement éroder les raisons de faire confiance. On pourrait alors facilement arriver à la situation où on ne défend qu'en paroles les principes, et où les règles perdent pratiquement tout sens.

Un tel scénario n'est de toute évidence pas dans l'intérêt de l'Organisation. Je pense que nous devons prendre des mesures décisives pour empêcher que cette situation ne se produise. Je suis fermement convaincu qu'il est essentiel d'accompagner ces efforts d'un renforcement du respect de l'égalité, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Cela est indispensable pour atteindre le premier but déclaré de l'ONU, à savoir maintenir la paix et la sécurité internationales.

La Charte des Nations Unies enjoint aux parties à tout conflit de chercher tout d'abord une solution par le biais, notamment, de la négociation, de la médiation, de l'arbitrage ou du règlement juridique. C'est avec ces principes à l'esprit que j'ai proposé le thème suivant pour le débat général de cette année : « Réaliser, par des moyens pacifiques, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations de caractère international ». Alors que nous abordons cette question essentielle, n'oublions pas que la paix n'est pas

seulement synonyme d'absence de guerre. La réconciliation de ceux qui sont en désaccord est aussi nécessaire. C'est de cette façon seulement que nous pouvons espérer connaître ce qu'un grand philanthrope new-yorkais a appelé, il y a plus d'un siècle, non loin d'ici : « l'instauration de la paix durable, une victoire sans larmes. »

On ne peut parvenir légitimement à une solution à un problème international qu'en renonçant à l'unilatéralisme, celle-ci ne peut devenir véritablement durable que si ses dispositions sont acceptées avec bonne volonté et sont mises en œuvre de bonne foi. Lorsque des parties s'engagent à observer un règlement, je pense que l'Assemblée générale, intervenant en consensus, peut faire fonction de garant moral de l'accord qui a été conclu.

J'invite les Membres à partager leurs réflexions quant au règlement pacifique des conflits, qui est une tâche fondamentale de l'ONU. Je suis impatient d'entendre les propositions concrètes de l'Assemblée sur la façon dont les mécanismes en place peuvent être mieux utilisés, et d'engager des échanges avec les Membres pour intégrer de nouvelles idées dans les efforts d'ensemble visant à revitaliser l'Assemblée générale.

Ces dernières décennies, nos débats ont été enrichis par les opinions de représentants de la société civile. Toutefois, à de notables exceptions près, nous n'avons pas encore trouvé une façon de mettre à profit les travaux extraordinaires réalisés par les instituts de politiques publiques et les groupes de réflexion du monde. En ma qualité de Président, j'ai l'intention de lancer un certain nombre d'initiatives en vue de mettre à profit leur sagesse et leur expérience.

J'ai aussi établi un groupe consultatif informel de haut niveau, composé d'illustres hommes d'État, dont l'objectif sera de m'apporter conseils et lumières sur la myriade de questions que va examiner l'Assemblée générale.

À mon avis, le développement durable est l'une des ressources de prévention des conflits les plus importantes dont nous disposons. Il occupe une place de plus en plus importante à l'ordre du jour de la paix et de la sécurité internationales. C'est en partie en raison de l'attention que nous avons tous accordée aux objectifs du Millénaire pour le développement. En ma qualité de Président, je travaillerai de concert avec les États Membres pour que nous nous rapprochions de plus en plus de la réalisation de cet objectif historique.

L'Assemblée générale doit aussi se concentrer sur le programme de l'après-2015. Les accords conclus à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) devront être mis en œuvre par cet organe. Cela

comprend les préparatifs de lancement d'un forum de haut niveau, qui devra être convoqué au début de la prochaine session.

L'Assemblée générale a également reçu mandat de mettre en place un groupe de travail chargé de proposer une liste d'objectifs de développement durable pour examen et adoption par la plénière. En ma qualité de Président, j'encouragerai ce processus, qui devrait comporter le renforcement de plusieurs fonds et programmes existants de l'ONU, y compris le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Il est difficile d'imaginer que le programme Rio+20 puisse devenir véritablement effectif si l'on ne mobilise pas des ressources supplémentaires. Conformément au mandat confié à l'Assemblée générale à Rio de Janeiro, j'agirai pour établir un processus intergouvernemental, dans le cadre de cet organe, en vue de proposer diverses options de stratégie de financement efficace. Je pense que les progrès devant être réalisés dans l'entreprise audacieuse prévue par la Conférence Rio+20 non seulement complètent, mais renforceront aussi de façon décisive tous les autres efforts menés pour consolider la paix et la sécurité internationales.

Pour réussir, je pense que l'Assemblée générale doit s'impliquer davantage dans les échanges mondiaux en matière de développement. Il faut davantage mettre l'accent sur les questions économiques clefs telles que la croissance, la création d'emplois, la production de nouveaux biens et services écologiques et un environnement commercial plus équitable. Il est tout à fait opportun que la Charte confie à l'ONU la mission de parvenir à une coopération dans le règlement des problèmes économiques internationaux.

L'égalité souveraine perd beaucoup de son sens si elle est envisagée seulement en tant que principe politique, minimisant l'importance de la dimension économique. Le Groupe des Huit, le Groupe des Vingt, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et d'autres organismes jouent, chacun à leur façon, des rôles essentiels. Toutefois, je suis fermement convaincu que l'Assemblée générale devrait participer plus activement pour faire progresser l'ordre du jour de la gouvernance économique mondiale.

À la soixante-troisième session, nous avons éternisé le document final de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (résolution 63/303, annexe). Il propose une plus grande coopération, une meilleure coordination et cohérence, et des échanges accrus en termes de politiques et d'actions entre l'ONU et les institutions financières

internationales mais aussi avec les organisations régionales compétentes.

Le destin matériel de notre planète doit être défini d'une façon plus globale. Aucun pays ne peut s'extraire de la pauvreté s'il n'a pas le droit de faire entendre sa voix. C'est pourquoi, en tant que Président, j'ai l'intention de convoquer une réunion informelle de haut niveau au cours de la présente session. Son objectif sera d'établir, dans les prochaines années, un cadre consultatif pour une collaboration efficace entre l'Assemblée générale et les institutions commerciales et financières internationales, ainsi qu'avec des groupes tels que le G-20.

Selon moi, une autre ressource de prévention des conflits qui n'est pas suffisamment utilisée est l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies. Établie en tant qu'instrument de persuasion de la diplomatie préventive, elle cherche à surmonter les différences et tensions entre confessions et sociétés et au sein de chacune d'entre elles, tout en évitant l'effet d'annulation liée à l'uniformité, qui, comme certains le craignent, est une possible conséquence de la mondialisation.

Nous sommes tous conscients des dangers croissants que les maux et doléances de siècles passés peuvent nous infliger, s'ils continuent d'être attisés. Guidée par l'Assemblée générale, l'Alliance pourrait aider le monde à neutraliser plus efficacement les venins de son passé, qui est une source de divisions. Je pense qu'en élargissant le dénominateur commun des valeurs et principes qui nous lient les uns aux autres, nous ferons véritablement avancer la cause de la paix. En ma qualité de Président, je travaillerai étroitement avec l'Alliance pour trouver les moyens de mettre nos diverses identités à son service, et ce, de façon plus constructive. Nous pourrions ainsi éviter que l'avenir ne subisse plus les conséquences regrettables de versions historiques qui s'excluent mutuellement.

Comme cela a été le cas depuis sa création, l'ONU sera forte seulement dans la mesure où les États Membres choisiront qu'elle le soit.

Comme Ralph Waldo Emerson l'a notoirement écrit, une institution est l'ombre allongée d'un homme. En cette époque de transformation, je suis convaincu que renforcer notre foi collective dans l'approche que notre Organisation est la seule à pouvoir proposer légitimement est la manière la plus sûre d'éviter les écueils qui se dressent sur notre route vers l'élaboration d'un partenariat véritablement mondial pour le XXI^e siècle.

L'un des premiers partisans du règlement pacifique des différends était Cicéron, célèbre entre autres pour avoir

donné voix au souhait que *cedant arma togae* – que l'épée le cède à la toge. De l'Antiquité à nos jours, des générations d'hommes et de femmes pleins de bravoure se sont efforcés sans relâche de défendre cette noble cause. La Charte des Nations Unies constitue le point culminant de nos efforts en ce sens – c'est notre guide le plus sûr en cette époque si importante.

Nous devons aborder les problèmes auxquels nous sommes confrontés dans un esprit de coopération renouvelé, avec la ténacité nécessaire pour parvenir à nos fins et armés de la volonté requise de surmonter nos différences. Trouvons le courage de venir à bout des nombreuses difficultés à venir et, ce faisant, œuvrons à affirmer la prééminence de la justice. Ayons foi en notre capacité à nous réunir, pleinement conscients de notre destinée commune, afin que l'histoire se souvienne de cette Assemblée générale comme d'une Assemblée de paix.

Avant de donner la parole au premier orateur de la matinée, je rappelle aux membres que la liste des orateurs pour le débat général a été établie sur la base acceptée par tous que les déclarations ne dépasseront pas 15 minutes chacune afin de permettre à tous les orateurs d'être entendus à chaque séance. Je voudrais toutefois demander aux orateurs de prononcer leur déclaration à un rythme normal dans les limites du temps imparti pour que les services d'interprétation dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies puissent être convenablement assurés.

J'appelle aussi l'attention des membres sur la décision prise par l'Assemblée générale, aux sessions précédentes, de vivement déconseiller la pratique d'adresser des félicitations à l'intérieur de la salle de l'Assemblée générale après qu'une déclaration a été prononcée. À cet égard, je rappelle aux membres qu'après avoir fait leur déclaration, les orateurs sont invités à quitter la salle de l'Assemblée en passant par la salle GA-200, située derrière la tribune, avant de regagner leur siège.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite adopter la même procédure pendant le débat général de la soixante-septième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Enfin, je tiens à appeler l'attention des membres sur le fait que, pendant le débat général, des photographies officielles de tous les orateurs sont prises par le Département de l'information. Les membres qui souhaitent se procurer ces photographies sont priés de contacter la photothèque des Nations Unies.

**Allocution de M^{me} Dilma Rousseff,
Présidente de la République fédérative du Brésil**

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République fédérative du Brésil.

M^{me} Dilma Rousseff, Présidente de la République fédérative du Brésil, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Dilma Rousseff, Présidente de la République fédérative du Brésil, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Rousseff (*parle en portugais; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Une nouvelle fois, c'est avec la voix d'une femme que s'ouvre le débat général de l'Assemblée générale. Pour de nombreuses personnes, nous, les femmes, sommes « la moitié du ciel ». Cela étant, nous aimerions être aussi la moitié de la Terre, et jouir de l'égalité des droits et des chances, être libres de toutes les formes de discrimination et de violence, être capables de construire notre propre émancipation et, par là-même, contribuer à la pleine autonomisation de tous.

Un an après ma déclaration à cette même tribune (voir A/66/PV.11), je note que nombre des problèmes qui nous préoccupaient déjà en septembre 2011 continuent de se poser. Aujourd'hui, je veux une fois encore me pencher sur certaines de ces questions, auxquelles il est de plus en plus urgent de trouver une solution.

La grave crise économique qui a commencé en 2008 connaît de nouveaux aspects préoccupants. Le choix de politiques budgétaires orthodoxes a exacerbé la récession dans les économies développées, ce qui a eu des répercussions sur les pays émergents, au rang desquels compte le Brésil. Les principaux dirigeants du monde développé n'ont pas encore trouvé une approche qui associe ajustement budgétaire approprié et mesures stimulant l'investissement et de la demande, lesquels sont des éléments indispensables pour mettre un terme à la récession et assurer la croissance économique.

Les politiques monétaires ne sauraient être la seule réponse face à la hausse du chômage, à l'aggravation de la pauvreté et à la détresse qui touche les secteurs les plus vulnérables de la population dans le monde entier. Les banques centrales des pays développés continuent sur la voie de politiques monétaires accommodantes, ce qui provoque un déséquilibre des taux de change. Il en découle

une appréciation artificielle des devises des pays émergents, laquelle érode leurs parts de marché et ainsi accentue encore la récession mondiale.

Nous ne pouvons pas accepter que les initiatives légitimes de protection de leur commerce lancées par les pays en développement soient injustement considérées comme du protectionnisme. N'oublions pas que les mesures légitimes de protection du commerce respectent les règles de l'Organisation mondiale du commerce. Nous devons lutter contre le protectionnisme et contre toutes les formes de manipulation des échanges, car ils rendent la concurrence plus aigüe de manière fallacieuse et frauduleuse.

Il ne saurait y avoir de réponse efficace à la crise sans renforcement des efforts de coopération entre les pays et les organismes multilatéraux, comme le Groupe des Vingt, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Cette coopération doit s'efforcer de remodeler le lien entre les politiques budgétaires et monétaires afin d'empêcher une aggravation de la récession, de maîtriser la guerre des devises et de relancer la demande mondiale.

Notre propre expérience nous a appris que ni la dette nationale des États, ni les dettes financières et bancaires ne pourront être réglées sur fond de récession. Au contraire, une récession ne fait qu'exacerber ces problèmes. Il est urgent d'établir un accord global visant une reprise coordonnée de la croissance économique mondiale, afin de prévenir le désespoir causé par le chômage et l'absence de perspectives.

Mon pays assume ses responsabilités à cet égard. Ces dernières années, nous avons mené des politiques économiques prudentes, accumulé d'importantes réserves de devises, fortement réduit notre dette publique et, grâce à des politiques sociales innovantes, permis à 40 millions de Brésiliens d'échapper à la pauvreté, renforçant ainsi notre ample marché intérieur.

Comme tous les pays, nous avons été touchés par la crise. Mais, malgré le ralentissement temporaire de notre taux de croissance, nous avons réussi à maintenir des niveaux d'emploi extrêmement élevés et à continuer de réduire les inégalités sociales, tout en relevant sensiblement le niveau des revenus des travailleurs. Nous avons contredit le point de vue erroné selon lequel les mesures destinées à stimuler la croissance sont incompatibles avec les plans d'austérité. C'est un faux dilemme. La responsabilité en matière budgétaire est aussi indispensable que le sont les mesures en faveur de la croissance, car l'assainissement des finances publiques ne peut être durable que dans un contexte de reprise économique.

L'histoire montre que l'austérité, quand elle est exagérée et isolée de la croissance, va à l'encontre de ses objectifs. Le Brésil a choisi de s'attaquer à ces deux défis simultanément. Tout en contrôlant strictement les dépenses publiques, nous avons accru nos investissements dans l'infrastructure et l'éducation. Tout en contrôlant l'inflation, nous avons agi avec vigueur par le biais de politiques visant l'inclusion sociale et l'élimination de la pauvreté. En outre, tout en menant des réformes structurelles dans les domaines des finances et du bien-être social, nous avons réduit la charge fiscale et les coûts de l'énergie, et nous avons investi dans l'infrastructure et le savoir pour générer science, technologie et innovation.

Il y a des moments où nous ne pouvons opter pour l'une ou l'autre des deux voies possibles. Il nous faut avancer sur les deux séparément et simultanément.

Tout comme en 2011, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord continuent d'être au centre de l'attention de la communauté internationale. D'importants mouvements sociaux aux orientations politiques différentes ont balayé des régimes despotiques et lancé des processus de transition dont on ne peut encore clairement discerner la signification et l'orientation. Toutefois, il n'est pas difficile d'entendre dans presque tous ces mouvements un cri de révolte contre la pauvreté, le chômage et l'absence d'opportunités et de droits civils imposés par des gouvernements autoritaires à de larges secteurs de ces sociétés, surtout aux jeunes. Il n'est pas difficile non plus de voir dans ces événements des traces de griefs historiques dus à des décennies de politiques coloniales ou néocoloniales menées au nom de prétendus programmes civilisateurs. Petit à petit, il est devenu clair que des intérêts économiques se cachaient derrière ces politiques.

Nous observons aujourd'hui avec consternation l'évolution dramatique de la situation en Syrie. Le Brésil condamne de la façon la plus énergique la violence qui continue de faire des victimes dans ce pays. La Syrie vit un drame humanitaire à large échelle, sur son territoire et sur celui de ses voisins. Le Gouvernement de Damas est responsable pour la plus grande part du cycle de violence qui a fait un grand nombre de victimes civiles, surtout des femmes, des enfants et des jeunes. Toutefois, nous savons aussi que les groupes armés de l'opposition portent une part de responsabilité, surtout ceux qui comptent de plus en plus sur l'appui militaire et logistique étranger.

En tant que Présidente d'un pays qui est la patrie de millions de personnes d'ascendance syrienne, j'appelle les parties au conflit à déposer les armes et à se joindre aux efforts de médiation menés par l'Envoyé spécial conjoint des Nations Unies et de la Ligue des États arabes. Il n'y a

pas de solution militaire à la crise syrienne. La diplomatie et le dialogue sont non seulement notre meilleure option, mais aussi l'unique option.

En tant que Présidente d'un pays où vivent des milliers et des milliers de Brésiliens musulmans, je déclare ici aujourd'hui notre vigoureux rejet de la montée de l'islamophobie dans les pays occidentaux. Le Brésil est l'un des acteurs dans la généreuse Alliance des civilisations lancée initialement par le Gouvernement turc.

C'est avec la même véhémence que nous condamnons les actes terroristes qui ont coûté la vie à des diplomates américains en Libye.

Ayant les yeux toujours tournés vers le Moyen-Orient, où se posent certains des plus importants défis à la paix et à la sécurité internationales, je souhaite une fois de plus évoquer la question israélo-palestinienne. Je réaffirme ce que j'ai dit en 2011, lorsque j'ai exprimé l'appui du Gouvernement brésilien à la reconnaissance de l'État de Palestine en tant que Membre de plein droit de l'Organisation des Nations Unies. J'avais alors ajouté, et je le redis aujourd'hui, que seule une Palestine libre et souveraine pourra répondre à l'aspiration légitime d'Israël à la paix avec ses voisins, à la sécurité de ses frontières et à la stabilité régionale.

La communauté internationale a eu de plus en plus de difficulté à faire face à l'escalade des conflits régionaux. La preuve en est les impasses dans lesquelles se trouve le Conseil de sécurité. C'est l'un des plus graves problèmes auquel nous sommes confrontés. La crise qui a commencé en 2008 a montré qu'il était nécessaire de réformer les mécanismes de gouvernance économique mondiale. Le fait est que jusqu'à présent ces réformes n'ont pas été encore pleinement mises en œuvre. Des guerres et des conflits régionaux de plus en plus intenses, des pertes dramatiques en vies humaines et d'énormes pertes matérielles subies par les peuples impliqués montrent l'extrême urgence d'entreprendre une réforme institutionnelle de l'Organisation des Nations Unies, en particulier de son Conseil de sécurité.

Nous ne pouvons permettre que le Conseil de sécurité soit remplacé, comme cela a été le cas, par des coalitions formées sans son consentement, hors de son contrôle et sans strict respect du droit international. L'emploi de la force sans l'autorisation du Conseil est manifestement illégal, et pourtant il commence à être considéré dans certains cercles comme une option acceptable. Il ne saurait l'être en aucun cas. La facilité avec laquelle certains recourent à ce genre d'action résulte de l'impasse qui paralyse le Conseil. C'est pour cela qu'il faut d'urgence réformer le Conseil en urgence.

Le Brésil se battra toujours pour que les décisions émanant des Nations Unies l'emportent. Mais nous voulons des actions légitimes, fondées sur la légalité internationale. C'est dans cet esprit que j'ai défendu la « responsabilité en protégeant » comme complément nécessaire à la « responsabilité de protéger ».

Le multilatéralisme est plus fort aujourd'hui après la Conférence des Nations Unies sur le développement durable – Rio+20. Ensemble, au cours de ces journées en juin, nous avons tenu la plus importante conférence et celle qui a vu le plus grand nombre de participants dans l'histoire des Nations Unies. Nous avons pu marcher d'un pas résolu vers la consolidation historique d'un nouveau paradigme : croître, inclure, protéger et préserver, à savoir le développement durable. Je remercie le Secrétaire général Ban Ki-moon et l'Ambassadeur Sha Zukang de leurs efforts et de leur collaboration étroite avec le Brésil, avant et pendant la conférence.

Le document final que nous avons approuvé par consensus à Rio (résolution 66/288, annexe) ne préserve pas seulement l'héritage de 1992, il sert aussi de point de départ à un programme de développement durable pour le XXI^e siècle, en mettant l'accent sur l'élimination de la pauvreté, l'utilisation consciencieuse des ressources naturelles et l'élaboration de modèles viables de production et de consommation.

L'ONU est saisie d'un certain nombre de tâches dont la Conférence de Rio lui a donné mandat. Je tiens notamment à mentionner la définition des objectifs de développement durable. Rio + 20 a mis en vive lumière l'avenir que nous souhaitons édifier. Nous devons considérer les changements climatiques comme l'un des principaux défis lancés aux générations présentes et futures. Nous avons l'obligation de tenir compte des nombreux avertissements qui ont été lancés par la science et la société. Le Gouvernement brésilien est fermement déterminé à atteindre les cibles fixées pour contrôler les émissions de gaz à effet de serre et attaché à la lutte implacable contre la déforestation dans la forêt ombrophile amazonienne.

En 2009, nous avons volontairement pris des engagements et les avons promulgués sous forme de lois. Ces cibles sont particulièrement ambitieuses pour un pays en développement, qui doit faire face à tous types de demandes urgentes afin de promouvoir le bien-être de sa population. Nous espérons que les pays qui ont une responsabilité historique plus grande en matière de changements climatiques et qui disposent de davantage de ressources pour lutter contre eux s'acquitteront de leurs obligations à l'égard de la communauté internationale.

Une autre initiative de l'ONU que nous saluons est la Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020. Le Brésil est attaché aux efforts visant à protéger des vies et à réduire les accidents routiers, l'une des principales causes de décès des jeunes dans le monde. À cette fin, notre gouvernement est en train d'élaborer une vaste campagne de sensibilisation de concert avec la Fédération internationale de l'automobile.

Dans un contexte de graves difficultés environnementales, de crises économiques et de menaces à la paix dans différentes parties du monde, le Brésil reste déterminé à travailler avec ses voisins à créer un climat de démocratie, de paix, de prospérité et de justice sociale. Nous avons réalisé de grands progrès s'agissant de placer la région de l'Amérique latine et des Caraïbes au rang de nos priorités en matière de coopération internationale.

Notre région est un bon exemple pour le monde. L'état de droit que nous avons instauré en venant à bout des régimes autoritaires est en cours de préservation et de renforcement. La démocratie n'est pas un legs à l'abri des attaques. Pour éviter tout revers, le Marché commun du Sud et l'Union des nations de l'Amérique du Sud ont fait preuve de fermeté lorsqu'il fallait le faire, parce que nous pensons que l'intégration et la démocratie sont des principes indissociables. Je réaffirme également notre volonté de garder notre région exempte d'armes de destruction massive. À cet égard, je tiens à rappeler l'existence d'immenses arsenaux qui, outre la menace qu'ils font peser sur toute l'humanité, exacerbent les tensions et entravent les efforts de paix. Le monde réclame à grands cris de la nourriture, plutôt que des armes, pour les milliards d'hommes, de femmes et d'enfants qui subissent la plus grande punition infligée à l'humanité : la faim.

Je voudrais enfin mentionner un pays frère, aimé de tous les habitants de l'Amérique latine et des Caraïbes : Cuba. Cuba a fait de grands progrès dans la modernisation de son modèle économique. Pour poursuivre dans cette voie, il a besoin de partenaires, aussi bien proches que lointains. La coopération qui pourrait permettre à Cuba de progresser est néanmoins entravée par l'embargo économique qui accable sa population depuis des décennies. Cela fait bien longtemps que nous aurions dû mettre fin à cet anachronisme, qui est condamné par l'immense majorité des Membres de l'ONU.

Cette année, nous avons assisté aux Jeux olympiques et paralympiques, brillamment organisés par le Royaume-Uni. Avec la clôture des Jeux olympiques de Londres, le Brésil a commencé le compte à rebours jusqu'aux Jeux olympiques de Rio de Janeiro en 2016, qui seront précédés par la Coupe du monde de 2014. Tous les deux ans, pendant les Jeux

d'été et d'hiver, l'humanité semble revitaliser les valeurs qui devraient nous inspirer en permanence : tolérance, respect des différences, égalité, inclusion, amitié et compréhension. Ces principes jettent également les fondements des droits de l'homme et de cette Organisation. À l'ouverture de la soixante-septième session de l'Assemblée générale, je propose que toutes les nations représentées ici embrassent avec chaleur les idéaux de la Flamme olympique.

Le renforcement de l'ONU est nécessaire à ce moment où la multipolarité ouvre une perspective historique nouvelle. Nous devons travailler à cette fin. Nous devons travailler pour veiller à ce que la multipolarité qui se dessine l'emporte, que la coopération triomphe du conflit, que le dialogue vienne à bout des menaces, et que des solutions négociées soient trouvées avant des interventions comportant l'usage de la force et qu'elles les préviennent. Je rappelle que dans le cadre de cet effort nécessairement collectif, qui implique la recherche du consensus, l'ONU doit jouer un rôle clef, en particulier au moment où l'Organisation et ses divers organes deviennent plus représentatifs et plus légitimes et donc plus efficaces.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République fédérative du Brésil de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Dilma Rousseff, Présidente de la République fédérative du Brésil, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis d'Amérique.

M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Obama (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer aujourd'hui par parler à l'Assemblée d'un Américain du nom de Chris Stevens. Chris est né à Grass Valley, une petite ville de Californie, de parents avocat et musicien. Jeune homme, Chris s'est inscrit au Peace Corps, et a enseigné l'anglais au Maroc, et cette expérience lui a

fait aimer et respecter les peuples de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. C'est un engagement qu'il a poursuivi toute sa vie.

Diplomate, il a travaillé de l'Égypte à la Syrie, de l'Arabie saoudite à la Libye. Il était connu pour ses promenades dans les rues des villes où il travaillait – goûtant à la cuisine locale, rencontrant autant de gens que possible, parlant l'arabe, à l'écoute des gens et arborant toujours un grand sourire. Chris s'était rendu en cargo à Benghazi dès les premiers jours de la révolution libyenne. En sa qualité de représentant des États-Unis, il a aidé le peuple libyen pris dans de violents conflits, a pansé ses blessés, et élaboré la vision d'un avenir où les droits de tous les Libyens seraient respectés. Et après la révolution, il a soutenu la naissance d'une nouvelle démocratie, tandis que les Libyens organisaient des élections, mettaient sur pied de nouvelles institutions, et commençaient à aller de l'avant après des décennies de dictature.

Chris Stevens aimait son travail. Il était fier du pays qu'il servait, et voyait de la dignité dans les personnes qu'il rencontrait.

Il y a deux semaines, il s'était rendu à Benghazi pour examiner les plans de construction d'un nouveau centre culturel et de modernisation d'un hôpital. C'est à ce moment-là que l'enceinte américaine a été attaquée. Avec trois de ses collègues, Chris a été tué dans la ville qu'il avait aidé à sauver. Il avait 52 ans.

Je raconte cette histoire parce que Chris Stevens incarnait le meilleur de l'Amérique. Tout comme ses collègues du service diplomatique, il a bâti des passerelles entre les océans et les cultures, et était profondément engagé dans la coopération internationale incarnée par l'ONU. Il se comportait avec humilité, mais il défendait également un ensemble de principes – une conviction que les individus devraient être libres de déterminer leur propre destin et de vivre dans la liberté, la dignité et la justice, et avoir des perspectives d'avenir.

Les attaques contre les civils américains à Benghazi étaient des attaques contre les États-Unis. Nous sommes reconnaissants de l'assistance que nous avons reçue de la part du Gouvernement et du peuple libyens. Il ne fait aucun doute que nous poursuivrons sans relâche les tueurs et les traduirons en justice. J'apprécie également le fait que, ces derniers jours, les dirigeants d'autres pays de la région – y compris l'Égypte, la Tunisie et le Yémen – ont pris des mesures pour sécuriser nos installations diplomatiques, et ont appelé au calme. Et c'est également ce qu'ont fait les autorités religieuses à travers le monde.

Mais il faut bien comprendre que les attaques de ces deux dernières semaines ne sont pas simplement une attaque contre les États-Unis. Elles constituent également une attaque contre les idéaux mêmes sur lesquels l'ONU a été fondée – la notion que les peuples peuvent régler leurs différends par des moyens pacifiques; que la diplomatie peut remplacer la guerre; que dans un monde interdépendant, nous avons tous intérêt à ouvrir de plus grandes perspectives à nos citoyens et à leur assurer plus de sécurité.

Si nous souhaitons sérieusement défendre ces idéaux, il ne suffira pas de mettre plus de gardes devant une ambassade ou d'exprimer nos regrets et d'attendre que l'indignation passe. Si nous prenons ces idéaux au sérieux, nous devons parler honnêtement des causes plus profondes de la crise – parce que nous sommes confrontés à un choix entre les forces qui cherchent à nous diviser et les espoirs que nous partageons.

Aujourd'hui, nous devons réaffirmer que notre avenir sera déterminé par des personnes comme Chris Stevens – et non pas par ses assassins. Aujourd'hui, nous devons déclarer que cette violence et cette intolérance n'ont pas leur place au sein de notre organisation des Nations Unies.

Il y a moins de deux ans en Tunisie, un vendeur ambulancier s'immolait pour protester contre la corruption oppressive dans son pays, déclenchant ce qui est devenu le Printemps arabe. Et depuis, le monde est fasciné par la transformation qui a eu lieu, et les États-Unis ont soutenu les forces du changement. Nous avons été inspirés par les manifestations tunisiennes qui ont renversé un dictateur, parce que nous avons reconnu nos propres croyances dans les aspirations des hommes et des femmes qui sont descendus dans les rues.

Nous avons appuyé le changement en Égypte, parce que notre soutien à la démocratie nous a, en fin de compte, mis du côté du peuple.

Nous avons soutenu une transition de la classe dirigeante au Yémen, parce que les intérêts du peuple n'étaient plus servis par un statu quo corrompu.

Nous sommes intervenus en Libye aux côtés d'une vaste coalition et avec le mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies, parce que nous avons la capacité de mettre fin au massacre d'innocents, et parce que nous croyions que les espoirs du peuple étaient plus puissants qu'un tyran.

Et en nous rassemblant ici, nous déclarons à nouveau que le régime de Bachar Al-Assad doit prendre fin pour que la souffrance du peuple syrien puisse cesser et pour qu'une nouvelle aube puisse naître.

Nous avons adopté ces positions parce que nous croyons que la liberté et l'autodétermination ne sont pas propres à une seule culture. Ce ne sont pas simplement des valeurs américaines ou des valeurs occidentales – ce sont des valeurs universelles. Et alors même que d'énormes défis accompagneront la transition vers la démocratie, je suis convaincu qu'au final, un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple est plus susceptible d'instaurer la stabilité, la prospérité, et d'ouvrir des perspectives individuelles qui seront le fondement de la paix dans notre monde.

Ainsi, n'oublions pas que nous vivons une ère de progrès. Pour la première fois depuis des décennies, les Tunisiens, les Égyptiens et les Libyens ont élu de nouveaux dirigeants dans le cadre d'élections crédibles, concurrentielles et régulières. Cet esprit démocratique ne s'est pas limité au monde arabe. Au cours de l'année écoulée, nous avons observé des transferts de pouvoir pacifiques au Malawi et au Sénégal, et un nouveau Président s'est installé en Somalie. En Birmanie, un Président a libéré des prisonniers politiques et ouvert une société fermée, une dissidente courageuse a été élue au Parlement, et les peuples attendent avec impatience davantage de réformes. De par le monde, ils font entendre leur voix, insistant sur le caractère inné de leur dignité et sur le droit de décider de leur avenir.

Et pourtant les turbulences de ces dernières semaines nous rappellent que le chemin de la démocratie ne s'arrête pas avec le dépôt d'un bulletin de vote. Nelson Mandela a dit un jour : « Être libre ne veut pas simplement dire se débarrasser de ses chaînes, mais vivre de manière à respecter et à renforcer la liberté des autres ». La vraie démocratie exige que les citoyens ne puissent pas être jetés en prison en raison de leurs croyances, et qu'un commerce puisse ouvrir sans avoir à payer de pot-de-vin. Elle dépend de la liberté des citoyens d'exprimer leurs opinions et de se réunir sans peur, et de l'état de droit et des procédures qui garantissent les droits universels.

En d'autres termes, la vraie démocratie – la vraie liberté – est un travail difficile. Les gens au pouvoir doivent résister à la tentation de réprimer les dissidents. Dans une conjoncture économique difficile, les pays peuvent être tentés de rallier la population contre des ennemis présumés, chez eux et à l'étranger, au lieu de se concentrer sur le travail minutieux de la réforme.

En outre, il y aura toujours ceux qui rejettent le progrès humain – les dictateurs qui s'accrochent au pouvoir, les intérêts corrompus qui dépendent du statu quo, et les extrémistes qui attisent les flammes de la haine et du désaccord. De l'Irlande du Nord à l'Asie du Sud, de l'Afrique

aux Amériques, des Balkans à la région du Pacifique, nous avons assisté à des convulsions qui peuvent accompagner la transition vers un nouvel ordre politique. Parfois, les conflits surgissent le long des lignes de faille que sont les races ou les tribus. Et souvent, ils naissent de la difficulté de concilier la tradition et la foi avec la diversité et l'interdépendance du monde moderne.

Dans chaque pays, on trouve des gens qui se sentent menacés par l'existence de croyances religieuses différentes; dans chaque culture, ceux qui chérissent leur liberté doivent se demander jusqu'à quel point ils sont prêts à tolérer la liberté des autres. C'est ce à quoi nous assistons depuis deux semaines, depuis qu'une vidéo vulgaire et répugnante a suscité l'indignation dans tout le monde musulman. J'ai déjà dit clairement que le Gouvernement des États-Unis n'avait rien à voir avec cette vidéo, et je pense que tous ceux qui respectent notre humanité commune doivent rejeter le message qu'elle diffuse. Cette vidéo est une insulte aux musulmans mais également aux États-Unis car, comme la ville dans laquelle nous nous sommes réunis aujourd'hui le prouve, notre pays accueille des personnes de toute race et de toute confession. Des musulmans vivent dans notre pays et pratiquent leur culte sur tout le territoire. Non seulement, nous respectons la liberté de religion, mais nous avons des lois qui empêchent les gens d'être agressés en raison de leur apparence ou de leur croyance. Nous comprenons pourquoi cette vidéo a choqué, parce qu'elle a choqué aussi des millions de nos concitoyens.

Je sais que certains se demandent pourquoi nous n'interdisons tout simplement pas la diffusion de cette vidéo. La réponse est inscrite dans nos lois; notre Constitution protège la liberté d'expression. Ici, aux États-Unis, il existe d'innombrables publications offensantes. Comme moi, la majorité des Américains sont chrétiens et, pourtant, nous n'interdisons pas le blasphème contre nos croyances les plus sacrées. En tant que Président de notre pays et commandant en chef de notre armée, j'accepte le fait que des personnes disent chaque jour des choses terribles sur moi, et je défendrai toujours leur droit de le faire.

Les Américains se sont battus et sont morts aux quatre coins du monde pour défendre le droit de chacun à exprimer son opinion, même lorsqu'elle est en total désaccord avec la nôtre. Nous ne le faisons pas parce que nous appuyons des discours de haine, mais parce que les pères fondateurs de notre pays ont compris qu'en l'absence de tels garde-fous, la liberté des personnes d'exprimer leurs vues et de pratiquer leur culte risquait d'être menacée. Nous le faisons parce que, dans une société marquée par la diversité, les tentatives de limiter la parole peuvent rapidement devenir un moyen de

faire taire les critiques et d'opprimer les minorités. Nous le faisons parce que, étant donné la puissance de la foi dans notre vie et les passions que les différences religieuses peuvent déchaîner, l'arme la plus efficace contre les discours haineux n'est pas la répression mais la parole – la voix de la tolérance qui rassemble contre le sectarisme et le blasphème, et porte haut les valeurs de compréhension et de respect mutuel.

Je sais que tous les pays représentés ici dans cet organe ne partagent pas cette interprétation particulière de la défense de la liberté d'expression. Nous le reconnaissons. Mais, en 2012, alors que chaque personne possédant un téléphone portable peut diffuser des vues injurieuses dans le monde entier en cliquant simplement sur un bouton, l'idée que l'on puisse contrôler le flux d'informations est désuète. La question qui se pose maintenant est de savoir comment réagir. Et nous devons nous mettre d'accord sur ce point : aucune parole ne justifie la violence gratuite. Aucun mot n'excuse le meurtre d'innocents. Aucune vidéo ne justifie une attaque contre une ambassade. Aucune calomnie ne peut servir d'excuse pour incendier un restaurant au Liban, détruire une école à Tunis ou causer la mort et la destruction au Pakistan. Dans notre monde moderne doté de technologies modernes, réagir de cette manière à des discours haineux donne à chaque personne tenant de tels discours les moyens de semer le chaos partout dans le monde. Nous faisons le lit des pires d'entre nous lorsque nous réagissons ainsi.

De manière plus générale, les faits survenus ces deux dernières semaines montrent également que nous devons tous examiner honnêtement les tensions entre l'Occident et le monde arabe, qui est en marche vers la démocratie. Je serai clair : tout comme ils ne peuvent pas régler tous les problèmes du monde, les États-Unis n'ont pas dicté et ne chercheront pas à dicter l'issue des transitions démocratiques à l'étranger. Nous ne nous attendons pas à ce que les autres pays soient d'accord avec nous sur chaque question, et nous ne pensons pas non plus que les violences de ces derniers jours et le discours haineux tenu par certains représentent les vues de l'écrasante majorité des musulmans, pas plus que l'opinion des producteurs de cette vidéo ne représente celle des Américains.

Néanmoins, je considère que les dirigeants de tous les pays ont l'obligation de dénoncer avec force la violence et l'extrémisme. Il est temps de mettre à l'écart ceux qui, même s'ils n'ont pas directement recours à la violence, utilisent la haine des États-Unis, de l'Occident ou d'Israël, comme principe fondateur et central de leur politique. Car cela ne fait que servir de couverture, et parfois d'excuse, à ceux qui ont recours à la violence.

Ce type de politique, qui oppose l'Orient à l'Occident, le Sud au Nord, les musulmans aux chrétiens, aux hindous et aux juifs, ne peut tenir la promesse de liberté. Aux jeunes, une telle politique n'offre que de faux espoirs. Brûler un drapeau américain n'assure pas une éducation à un enfant. Détruire un restaurant ne remplit pas l'estomac. Attaquer une ambassade ne créera pas un seul emploi. Ce type de politique ne fait que compliquer davantage la tâche que nous devons mener ensemble : donner une éducation à nos enfants et leur offrir les possibilités qu'ils méritent; défendre les droits de l'homme et diffuser la promesse de démocratie.

Il faut comprendre que les États-Unis ne se désintéresseront jamais du reste du monde. Nous traduirons en justice ceux qui s'en prennent à nos citoyens et à nos amis, et nous nous tiendrons aux côtés de nos alliés. Nous sommes prêts à travailler en partenariat avec les pays du monde entier pour resserrer les liens en matière de commerce et d'investissement, de science et de technologie, d'énergie et de développement – autant d'efforts qui peuvent enclencher la croissance économique pour tous nos peuples et stabiliser le processus de changement démocratique.

Mais ces efforts nécessitent un sens de l'intérêt commun et du respect mutuel. Aucun gouvernement ni aucune entreprise, aucune école ni aucune organisation non gouvernementale ne peut travailler en confiance dans un endroit où les ressortissants de leur pays sont menacés. Pour que les partenariats soient efficaces, nos concitoyens doivent se sentir en sécurité et nos activités doivent être les bienvenues. Une politique fondée uniquement sur la colère – sur la division du monde entre "eux" et "nous" – non seulement nuit à la coopération internationale mais finit par décrédibiliser ceux qui la tolèrent. Nous avons tous intérêt à résister à ces forces.

Rappelons-nous que ce sont les musulmans qui souffrent le plus de l'extrémisme. Le jour même où nos civils ont été tués à Benghazi, un agent de police turc a été tué à Istanbul, quelques jours seulement avant son mariage; plus de 10 Yéménites ont été tués dans un attentat à la voiture piégée à Sanaa; des parents afghans pleuraient la mort de leurs enfants tués quelques jours auparavant dans un attentat – suicide à Kaboul. Il est possible qu'au départ la poussée d'intolérance et de violence vise essentiellement l'Occident mais, avec le temps, elle ne pourra plus être contenue. Les mêmes pulsions extrémistes sont utilisées pour justifier la guerre entre sunnites et chiïtes, entre tribus et clans. Elles ne conduisent pas à la solidité et à la prospérité mais au chaos. En moins de deux ans, nous avons vu, dans des pays dont la population est à majorité musulmane, des manifestations pour l'essentiel pacifiques apporter plus de changements que toute une

décennie de violence. Les extrémistes le savent. Parce qu'ils n'ont rien à offrir pour améliorer la vie des gens, la violence est leur seul moyen de continuer d'avoir de l'importance. Ils ne construisent pas; ils ne font que détruire.

Il est temps de laisser derrière nous l'incitation à la violence et la politique de la division. Sur tant de questions, nous avons le choix entre la promesse de l'avenir et les chaînes du passé. Nous ne pouvons pas nous permettre de faire le mauvais choix. Nous devons saisir cet instant. Les États-Unis sont prêts à travailler avec tous ceux qui embrassent l'idée d'un avenir meilleur. L'avenir ne doit pas appartenir à ceux qui prennent pour cible des coptes en Égypte; il doit être revendiqué par ceux qui sur la place Tahrir ont scandé « musulmans, chrétiens, nous sommes un ». L'avenir ne doit pas appartenir à ceux qui malmènent les femmes. Il doit être défini par les jeunes filles qui vont à l'école et ceux qui se battent pour un monde où nos filles, tout comme nos fils, peuvent réaliser leurs rêves.

L'avenir ne doit pas appartenir à ces quelques corrompus qui volent les ressources d'un pays : il doit être conquis par les étudiants et les entrepreneurs, les travailleurs et les chefs d'entreprise en quête d'une plus grande prospérité pour tous les peuples. Voilà les hommes et les femmes que l'Amérique soutient. Leur vision est celle que nous défendrons.

L'avenir ne doit pas appartenir à ceux qui calomnient le prophète de l'islam. Mais pour être crédibles, ceux qui condamnent ces calomnies doivent aussi condamner la haine qui s'exprime quand des images de Jésus-Christ sont profanées, quand des églises sont détruites, quand l'Holocauste est nié.

Condamnons l'incitation contre les musulmans soufis et les pèlerins chiïtes. Il est temps de s'inspirer des mots de Gandhi : « L'intolérance en elle-même est une forme de violence et un obstacle à la croissance d'un véritable esprit démocratique ». Ensemble, nous devons construire un monde où nos différences nous rendent plus forts au lieu de nous définir. Voilà les valeurs qu'incarne l'Amérique, voilà la vision que nous soutiendrons.

L'avenir, pour les Israéliens et les Palestiniens, ne doit pas appartenir à ceux qui tourment le dos à la paix. Ne soyons pas du côté de ceux qui profitent du conflit, de ceux qui rejettent le droit d'Israël d'exister. Le chemin est difficile mais la destination est claire : un État d'Israël juif, vivant en sécurité, et une Palestine indépendante et prospère. L'Amérique comprend qu'une telle paix doit résulter d'un accord juste entre les parties et elle accompagnera ceux qui sont prêts à entreprendre ce voyage.

L'avenir en Syrie ne doit pas appartenir à un dictateur qui massacre son peuple. S'il existe aujourd'hui dans le monde une cause pour laquelle il faut protester pacifiquement, c'est celle qui s'élève contre un régime qui torture des enfants et tire à la roquette sur des appartements. Nous devons rester engagés pour nous assurer que ce qui a commencé avec des citoyens revendiquant leurs droits n'aboutisse pas à un cycle de violences religieuses.

Ensemble, nous devons être solidaires avec les Syriens qui ont une vision différente : celle d'une Syrie unie et dont nul n'est exclu, où les enfants n'ont pas à craindre leur propre gouvernement, où tous les Syriens, sunnites et alaouites, kurdes et chrétiens, ont leur mot à dire sur la façon dont ils sont gouvernés. Voilà ce en quoi croient les États-Unis. Voilà ce à quoi nous travaillerons – avec des sanctions et des conséquences pour ceux qui persécutent, avec une aide et un appui pour ceux qui œuvrent pour le bien commun –, parce que nous sommes convaincus que les Syriens qui souscrivent à cette vision auront la force et la légitimité nécessaires pour diriger.

En Iran, nous voyons où mène une idéologie violente et qui ne rend de comptes à personne. Le peuple iranien a une histoire ancienne et remarquable et de nombreux Iraniens aspirent à la paix et à la prospérité aux côtés de leurs voisins. Mais tout comme il restreint les droits de son propre peuple, le Gouvernement iranien continue de soutenir un dictateur à Damas et des groupes terroristes à l'étranger. À maintes reprises, il a laissé échapper l'occasion de prouver que son programme nucléaire était pacifique et de respecter ses obligations vis-à-vis des Nations unies.

Je vais être clair. Les États-Unis veulent résoudre cette question par la diplomatie et nous croyons qu'il y a encore assez de temps et de marge de manœuvre pour le faire. Mais ce temps n'est pas illimité. Nous respectons le droit des nations à avoir accès à l'énergie nucléaire pacifique mais l'une des missions de l'Organisation des Nations unies est de veiller à ce que cette énergie soit effectivement utilisée à des fins pacifiques. Ne nous faisons pas d'illusions : un Iran détenteur de l'arme nucléaire n'est pas un problème qui pourrait être contenu. Un tel scénario constituerait une menace pour l'existence d'Israël, la sécurité des pays du Golfe et la stabilité de l'économie mondiale. Il risque de déclencher une course à l'arme nucléaire dans la région et de réduire à néant le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. C'est pourquoi une coalition de pays tient à ce que l'Iran rende des comptes. C'est pourquoi les États-Unis feront tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher l'Iran de fabriquer l'arme nucléaire.

Nous savons d'expérience que la voie de la sécurité et de la prospérité passe impérativement par le respect du droit international et des droits de l'homme. C'est la raison pour laquelle cette institution a été créée, sur les ruines d'un conflit. C'est pourquoi la liberté a triomphé de la tyrannie pendant la guerre froide. Et c'est également l'enseignement que nous avons tiré des deux dernières décennies.

L'histoire montre que ceux qui font les bons choix connaissent la paix et le progrès. Des pays aux quatre coins de la planète ont emprunté cette voie difficile. L'Europe, qui fut le champ de bataille le plus sanglant du XX^e siècle, est unie, libre et en paix. Du Brésil à l'Afrique du Sud, de la Turquie à la Corée du Sud, de l'Inde à l'Indonésie, des peuples de races, de religions et de traditions différentes ont réussi à sortir des millions de gens de la pauvreté, tout en respectant les droits de leurs citoyens et en assumant leurs responsabilités en tant que nations.

C'est grâce aux progrès dont j'ai été témoin dans ma propre vie, aux progrès constatés depuis près de quatre années que je suis Président, que je garde espoir dans le monde dans lequel nous vivons. La guerre en Iraq est terminée. Les troupes américaines sont rentrées à la maison. Nous avons commencé une transition en Afghanistan et pour les États-Unis et nos alliés, la guerre se terminera en 2014, conformément au calendrier établi. Al-Qaïda est affaiblie et Oussama ben Laden n'est plus. Les pays ont fait front commun pour stocker en sûreté les matières nucléaires et l'Amérique et la Russie réduisent progressivement leurs arsenaux. Des choix difficiles ont été faits – de Nay Pyi Taw au Caire en passant par Abidjan – pour donner davantage de pouvoir aux citoyens.

En cette période de difficultés économiques, le monde s'est mobilisé pour que la prospérité touche un plus grand nombre de gens. Nous avons établi, par le biais du G20, des partenariats avec des pays émergents afin de maintenir le monde sur la voie de la reprise. Les États-Unis continuent d'appliquer un programme de développement qui alimente la croissance et brise la dépendance, et travaillent aux côtés des leaders africains pour les aider à nourrir leurs populations. De nouveaux partenariats ont été établis pour lutter contre la corruption et promouvoir des gouvernements qui soient transparents et qui n'excluent personne. De nouveaux engagements ont été pris dans le cadre du Partenariat pour un avenir d'égalité afin de veiller à ce que les femmes et les filles puissent pleinement participer à la vie politique et profiter des possibilités qui se présentent. Tout à l'heure, je parlerai de nos efforts pour combattre le fléau de la traite des êtres humains.

Tout cela me remplit d'espoir. Mais ce qui me donne le plus d'espoir, ce ne sont pas nos actes, à nous les leaders, ce sont les gens que j'ai eu l'occasion de rencontrer : les soldats américains qui ont risqué leur vie et ont sacrifié leur intégrité physique pour des étrangers à l'autre bout de la planète; les étudiants à Djakarta ou à Séoul qui souhaitent mettre leurs connaissances au service de l'humanité; les visages sur une place publique à Prague ou au Parlement au Ghana qui voient la démocratie donner corps à leurs aspirations; les jeunes des favelas de Rio et des écoles de Mumbai dont les yeux brillent de promesse. Ces hommes, ces femmes, ces enfants de toute race et de toute confession me rappellent que, pour toutes les foules en colère que l'on nous montre à la télévision, il y a des milliards d'autres visages dans le monde qui partagent les mêmes espoirs et les mêmes rêves. Ces visages nous confirment que le cœur de l'humanité bat à l'unisson.

Notre monde accorde trop d'attention à ce qui nous divise. C'est ce que nous voyons aux informations. C'est ce qui consume nos débats politiques. Mais au fond derrière tout cela, tout le monde aspire à la liberté de décider de son destin, à la dignité que donne le travail, au réconfort que procure la foi et à la justice qui existe lorsque les gouvernements servent leur peuple et non l'inverse.

Les États-Unis d'Amérique défendront toujours ces aspirations, pour notre peuple et pour les peuples du monde entier. C'est là notre principe fondateur. C'est ce que nous enseigne notre histoire. C'est ce pour quoi Chris Stevens a travaillé toute sa vie.

Et je vous promets ceci : bien après que ses assassins auront été traduits en justice, le legs de Chris Stevens restera vivant parmi ceux qu'il a touchés, les dizaines de milliers de personnes qui ont protesté contre la violence dans les rues de Benghazi, les Libyens qui ont remplacé leur photo sur Facebook par celle de Chris ou préparé ces pancartes où l'on pouvait lire simplement : « Chris Stevens était un ami de tous les Libyens ». Ils doivent nous donner de l'espoir. Ces gestes doivent nous redonner espoir. Ils doivent nous rappeler que pour autant tant que nous nous y employons, la justice sera rendue, que l'histoire est de notre côté, et que jamais la vague de la liberté ne pourra être stoppée.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président des États-Unis d'Amérique de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Tomislav Nikolić, Président de la République de Serbie

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Serbie.

M. Tomislav Nikolić, Président de la République de Serbie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Tomislav Nikolić, Président de la République de Serbie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Nikolić (*parle en serbe; texte anglais fourni par la délégation*) : Monsieur le Président, le fait que vous assumiez la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-septième session est un grand honneur pour la Serbie. Tout en vous félicitant de votre nomination à ce poste, j'exprime ma conviction que vous vous acquitterez de ces importantes responsabilités en vous montrant déterminé à respecter les valeurs et les principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Je suis certain, Monsieur le Président, que vous vous montrerez à la hauteur des tâches qui vous ont été confiées par tous les États Membres qui ont appuyé votre nomination.

La République de Serbie est particulièrement attentive au renforcement de la coopération dans le cadre de l'ONU. La Charte des Nations Unies, qui nous unit, les buts et principes qui y sont énoncés et le système international dont elle est la base sont l'unique fondement qui permet de développer les relations internationales, de promouvoir les droits de l'homme et de maintenir la paix et la sécurité. Ces buts ne peuvent devenir obsolètes. Ils doivent demeurer actuels en toutes circonstances, et ils exigent donc que nous soyons déterminés à atteindre notre but, à savoir unir nos forces et nos efforts afin de bâtir un avenir meilleur et plus sûr pour toute l'humanité.

Le monde dans lequel nous vivons et les changements qui accompagnent au quotidien le développement dans de nombreuses régions font qu'il nous incombe de changer ensemble et de faire face ensemble aux nombreux problèmes que nous ne pouvons régler seuls. C'est la raison pour laquelle nous ne devons jamais oublier les responsabilités qui nous ont été confiées en tant que représentants de nos pays et les conséquences des décisions que nous prenons.

Les problèmes que connaît le monde ont été exacerbés par le fait que la crise mondiale prolongée a des conséquences plus durables que prévu. Aujourd'hui plus que jamais,

nous devons mettre l'accent sur la coopération et l'entente pour surmonter nos problèmes et réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Nous n'avons pas d'autre choix que d'affronter nos problèmes et de mettre un terme à la récession, qui peut être comparée à la crise des années 30, en espérant qu'elle ne durera pas plus longtemps que cette calamité. La crise, qui s'étend du secteur de la banque à la balance des paiements, aux prêts et aux dettes, touche tous les pays sans exception. Néanmoins, ce sont les plus vulnérables qui portent de loin le plus lourd fardeau : les pays pauvres et les pays en transition qui ne sont pas responsables de cette crise.

Nous devons faire face à une grave menace à l'intégration internationale et nous employer à définir de façon plus précise les politiques nationales et supranationales. Le problème n'est pas insoluble. La solution repose sur une action plus responsable, des activités internationales coordonnées et la corrélation nécessaire entre l'action des pays et leurs intérêts nationaux.

L'aggravation de la pauvreté dans de nombreux pays et l'approfondissement du fossé entre riches et pauvres sont de plus en plus alarmants, et ce sont des conséquences injustes et inacceptables des progrès scientifiques et techniques considérables qui caractérisent le monde moderne. Dans de nombreux cas, nous constatons que les sanctions et l'isolement exacerbent le problème.

La réduction de la pauvreté est l'un des objectifs du Millénaire pour le développement. À cet égard, je tiens à souligner l'importance que revêtent le soutien apporté aux pays sous-développés et en développement et la solidarité à leur égard. Nous avons besoin de solidarité. Nous devons être conscients qu'aujourd'hui, la pauvreté et la famine ne sont pas une caractéristique propre aux pays sous-développés. La persistance de la crise économique mondiale a également fait ressortir les problèmes liés à la pauvreté et la pénurie de denrées alimentaires et d'eau potable dans certains pays développés, qui étaient encore, il y a peu de temps, des pays riches. Ces phénomènes sont parallèlement une véritable source de risques graves pour la sécurité. En conséquence, je saisis cette opportunité pour demander aux pays riches et puissants qui tirent tout particulièrement avantage de la mondialisation de consacrer une partie de leur richesse au développement social et économique des pays sous-développés.

Une distribution plus équitable des avoirs, davantage de solidarité et de soutien aux pays sous-développés et en développement devraient être convenus conjointement avec des solutions systématiquement organisées et planifiées. De

telles mesures encourageraient la mise en œuvre dans le monde d'aujourd'hui des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Une économie basée sur les sources d'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique, l'utilisation responsable des ressources et un commerce socialement responsable contribueraient sensiblement à réduire la pauvreté et la faim dans le monde.

Je tiens à rappeler notre attachement politique à l'idée du développement durable et me félicite de l'initiative du Secrétaire général de l'ONU concernant les sources d'énergie renouvelable pour tous. J'espère que cette question figurera, ainsi que d'autres dispositions adoptées lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, dans les points de l'ordre du jour auxquels l'Assemblée générale accordera une attention toute particulière à sa soixante-septième session.

J'estime qu'il est de notre obligation à tous de préserver la planète Terre comme elle le mérite. L'idée d'un monde meilleur implique de préserver cette planète pour la prochaine génération. Nous devrions comprendre que la Terre devrait être traitée comme s'il s'agissait d'un organisme vivant, et nous ne pouvons espérer un avenir meilleur que si nous veillons sur elle au quotidien.

Dans la mesure de ses possibilités, la Serbie contribuera à la recherche sur les sources d'énergie renouvelable, accordant une attention toute particulière à l'éducation des jeunes générations sur les moyens d'assurer une harmonie entre les efforts visant la protection de la planète, le développement et le profit.

Les changements climatiques sont un des problèmes auxquels nous sommes confrontés actuellement et dont nous n'étions pas suffisamment conscients par le passé. Aux yeux de beaucoup, les changements climatiques sont la conséquence directe d'un comportement irresponsable de la part de l'humanité envers la nature et l'environnement immédiat.

Je tiens à souligner notre position de principe selon laquelle il est de notre devoir collectif de lutter contre l'impact négatif des changements climatiques par la coopération, une recherche infatigable, le partage des connaissances et expériences, et en définissant et en appliquant strictement les mesures conçus pour répondre aux nouvelles conditions climatiques. Si la survie et le progrès de l'humanité sont les éternels idéaux de chaque communauté humaine, le développement durable est une condition préalable nécessaire pour les atteindre.

La pauvreté, la famine et un accès limité à l'eau potable constituent de graves menaces à la santé des

populations. Pour une personne en bonne santé, et malgré les problèmes qu'elle peut connaître, tout est possible, mais une personne malade n'a qu'un seul problème : recouvrer la santé. En conséquence, je tiens à souligner en particulier l'importance de soins médicaux de qualité pour les enfants et les femmes, en particulier les mères, ainsi que l'importance d'une lutte continue contre toutes les maladies contagieuses et non contagieuses.

Quant au progrès de l'humanité, l'importance de l'éducation ne saurait être ignorée. Je suis convaincu qu'investir dans l'éducation est la meilleure façon d'investir dans le développement futur. En outre, l'accès aux connaissances et à l'éducation ne devraient pas être le privilège de quelques élus, mais norme offerte à tous. Ce n'est que lorsqu'un ordinateur et un livre remplaceront une arme dans les mains des jeunes que nous écrirons les pages les plus heureuses de l'histoire humaine.

Pendant plusieurs décennies, mon pays a travaillé sans relâche à contribuer, dans la mesure de ses capacités, aux opérations multinationales mandatées par l'ONU. Des milliers de soldats serbes ont été déployés dans des missions sur tous les continents. Encore aujourd'hui, dans le cadre de la nouvelle législation nationale conforme aux stratégies modernes de défense et de sécurité, les membres de la police et de l'armée serbes prennent part aux efforts internationaux pour préserver la paix depuis la République démocratique du Congo, le Libéria et la Côte d'Ivoire, jusqu'au Liban, à Chypre et Haïti. Notre participation active dans la période à venir sera encore plus importante et visible.

Malgré les efforts considérables déployés par presque tous les pays, le terrorisme continue de constituer une menace à la stabilité internationale. Ce phénomène ne se caractérise pas seulement par des attaques sporadiques, mais constitue aujourd'hui un danger pour les valeurs fondamentales de l'ONU et une menace à la sécurité et la paix internationales, et à l'état de droit.

Le terrorisme est une attaque contre les droits fondamentaux de l'homme, dont le droit à la vie et les droits individuels – civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. De plus, il fait obstacle au développement des pays dans tous les sens du mot. Tous les pays étant vulnérables aux diverses manifestations du terrorisme, nous ne pourrions lutter contre ce mal qu'en unissant nos forces.

La Serbie a aligné sa législation, en réglementant son secteur de la sécurité, sur les instruments internationaux pertinents. Grâce à une coopération régionale, mon pays s'emploie à contribuer aux efforts mondiaux et régionaux visant à lutter contre le terrorisme. À cet égard, il est vital

de progresser vers l'adoption d'une convention générale sur le terrorisme international. Parallèlement, la Serbie a lancé plusieurs activités visant à réprimer la criminalité organisée, qui est souvent liée au terrorisme, et à lutter contre le trafic des stupéfiants ainsi que la traite des armes et des êtres humains.

Il est de plus en plus important, dans le monde d'aujourd'hui, d'encourager le dialogue entre les diverses cultures et confessions. La République de Serbie est un pays religieux, qui vénère Dieu dans les églises et cathédrales chrétiennes ou dans les mosquées et synagogues. Je suis fier de dire que mon pays est un lieu où ont convergé de nombreuses cultures et religions, et où le patrimoine matériel et spirituel a intégré des traditions et éléments découlant d'appartenances ethniques et religieuses forts diverses, qui ont continué de s'entremêler et dont la richesse sera transmise aux générations futures.

Personne ne devrait souffrir ou être humilié à cause de sa religion. Les sentiments religieux sont sacro-saints et sont protégés comme des droits fondamentaux de l'homme. Aucune vie ne devrait être perdue dans des conflits motivés par la religion. Des individus irresponsables tournent en ridicule les reliques que d'autres vénèrent, et certaines personnes qui se sentent blessées y réagissent de manière incorrecte. C'est pourquoi nous condamnons vivement les attaques menées contre les innocents, qui doivent être spécialement protégés. Au nom du peuple serbe, j'exprime mes condoléances aux États-Unis pour l'assassinat de l'Ambassadeur des États-Unis en Libye.

La Serbie joue un rôle actif dans les organisations régionales, y compris l'Organisation de coopération économique de la mer Noire. Ce mécanisme de coopération régionale se base sur les principes d'entente et de respect mutuel dans le but d'atteindre des objectifs communs. La Serbie a présidé avec succès les initiatives régionales, à savoir l'Organisation de coopération économique de la mer Noire, l'Initiative de l'Europe centrale, la « Migration, Asylum, Refugees Regional Initiative », le Processus de coopération pour l'Europe du Sud-Est et l'Initiative pour la région adriatique et ionienne.

La Serbie souhaite sincèrement devenir membre à part entière de l'Union européenne (UE) et tisse patiemment des relations de confiance et de paix dans une région qui souffre d'un lourd héritage du passé. La Serbie espère se diriger vers un avenir meilleur, plus prospère, sur un pied d'égalité avec toutes les nations du monde. Beaucoup a été accompli jusqu'à présent dans la mise en œuvre de réformes, la lutte contre le crime et la corruption et l'harmonisation de ses lois avec les règlements de l'Union européenne.

À cet égard, la Serbie a obtenu même de meilleurs résultats que certains pays qui sont déjà devenus membres de l'UE. Malheureusement, malgré son vif attachement au respect strict du droit international et à tous les instruments fondamentaux régissant l'activité de l'ONU, la République de Serbie est maintenant confrontée à la violation de certains des principes fondamentaux consacrés dans la Charte des Nations Unies sur une partie de son territoire. Le 17 février 2008, les autorités de l'autoproclamée République du Kosovo ont déclaré unilatéralement l'indépendance du territoire de la province méridionale de la Serbie. Je ne suis pas prophète, mais je dois dire que cette déclaration unilatérale d'indépendance par le Kosovo constitue un précédent dangereux et une menace persistante à la stabilité de la région des Balkans occidentaux et au-delà.

Cet acte unilatéral a également violé les principes fondamentaux de l'Acte Final d'Helsinki et la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité. Je tiens à souligner que la majorité des États Membres de l'ONU se sont abstenus de reconnaître l'indépendance du Kosovo déclarée unilatéralement, demeurant ainsi fidèles à l'obligation à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République de Serbie, ce qui est une obligation découlant de la Charte.

Je saisis cette opportunité pour exprimer notre gratitude aux pays qui nous ont apporté leur soutien et solidarité, et mon espoir que, malgré les pressions et afin de préserver la paix et la stabilité, ils ne reconnaîtront aucune solution qui ne soit pas le résultat de négociations et d'un accord clairement défini entre les parties serbe et albanaise.

La Serbie est un pays attaché à la paix, ouvert sur l'est, l'ouest, le nord et le sud, et comptant des amis partout dans le monde. Elle se tient prête à discuter de toutes les questions en suspens avec toutes les parties concernées et n'épargnera aucun effort pour veiller à ce que tous ses citoyens vivent bien, et ce, au Kosovo-Metohija également. Aux termes de notre Constitution, le Kosovo-Metohija fait partie intégrante de la Serbie, et l'intégrité territoriale et la souveraineté des Membres des Nations Unies sont des pierres d'angle des textes internationaux fondamentaux. La Serbie est un État souverain et indépendant et un Membre de l'Organisation des Nations Unies, doté de frontières délimitées et internationalement reconnues, et une partie de son territoire est soumise à l'administration de la famille dont elle fait partie – l'ONU.

En tant que Membre de l'ONU, la Serbie est victime de l'application du deux poids, deux mesures. Le principe du respect de l'intégrité territoriale implique la non-acceptation des tentatives de sécession et la prévention des efforts visant à

modifier les frontières internationalement reconnues d'autres États. Pour le pays que je représente, la paix et le respect du droit international passent avant tout autre intérêt ou objectif. La violence politique ou armée n'est pas et ne sera jamais un moyen acceptable de servir les intérêts nationaux dans l'arène internationale. Notre combat contre la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo-Metohija s'inscrit dans le cadre de notre combat pour préserver le principe du respect pour l'intégrité territoriale. Aujourd'hui, le combat pour l'intégrité territoriale de la Serbie est aussi le combat pour la paix dans tous les pays du monde et pour l'état de droit dans les relations internationales.

La Serbie est fière des relations, constructives et excellentes, qu'elle entretient avec la plupart des pays et elle est fière de sa propre histoire. Comme c'est le cas dans toutes les nations, certains Serbes ont fait des erreurs, voire commis des crimes. Nous avons livré à la justice internationale ceux de nos citoyens soupçonnés de violations du droit international. C'est la raison pour laquelle nous sommes en droit d'attendre que justice soit faite rendue à notre pays et son peuple, qui tenus dans le camp du droit et de la justice pendant les deux Guerres mondiales. Nous avons payé un lourd tribut à la lutte contre les idéologies fascistes et totalitaires, perdant presque la moitié de notre population, et nous nous sommes battus aux côtés des Alliés, avec lesquels nous avons ensuite fondé cette Organisation. Une communauté repose sur la justice, ce qui implique réconciliation et confiance. Comment est-il possible que les règles du droit international et de la justice aient été violées à tel point que, en ce qui concerne les Serbes de Serbie, l'on puisse raisonnablement parler de discrimination?

Dans un discours prononcé le 31 octobre 1956, le Président des États Unis, Dwight Eisenhower, a déclaré :

« Il ne saurait y avoir de paix sans loi, or il ne peut y avoir de loi si nous appliquons un code particulier de conduite internationale à ceux qui s'opposent à nous, et un code différent à nos amis. »

Est-il possible de mener des négociations au cours desquelles une partie obtient tout, notamment territoire et large part de la population de l'autre partie, tandis que l'autre partie n'obtient rien en échange, hormis des pressions supplémentaires et de nouvelles conditions? Nous sommes de plus en plus souvent forcés par les puissants de faire un choix très difficile entre abandonner le Kosovo-Metohija et accéder à l'Union européenne. Quel choix est-ce là? Suis-je censé dire à mes concitoyens qu'ils vivront mieux s'ils abandonnent leurs propres intérêts? La Serbie a-t-elle jamais demandé à quiconque de prendre une telle décision? Je ne

souhaite à personne dans cette salle d'être confronté à un tel choix.

La Serbie recherche une solution durable, viable et acceptable à tous les problèmes. Elle aspire à progresser sur la voie d'un avenir européen et elle est pleinement attachée à un processus qui aboutira à une paix durable entre les Serbes et les Albanais. La République de Serbie et moi-même, en qualité de Président démocratiquement élu, sommes prêts à prendre part de manière constructive à ce processus de négociations, car la Serbie ne peut avancer sans le Kosovo-Metohija et les habitants du Kosovo-Metohija ne peuvent avancer sans la Serbie. Nous espérons vivement que ces pourparlers se poursuivront de toute bonne foi et avec de bonnes intentions, en tenant compte entre autres de l'importance de faire progresser l'intégration européenne en impliquant la Serbie et les Balkans occidentaux en totalité, afin d'assurer un progrès et une stabilité à long terme à la région tout entière.

La Serbie s'est engagée et s'acquittera de toutes les obligations qui lui incombent au titre des accords obtenus jusqu'ici, même si, à mes yeux, ils représentent essentiellement la liste des desiderata de la partie albanaise, agrémentée des concessions faites à l'époque par nos dirigeants, soumis à de fortes pressions. Dans le même temps, il convient de saisir que la Serbie n'est pas prête à, ne peut – et ne pourra jamais, quelles que soient les circonstances – à reconnaître, pas plus implicitement qu'explicitement, la déclaration unilatérale d'indépendance de sa province méridionale, le Kosovo-Metohija. La question du Kosovo-Metohija peut être réglée et sera réglée de manière pacifique. La Serbie va entamer les négociations de suivi en étant prête à aider tous les citoyens du Kosovo-Metohija à vivre une vie meilleure dans un régime démocratique et la sécurité, mais elle ne négociera pas la mise en œuvre de l'indépendance du prétendu État du Kosovo.

Cette situation trouvera une conclusion, même si l'on nous répète à satiété que le statut du Kosovo est non négociable et que ce n'est pas à nous d'en décider. J'en suis donc à me demander sur quoi portent les négociations et quelle entité dispose d'une quelconque autorité pour en décider? La Serbie a soumis une proposition concrète : des négociations directes au plus haut niveau politique. Un accord ne pourra être conclu que par le consensus, sans décision ou action unilatérale.

Je saisis également cette occasion pour condamner sans aucune ambiguïté la tentative faite par la prétendue République du Kosovo de déposséder les Serbes de l'héritage concret de l'État médiéval de Serbie, de l'héritage spirituel du peuple serbe et des biens de l'Église orthodoxe serbe sur

le territoire de la province méridionale serbe du Kosovo. Je ne peux comprendre la tentative d'intégrer quatre monastères de l'Église orthodoxe serbe à l'héritage culturel de la prétendue République du Kosovo que comme un effort visant manifestement à falsifier l'histoire, comme du révisionnisme historique et comme une tentative d'oblitérer toute trace de l'existence du peuple serbe au Kosovo-Metohija.

Je m'inquiète particulièrement du fait que, même au XXI^e siècle, une telle tentative de falsifier l'histoire et de spolier une nation de son héritage culturel se déroule sous les yeux de la communauté internationale entière. Cela établit un précédent très dangereux, en encourageant à l'avenir tous les groupes sécessionnistes à s'approprier l'histoire du peuple expulsé après s'être illégalement séparé de l'État en question. Dans le cas du Kosovo, 220 000 personnes ont été chassées de chez elles.

La Serbie insiste pour qu'une enquête soit menée sur les allégations qui figurent dans le rapport de M. Dick Marty, Rapporteur spécial de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Certains devraient se sentir coupables du fait que deux ans se sont écoulés depuis la publication du rapport évoquant les cas de prélèvement et de trafic d'organes humains avant, pendant et après les événements de 1999. Nous ne demandons que la vérité. Nous cherchons à découvrir le sort de centaines de Serbes disparus du Kosovo-Metohija, dont on peut raisonnablement penser qu'ils ont été victimes du trafic illégal d'organes humains et d'autres crimes commis au Kosovo-Metohija. Au nom de mon peuple, je demande simplement que justice soit faite pour ces victimes innocentes. Au nom de la vérité, une enquête doit être menée, en gardant à l'esprit que les Serbes ont toujours été injustement décrits comme les seuls auteurs de crimes, et jamais comme des victimes.

La Serbie ne fait que demander que lui soient appliqués les mêmes obligations et droits qu'aux autres, que ses intérêts soient appréciés de la même manière que ceux des autres, et qu'on lui accorde la même attention qu'aux autres, afin de ne pas devenir indignes de ses ancêtres et de ne pas se montrer incapable d'honorer sa dette vis-à-vis de ses enfants nés et à naître.

Pour terminer, je tiens à affirmer que la République de Serbie est déterminée à contribuer de manière désintéressée à la réalisation des objectifs de l'Assemblée générale et des États Membres de l'ONU. Je suis convaincu que l'accomplissement de ces objectifs n'est possible qu'en respectant les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et que si tous les Membres s'impliquent activement dans la promotion de la coopération multilatérale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Serbie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Tomislav Nikolić, Président de la République de Serbie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

**Allocution de M. Boni Yayi,
Président de la République du Bénin**

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Bénin.

M. Boni Yayi, Président de la République du Bénin, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies au Président de la République du Bénin, S. E. M. Boni Yayi, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Yayi : Je voudrais au nom du continent africain, en ma qualité de Président de l'Union africaine, vous féliciter pour votre nomination à la tête de notre Assemblée, et en même temps féliciter le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour le rôle de leadership qu'il joue pour la paix et la prospérité de nos peuples.

Dans notre monde, agité par tant de crises multiformes, le débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies nous offre l'opportunité de transcender nos intérêts nationaux pour envisager, ensemble, les voies et moyens d'assurer la paix et la sécurité internationales, et d'améliorer la gouvernance mondiale pour une croissance économique saine, gage d'un développement humain durable. Je salue à cet égard la pertinence du thème de cette session qui porte sur le règlement des différends internationaux par des moyens pacifiques. Il constitue une suite logique de celui de la précédente session, axé sur la médiation dans le règlement des différends, et démontre amplement l'importance que les Nations Unies accordent à la paix et à la sécurité internationales, fondements d'un monde meilleur, caractérisé par la stabilité, l'équité, la solidarité entre les nations, la justice, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que la coopération internationale.

Le continent africain, au regard des conflits et autres guerres qui agitent notre monde, est confronté à de nombreux défis qu'il ne peut, à lui seul, relever. Nous espérons que la concentration, depuis la dernière session, de l'attention de l'Assemblée générale sur la question épineuse des conflits et de leur règlement par des moyens pacifiques, permettra

d'aider l'Afrique à trouver les solutions appropriées, afin de lui permettre de consacrer ses ressources et son énergie au développement durable de ses États et au bien-être de ses populations.

En effet, les contraintes majeures au développement économique et au progrès social de l'Afrique sont à la fois multiples et variables et ont, entre autres, pour noms la circulation illicite et massive des armes légères et de petit calibre qui alimente une insécurité chronique et une criminalité transnationale organisée dans des États et régions du continent jadis havres de paix et de prospérité; la recrudescence des actes terroristes dans la zone sahélo-saharienne et des activités liées aux crimes transnationaux, tels que les enlèvements et le trafic illégal de tout genre, en particulier la traite des êtres humains, le trafic de la drogue et des stupéfiants de tout genre ainsi que des médicaments de contrefaçon; la piraterie et les vols à main armée en mer auxquels sont confrontés les États du golfe de Guinée et de la Corne de l'Afrique; la persistance du chômage, du sous-emploi, de la sous-alimentation dans certaines régions et la malnutrition chronique dans de nombreux pays; l'accentuation de la dégradation et de l'érosion des sols, la récurrence des catastrophes naturelles, conséquences des perturbations et changements climatiques; la mauvaise gouvernance dans les relations économiques internationales, engendrant une crise économique et financière.

Malgré les difficultés et insuffisances notées dans leur déroulement, les différents scrutins qui ont eu lieu dans plusieurs États africains en 2011 et 2012 témoignent de la détermination et de l'adhésion des peuples africains au processus d'enracinement de la démocratie et de l'état de droit sur notre cher continent.

Je saisis cette occasion pour mettre un accent particulier sur les diligences en cours au niveau de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDAO), avec l'appui de l'Union africaine, pour régler les graves crises sécuritaires et institutionnelles intervenues, notamment au Mali et en Guinée Bissau.

Au Mali se développe une situation fort préoccupante liée à l'occupation du nord du pays par des groupuscules terroristes qui menacent de déstabiliser l'ensemble de la sous-région ouest-africaine, avec les risques que cela implique en termes de menaces à la sécurité dans le continent et dans le monde. Ils partagent la même intolérance qui déstabilise aujourd'hui le Gouvernement démocratique de la République fédérale du Nigéria. La communauté internationale a le devoir de contrer de manière décisive ce péril terroriste et fondamentaliste et de faire prévaloir le respect des droits de l'homme. Aussi voudrais-je, du haut de cette tribune, réitérer

mon pressant appel à la communauté internationale pour qu'elle s'engage aux côtés de la CEDEAO et de l'Union africaine pour éliminer cette grave menace à la paix et à la sécurité de la sous-région et prévenir des catastrophes humanitaires de grande ampleur.

Je n'oublie pas la situation en Guinée Bissau, qui continue de retenir l'attention de la CEDEAO et de l'Union africaine malgré les avancées enregistrées par la médiation des différents acteurs concernés, à savoir la CEDEAO, l'Union africaine, la Communauté des pays de langue portugaise, les Nations Unies et les partenaires bilatéraux et multilatéraux. Je souhaite que les initiatives se poursuivent pour favoriser une approche coordonnée de la crise en vue de parvenir à un consensus international et national sur la situation dans ce pays.

Je salue les différents efforts déployés par l'Union africaine et la communauté internationale dans la recherche de la paix dans les différents autres foyers de tension sur le continent, notamment en République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan, au Soudan du Sud, à Madagascar, etc. Nous devons renforcer le partenariat stratégique établi entre le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en matière de prévention des conflits, de médiation, de maintien de la paix, de consolidation de la paix et de promotion des droits de l'homme et du droit humanitaire, au bénéfice certain de nos peuples. Nous devons également approfondir nos réflexions sur la recherche des moyens d'assurer un financement prévisible et durable des opérations de maintien de la paix de l'Union africaine, y compris la Force africaine en attente.

Comme le montrent les crises qui secouent notre planète, le système de gouvernance mondiale qui a prévalu jusque-là souffre de sérieux dysfonctionnements. Il est donc grand temps d'accélérer le processus de réforme du système international afin de démocratiser le mode de fonctionnement des institutions et mécanismes de régulation et de promotion de la coopération entre les États.

Depuis le Sommet de septembre 2005, diverses mesures concernant la rationalisation du système des Nations Unies ont été prises et se sont notamment traduites par la mise en place de nouveaux organes qui se sont révélés très utiles. La Commission de consolidation de la paix, instituée pour briser le cycle de la violence dans les pays sortant d'un conflit, a contribué à leur stabilisation en leur fournissant un appui ciblé pour faire face à des situations préoccupantes. De même, le Conseil des droits de l'homme contribue à l'amélioration de la gouvernance mondiale en matière de

protection et de promotion des droits de l'homme, du droit humanitaire et des libertés fondamentales.

Dans le même esprit, les négociations pour une réforme du Conseil de sécurité doivent être intensifiées pour aboutir, à très brève échéance, à la mise en place d'un Conseil de sécurité inclusif, où aura été réparée l'injustice historique faite à l'Afrique quant à sa présence dans cet organe qui coiffe le système de sécurité collective établi par la Charte des Nations Unies.

L'aboutissement de la réforme du Conseil de Sécurité induira, j'en suis convaincu, plus de sécurité ou plus de sérénité dans la gestion des grands problèmes contemporains dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il confèrera un surcroît de légitimité aux actions de notre Organisation commune et lui permettra de renouer avec sa vocation originelle d'instrument de prévention et de résolution des conflits et de se départir des incohérences qui la contraignent au rôle incongru d'observateur des carnages qui se déroulent sous nos yeux. Ces réformes louables doivent être complétées par un dispositif offrant à la jeunesse et aux femmes l'opportunité de s'impliquer davantage dans la vie des Nations Unies.

La paix dans le monde est possible. Nous ne saurions occulter la situation au Moyen-Orient. Les Nations Unies ont aujourd'hui les moyens de trouver une solution juste et durable au problème palestinien et elles ne doivent, sous aucun prétexte, se dérober à ce devoir et à cette responsabilité historique. Il y va de la sécurité, de la stabilité et de la paix, non seulement au Moyen-Orient mais au bénéfice du monde entier. L'Afrique apporte son soutien sans faille à la réalisation de la solution « d'une terre, deux États » en vue de restaurer une paix durable au Proche-Orient, car, en définitive, les deux peuples, palestinien et israélien, doivent pouvoir vivre dans l'amour, l'amitié, la paix et la prospérité.

Comme l'Assemblée le sait, l'économie mondiale continue de souffrir de la crise financière et économique qui s'est déclenchée au cours de l'année 2008. En dépit des politiques macroéconomiques mises en œuvre, tant par les pays développés que par les pays en développement, avec l'appui des institutions financières nationales et internationales, le ralentissement économique amorcé depuis 2008 persiste avec pour corollaire une croissance économique faible et fragile et plus de 75 millions de chômeurs à travers le monde, avec des taux très élevés dans les pays en développement.

Les prix des matières premières, qui constituent la principale source de recettes d'exportation des pays en développement, sont aussi devenus très volatiles, comme d'ailleurs ceux des produits alimentaires. Les flux de

capitaux privés destinés aux investissements étrangers directs n'échappent pas non plus à l'impact négatif de la crise. Dans le même temps, on observe une réduction sensible de l'aide au développement et d'autres formes de flux officiels des pays du Nord vers ceux du Sud.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, près de 16 millions de personnes dans les pays du Sahel sont confrontées à des problèmes de famine et de nutrition, malgré les multiples efforts déployés individuellement par nos États et les initiatives collectives à l'échelle de l'Union africaine, à travers le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine. En effet, sur 40 pays confrontés au déficit alimentaire dans le monde, 34 sont encore en Afrique, même si une vingtaine d'entre eux ont affecté au moins 20% de leurs ressources budgétaires à l'agriculture. C'est pourquoi, la 19^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine a adopté une décision déclarant l'année 2014, « Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique », pour marquer le dixième anniversaire de ce programme de développement de l'agriculture en Afrique. Le renchérissement prévu des prix des produits alimentaires, selon les récentes estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et le coût déjà élevé de l'énergie constituent, à n'en point douter, des poids supplémentaires pour les populations déjà vulnérables.

Aussi, saluons-nous l'heureuse initiative de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition prise par le Président Barack Obama, en marge du Sommet du Groupe des Huit, tenu les 18 et 19 mai 2012 à Camp David, et qui prévoit de rassembler donateurs, pays partenaires et secteur privé, dans une action commune visant à sortir cinquante 50 millions de personnes de la pauvreté dans les 10 années à venir. Il y a lieu d'espérer qu'elle permette de mobiliser davantage d'aide en faveur des pays africains, en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, pour accélérer leur progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Il importe également de ne pas décevoir les espoirs suscités par les conclusions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), qui a vu l'adoption de plus de 700 engagements officiels et des promesses de dons s'élevant à plus de 500 milliards de dollars américains. C'est à la concrétisation des décisions et engagements pris que se mesurera la portée de ces assises.

L'Afrique souhaite que les résultats du Groupe de personnalités de haut niveau choisies par le Secrétaire général de l'ONU pour le conseiller sur le programme de

développement de l'après 2015 et le groupe de travail chargé de définir les objectifs du développement durable puissent faire converger leurs efforts pour suggérer une vision du développement humain durable, capable de mobiliser la communauté internationale pour faire régner l'équité et atteindre une prospérité partagée pour tous.

L'Afrique, berceau de l'humanité, est aussi un continent d'avenir, d'espoir et d'espérance. En effet, grâce aux innombrables potentialités de son sous-sol, à la jeunesse de sa population qui, en 2050, sera de 2 milliards d'habitants dont 60% de jeunes de moins de 35 ans, l'Afrique pourrait devenir le moteur de la croissance de l'économie mondiale si cette jeunesse est professionnalisée.

C'est pourquoi elle a érigé en principes cardinaux les valeurs d'unité, de stabilité, de paix, de sécurité, de bonne gouvernance, de lutte contre les entraves à son développement, notamment la corruption, l'impunité, la perte de principes d'obligation de résultats et de reddition de comptes, les guerres fratricides, l'instabilité politique et institutionnelle, les remises en cause brutales de l'ordre constitutionnel. Elle a affirmé toutes ces valeurs à travers la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, la Charte africaine des services publics et le Mécanisme africain de paix et de sécurité.

Le continent est décidé à instaurer la zone de libre-échange continental et le processus d'accélération de son intégration économique à travers son programme ambitieux de développement des infrastructures du continent, notamment l'énergie, les réseaux routiers, ferroviaires, aéroportuaires et portuaires. Elle nourrit l'espoir de la promotion de partenariats public-privé pour financer ces vastes programmes d'infrastructures.

Dans cette lutte implacable contre la pauvreté, l'Afrique n'a d'autre choix que de persévérer dans ses efforts pour assurer des progrès dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition, de la santé, de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement, de l'enseignement primaire technique et professionnel pour tous et de l'autonomisation des femmes et des jeunes.

La lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme constitue aussi une priorité de premier ordre pour le continent, et nous n'allons pas baisser les bras tant que nous n'aurons pas atteint les objectifs que nous nous sommes fixés à Abuja. Nous saluons à cet égard la décision adoptée à la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine demandant à la Commission de l'Union d'élaborer une feuille de route de l'Union africaine pour une responsabilité partagée et une solidarité mondiale dans

la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme en Afrique pour la période 2012-2015. Une réunion de concertation de haut niveau sur ce sujet aura lieu demain, mercredi 26 septembre 2012, ici même, au siège de l'ONU.

M. Schaper, (Pays-Bas), Vice-Président, assume la présidence.

J'en appelle à l'esprit de solidarité des pays développés et à celui de ceux du Sud qui connaissent un essor économique considérable, à la mesure de leur responsabilité historique et de leurs possibilités, afin qu'ils mettent en place des facilités pour accompagner les efforts des pays africains, comme il a été convenu à la quatrième Conférence ministérielle des pays les moins avancés, tenue à Istanbul, en Turquie, en mai 2011 ainsi qu'au Sommet du Groupe des Vingt, à Los Cabos, au Mexique, en juin 2012. Les recommandations de ces assises traduisent bien notre ambition commune de réaliser le passage de la moitié des pays les moins avancés à la catégorie des pays à revenu intermédiaire, d'ici à 2020, une ambition qui a été pleinement intégrée dans la vision de Rio+20.

Mon souhait ardent est que les difficultés actuelles des partenaires au développement du Nord, dues à la crise de la dette souveraine et de la banque, et les mesures d'austérité qu'ils s'imposent à juste titre, ne les détournent de leurs engagements quant à l'augmentation substantielle de l'aide au développement. À cet égard, je me réjouis de la réaffirmation, au Sommet de Rio+20 sur le développement durable, de la détermination des chefs d'État et de gouvernement de n'épargner aucun effort pour atteindre plus rapidement les objectifs de développement convenus au plan international, y compris la réalisation d'ici à 2015, des objectifs du Millénaire pour le développement, tout en tenant compte des préoccupations liées aux risques que les modes de production et de consommation actuels font courir à la planète au regard de l'épuisement accéléré des ressources et des défis des générations futures.

Ma conviction est qu'un monde nouveau est possible. Il suppose une gouvernance inclusive dans les instances politiques, financières et économiques internationales. Au demeurant, les défis auxquels l'humanité reste confrontée nous donnent la pleine mesure de notre interdépendance et de la nécessité d'une gouvernance concertée, dans la gestion des relations internationales, plutôt que le repli sur soi, le recours à l'unilatéralisme et aux mesures coercitives de domination.

Je demeure convaincu que si la communauté internationale accepte de mutualiser ses technologies et ses ressources financières avec les richesses du continent africain, un monde nouveau émergera marqué par la paix, la

stabilité, la sécurité et la prospérité partagée de notre planète et de nos peuples. Que Dieu bénisse la planète.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président de la République du Bénin pour sa déclaration.

M. Boni Yayi, Président de la République du Bénin, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Sauli Niinistö, Président la République de Finlande

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président la République de Finlande.

M. Sauli Niinistö, Président la République de Finlande est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Sauli Niinistö, Président la République de Finlande, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Niinistö (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis tout d'abord de féliciter M. Vuk Jeremić pour son élection à la présidence de la soixante-septième session de l'Assemblée générale. Je peux l'assurer que la Finlande l'appuiera sans réserve dans l'exécution de ses tâches importantes. Nous attendons avec intérêt de travailler en étroite collaboration avec lui.

J'ai le plaisir et l'honneur de m'adresser pour la première fois à l'Assemblée générale en ma qualité de Président de la République de Finlande. C'est vers le forum de l'ONU que nos peuples se tournent pour relever des défis qui nous affectent tous. Nous devons tous ici reconnaître nos responsabilités et être prêts à les assumer.

Notre planète traverse de profonds changements. Une croissance économique rapide dans les pays du Sud déjà bien fait du bien-être une réalité pour des centaines de millions de personnes. Un plus grand nombre de personnes ont la possibilité de sortir de la pauvreté. Un plus grand nombre de personnes ont la possibilité de participer à la vie politique. Ces faits nouveaux rendront notre monde plus juste et moins sujet à des conflits. C'est dans l'intérêt de la Finlande. C'est dans notre intérêt à tous.

En même temps, les plaques tectoniques du pouvoir économique se déplacent. L'ONU et les différents groupes « G » doivent coopérer avec plus d'efficacité. Nous savons bien que ces groupes ont un rôle important à jouer pour faire

de l'ONU un acteur plus dynamique et plus pertinent dans l'économie mondiale.

La Finlande se considère comme un membre responsable de la communauté internationale – un bon citoyen mondial, en quelque sorte. Nous appuyons l'ONU en paroles et en actes car c'est dans notre intérêt national. L'ONU est un véritable forum de coopération. Elle est empreinte d'une légitimité à nulle autre pareille. Pour nous, elle est le moyen indispensable de promouvoir la paix et la sécurité internationales, le développement et les droits de l'homme. Pour un petit pays comme le nôtre – il y a seulement quelque 5 millions de Finlandais – un ordre mondial fondé sur le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international est une nécessité. Ce n'est pas un choix.

La Finlande est candidate à siège non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2013-2014. Nous souhaitons assumer les responsabilités inhérentes à l'attribution d'un siège au Conseil. Nous croyons être en mesure d'apporter une contribution. La Finlande aborderait les questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil en tant qu'État Membre engagé. Nous serions prêts à chercher des solutions constructives et impartiales aux problèmes communs. Nous croyons qu'en tant que petit État Membre non aligné sur le plan militaire, nous avons les capacités nécessaires. La candidature de la Finlande jouit du plein appui des autres pays nordiques – le Danemark, l'Islande, la Norvège et la Suède.

La capacité de prévenir les conflits dans le monde reste la mission centrale de l'ONU. C'est le critère qui permet de mesurer les succès et les échecs de l'Organisation. C'est le Conseil de sécurité qui assume la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Les mandats de maintien de la paix confiés par le Conseil sont un des outils importants dont nous disposons en la matière. La Finlande participe aux missions de maintien de la paix des Nations Unies depuis qu'elle est un État Membre. Nous sommes également prêts à partager avec les autres Membres et les organisations régionales l'expertise que nous avons acquise en matière de formation des forces de maintien de la paix. Notre centre de formation, le Centre international des forces de défense finlandaise, est au service de l'ONU.

Le maintien de la paix est indispensable, mais ce n'est pas suffisant. Nous avons besoin de soldats pour maintenir les conditions nécessaires au rétablissement de la paix. Mais en fin de compte, ce sont les civils qui bâtissent la paix. C'est pourquoi la Finlande s'intéresse particulièrement et depuis longtemps à la gestion civile des crises. Des experts finlandais – agents de police et spécialistes de l'état de droit, de l'égalité des sexes et des droits de l'homme – prennent part

aux opérations de maintien de la paix dans de nombreuses régions du monde.

Une bonne médiation est également nécessaire. La Finlande a apporté une contribution importante à la médiation des conflits. Mon prédécesseur, le Président Martti Ahtisaari, s'est vu attribuer le prix Nobel de la paix pour sa longue carrière de médiateur. Sur l'initiative de la Finlande et de la Turquie, une résolution a été adoptée dans cette salle l'année dernière qui renforçait la base normative de la médiation (résolution 65/283). Je suis heureux que le Secrétaire général ait décidé de mettre bientôt ses directives sur la médiation à la disposition de l'ensemble des États Membres, des organisations régionales et des autres acteurs. Je m'engage à faire pleinement usage des pouvoirs qui lui sont conférés par la Charte en la matière.

Le respect de l'état de droit fait partie intégrante de la consolidation de la paix dans les sociétés sortant d'un conflit. L'impunité porte souvent en germe les ingrédients d'un autre conflit. Sur le long terme, le développement économique n'est durable que si l'état de droit est respecté. Il est encourageant de constater que la Réunion de haut niveau sur l'état de droit d'hier a montré l'engagement politique réel des pays dans le sens de ces efforts.

Le respect de l'état de droit nous commande d'honorer les croyances d'autrui, mais il nous demande également de condamner toute violence. La Finlande, de concert avec les autres pays nordiques, présentera de nouveau à l'Assemblée générale un projet de résolution sur la protection des missions diplomatiques. Il est de notre intérêt commun de faire respecter les droits et immunités diplomatiques.

Réduire la pauvreté est le meilleur moyen d'assurer la paix dans de nombreuses régions du monde. Cela passe avant tout par la croissance économique et l'égalité des chances pour tous. La coopération pour le développement peut apporter une contribution, particulièrement dans les pays les moins avancés. Ces pays, qui souffrent déjà des conséquences des changements climatiques, sont particulièrement vulnérables et ont besoin de notre appui. La Finlande a montré dans son action depuis plus d'un demi-siècle qu'elle est un partenaire fiable pour les pays en développement. En dépit des pressions budgétaires que connaît, comme on le sait, la zone euro, la Finlande a augmenté ces dernières années sa contribution en matière de coopération au développement à hauteur d'environ 1,5 milliard de dollars par an.

Les armes de destruction massive demeurent une menace existentielle à la paix et à la sécurité internationales. La Finlande est un défenseur de toujours du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. La non-prolifération

des armes nucléaires, le désarmement et le droit d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques sont autant de maillons essentiels de cet ensemble.

La Finlande est disposée à accueillir dans l'année une conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toute autre arme de destruction massive au Moyen-Orient. La tâche a pu être qualifiée de difficile mais j'assure chacun ici que nous ferons l'impossible pour y parvenir. On ne saurait tolérer que des matières nucléaires tombent dans de mauvaises mains. La Finlande est en bonne voie de tenir les engagements qu'elle avait pris à la conférence de Washington de 2010. L'adoption de mesures au niveau national ainsi que la coopération internationale sont nécessaire si l'on veut arrêter le terrorisme nucléaire. En tant qu'utilisateur de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, la Finlande est fermement décidée à poursuivre ce processus.

Les armes chimiques ont été complètement interdites il y a quelques années. Or le traité n'est toujours pas universel. L'Institut finlandais de vérification du respect de la Convention sur les armes chimiques est une institution reconnue et respectée. En cas de besoin, au Moyen-Orient, la Finlande est prête à mettre son savoir-faire en la matière à la disposition de la communauté internationale.

Il est clair que le commerce des armes classiques doit être mieux réglementé au niveau mondial. Il est regrettable que les négociations sur le traité sur le commerce des armes se soient terminées sans que l'on ait obtenu le résultat escompté. L'objectif est néanmoins en vue. Il importe de veiller à ce que le processus se poursuive dans le cadre des Nations Unies. La Finlande, qui coparraine ce processus, continue d'œuvrer activement en faveur d'un traité sur le fond aussi universel que possible.

En Libye, l'ONU a contribué de façon décisive à poser les jalons d'un nouvel avenir plein d'espoir pour le peuple. En Syrie, la situation, déjà tragique, ne fait pourtant qu'empirer. Le Conseil de sécurité n'a pas été capable de jouer dans ce pays le rôle moteur attendu de lui, en vertu de la Charte, en cas de menaces à la paix telles que celles que représente la situation dans ce pays. L'Assemblée générale a, en revanche, signifié fermement que la communauté internationale ne peut rester indifférente. Les massacres de civils doivent prendre fin. Tous les membres du Conseil de sécurité doivent coopérer à la recherche d'une issue à la crise. L'autorité de l'ONU ne peut que pâtir d'un détournement vers d'autres tâches des efforts déployés pour mettre un terme à la crise.

Le conflit syrien a éclipsé le processus de paix au Moyen-Orient. Les parties et la communauté internationale ne peuvent guère se le permettre. La solution à deux États,

qui permettrait à un État de Palestine indépendant, viable et continu de coexister en paix et en sécurité avec l'État d'Israël, est en voie de nous échapper. Les Palestiniens se sont montrés patients. Les négociations doivent recommencer. C'est la seule façon d'aller de l'avant. La reprise des négociations doit aboutir à une solution viable qui débouche sur la création d'un État de Palestine, tout en respectant les préoccupations légitimes d'Israël en matière de sécurité. Les colonies représentent une violation patente du droit international en même temps qu'un obstacle de plus en plus important à la paix.

Le Président assume la présidence.

Si le Conseil de sécurité a certains pouvoirs, cette autorité s'assortit de responsabilités. J'espère voir dans quelques semaines, à l'occasion de l'élection qui se tiendra dans cette salle, les États Membres confier à la Finlande ces pouvoirs pour deux ans, avec la responsabilité qui l'accompagne. La Finlande entend œuvrer, au sein du Conseil, en conformité avec la Charte des Nations Unies et en accord avec les valeurs qui sont les siennes. Nous comptons travailler de manière constructive et pragmatique au maintien et au renforcement de la paix et de la sécurité internationales.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Finlande de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Demetris Christofias, Président de la République de Chypre

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Chypre.

M. Demetris Christofias, Président de la République de Chypre, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies au Président de la République de Chypre, S. E. M. Demetris Christofias, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Christofias (*parle en grec, texte anglais fourni par la délégation*) : Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous féliciter de votre élection au poste de Président de l'Assemblée générale à sa soixante-septième session et de vous assurer de l'appui de ma délégation

dans l'exercice de vos fonctions. J'adresse également mes sincères remerciements à votre prédécesseur, S. E. M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, pour la façon remarquable dont il a dirigé les travaux de l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session. Je saisis également cette occasion pour remercier le Secrétaire général de son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/67/1).

Compte tenu de sa situation géographique et de ses liens historiques avec les pays de la région, Chypre suit de près, et avec un intérêt particulier, les faits qui se déroulent dans l'ensemble du Moyen-Orient et en Afrique du Nord depuis 18 mois. La souveraineté des peuples est et demeure un principe fondamental de l'Organisation et du fonctionnement des États. Il nous semble qu'il nous faut, au niveau de la communauté internationale, examiner ces faits sous cet angle, en respectant le droit de chaque peuple de décider de son avenir.

Durant cette période, nous avons assisté à des transformations en Tunisie, en Égypte, au Yémen et en Libye. Nous sommes aux côtés de ces peuples dans leur transition et en encourageons les efforts sur la voie difficile de la consolidation de la démocratie et de l'état de droit. Nous attendons avec intérêt la mise en place de nouvelles structures ouvertes à tous, y compris aux femmes et aux membres de groupes minoritaires, et qui permettent de créer les conditions nécessaires à une participation accrue des citoyens à la vie politique.

C'est néanmoins avec une immense tristesse que nous voyons s'accumuler les pertes humaines dans la région. Les violences continuent de s'intensifier en Syrie et les risques de voir la situation se propager aux pays voisins sont une grande source de préoccupation. Nous condamnons fermement la violence et les massacres de civils innocents en Syrie et appelons à leur cessation immédiate. Il ne fait aucun doute qu'il existe dans ce pays une crise humanitaire à laquelle il faut accorder une attention urgente. Les consultations tenues récemment au Conseil de sécurité ont mis l'accent sur ce point. La République de Chypre est prête à contribuer aux efforts internationaux de gestion de cette crise, considérant, notamment, que le feu se déchaîne à nos portes.

Nous restons déterminés à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie et insistons sur le fait que la poursuite de la violence et sa récente intensification montrent qu'une solution politique s'impose. À cet égard, je m'associe au reste de la communauté internationale pour exprimer notre ferme appui au Représentant spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie, M. Lakhdar Brahimi, qui vient d'être

nommé, et dont nous espérons sincèrement qu'il pourra contribuer à mettre fin à ce conflit.

Dans ce contexte de changements considérables dans la région, le processus de paix au Moyen-Orient, lui, est toujours dans l'impasse. Il est impératif de reprendre des négociations permettant d'aboutir à l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et à la création d'un État palestinien libre et indépendant sur la base des frontières d'avant 1967. D'autre part, la solution choisie doit tenir compte des préoccupations légitimes d'Israël en matière de sécurité.

Aucune solution durable ne pourra être apportée en l'absence d'un dialogue politique. Comme vous l'avez judicieusement proposé dès votre élection, Monsieur le Président, l'« ajustement ou le règlement de différends ou de situations de caractère international par des moyens pacifiques » est l'objectif suprême de l'ONU. Il demeure néanmoins un perpétuel défi. Je peux personnellement en témoigner.

Chypre est toujours confrontée aux conséquences d'une intervention étrangère, à savoir l'invasion et l'occupation turques. Plus d'un tiers de notre territoire reste occupé militairement par la Turquie, État Membre, comme nous, de l'ONU. Notre statut de Membre de l'Organisation nous donne une obligation d'engagement en faveur de la protection des droits de l'homme. Nous partageons un même attachement à l'état de droit et défendons tous la paix et la sécurité dans le monde. Hier, nous avons appuyé la Déclaration de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international (résolution 67/1), qui réaffirme l'égalité souveraine de tous les États et la nécessité d'en respecter l'intégrité territoriale.

Pourtant, la Turquie, après avoir envahi Chypre en 1974, occupe toujours, depuis 38 ans, le nord de l'île. Elle y maintient une forte présence militaire et continue d'y opérer un transfert massif de colons depuis la Turquie, dans le cadre de sa politique de modification de la composition démographique de mon pays. La Turquie continue de violer les droits et les libertés fondamentales de dizaines de milliers de personnes déplacées, y compris en s'emparant de leurs biens et en violant les droits des assiégés et de ceux qui ont perdu des êtres chers et qui continuent de les rechercher.

Depuis ma prise de fonctions en tant que Président de la République de Chypre, en 2008, j'ai pris l'initiative, en collaboration avec le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, de mettre fin à cette impasse et d'entamer un nouveau processus de négociations directes avec le dirigeant de la communauté chypriote turque de l'époque, M. Mehmet Ali Talat, sur la

base d'une fédération bicommunautaire et bizonale, dotée d'une souveraineté, d'une personnalité internationale et d'une citoyenneté uniques. Nous nous sommes mis d'accord sur ces conditions avec M. Talat. Ce processus, commencé sous les auspices du Secrétaire général, est facilité par sa mission de bons offices sur l'île.

Je pense que la partie chypriote turque, sous la direction de M. Talat, poursuivait le même objectif d'une solution qui, dans l'intérêt de tous les Chypriotes, mette fin à l'occupation et crée les conditions d'une paix et d'une sécurité durables sur l'île. Malgré les difficultés causées par l'occupation, nous avons réussi, à l'époque, à trouver des points de convergence sur un certain nombre de questions importantes.

Depuis 2010, en revanche, les actuels responsables chypriotes turques qui, sous la direction de M. Eroğlu, s'étaient pourtant engagés, en présence du Secrétaire général, à reprendre les pourparlers là où ils s'étaient arrêtés, ont rompu cet engagement commun et se sont retirés de l'accord obtenu avec le précédent dirigeant chypriote turc. En outre, les responsables chypriotes turcs se sont retirés depuis mars dernier des négociations, avec l'appui de la Turquie, suite à l'accession de la République de Chypre à la présidence du Conseil de l'Union européenne.

Nous restons, pour notre part, déterminés à appliquer la résolution 2026 (2011) du Conseil de sécurité, qui exige la conclusion d'un accord sur les aspects internes de la question de Chypre préalablement à l'organisation d'une conférence internationale sur les aspects internationaux de la question, avec l'accord des deux communautés.

Nous restons déterminés à retourner à la table de négociation; à poursuivre les négociations de bonne foi; et à respecter dans les faits, et pas simplement en paroles, les critères convenus aux fins de la solution d'une fédération bicommunautaire et bizonale, dotée d'une souveraineté, d'une personnalité internationale et d'une citoyenneté uniques, telle que définie dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Nous savons gré au Secrétaire général d'avoir bien voulu investir dans ce processus et y consacrer du temps et des efforts, malgré les nombreux défis auxquels cette organisation internationale doit faire face.

J'appelle les dirigeants chypriotes turcs à revenir à la table de négociation et à partager notre vision d'une République de Chypre unie et pacifique. Toute solution au problème de Chypre exige l'appui de toutes les parties concernées. La contribution constructive de la Turquie et son appui concret sont essentiels pour que les efforts déployés

par les deux communautés permettent de faire avancer le processus. Au lieu de cela, la Turquie pratique la « diplomatie de la canonniers », à travers des démonstrations fréquentes de sa force militaire aux alentours de Chypre.

Le comportement alarmant de la Turquie s'est aggravé depuis septembre 2011, lorsque Chypre a entrepris des activités d'exploration dans sa zone économique exclusive, comme elle en a pleinement le droit au titre du droit international et de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 en particulier.

La Turquie n'a pas signé cette Convention et ne respecte pas les dispositions pertinentes du droit international coutumier. Elle a, au contraire, pris des mesures unilatérales dans des zones maritimes situées au-delà de toute limite géographique ou juridique raisonnable de son plateau continental et clairement situées en revanche dans la zone économique exclusive et sur le plateau continental de la République de Chypre.

La Turquie agit comme si la République de Chypre ne figurait pas sur la carte de la région. Un tel comportement, de la part d'un pays qui souhaite adhérer à l'Union européenne et qui cherche prétendument à éviter tout problème avec ses voisins, ne peut pas et ne doit pas être toléré par la communauté internationale. Je demande à la Turquie, devant cette Assemblée, de cesser son comportement provocateur. De même, je tiens à réitérer que dans une République de Chypre réunifiée, les ressources naturelles, y compris les hydrocarbures, seront la richesse commune de tous les Chypriotes – aussi bien les Chypriotes grecs que les Chypriotes turcs.

L'échéance fixée par la communauté internationale pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en 2015 approche. Beaucoup de progrès ont été réalisés jusqu'à ce jour, mais il reste encore beaucoup à faire, étant donné que la pauvreté et la faim persistent. Au-delà de 2015, nous devons renouveler notre engagement en faveur d'un nouveau programme énergétique visant l'élimination de la pauvreté, un développement économique et social sans exclusion, la viabilité environnementale et la paix et la sécurité pour tous.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Chypre de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Demetris Christofias, Président de la République de Chypre, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de S. A. Cheikh Hamad ben Khalifa-Al-Thani, Émir de l'État du Qatar

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de l'Émir de l'État du Qatar.

S. A. Cheikh Hamad ben Khalifa-Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à l'Émir de l'État du Qatar, S. A. Cheikh Hamad ben Khalifa-Al-Thani, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Cheikh Hamad ben Khalifa-Al-Thani (*parle en arabe*) : D'emblée, je voudrais féliciter M. Vuk Jeremić de son élection en tant que Président de l'Assemblée générale à sa soixante-septième session et lui souhaiter plein succès.

Je tiens également à remercier le Président de l'Assemblée générale à la session précédente, M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, l'un des diplomates les plus compétents du Qatar, des efforts qu'il a consentis pour assurer le succès des travaux de l'Assemblée générale.

Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, des efforts qu'il déploie en permanence pour promouvoir le rôle de l'Organisation des Nations Unies.

Le monde arabe traverse actuellement une période difficile et semée d'embûches mais en même temps, pleine d'espoir. En fait, il s'agit d'une remarquable tentative de changer la situation d'une région qui a une histoire particulière, à un moment où l'ordre mondial évolue rapidement. La période actuelle constitue une expérience unique, nouvelle et sans précédent, qui s'inscrit dans la dynamique de l'histoire de l'humanité. Les expériences de cette époque diffèrent des expériences des nations et des peuples qui, dans le passé, ont vécu des périodes de changement. Ces nations et ces peuples ont accepté de subir les conséquences et de payer le prix de leur action, conscients qu'ils étaient en marche, ce faisant, vers la réalisation de leurs aspirations à la liberté, à l'instruction, au respect de la dignité de l'homme et au développement. Néanmoins, l'expérience arabe en matière de transition est, de par son rythme et son évolution, unique en son genre.

Vue de loin, la situation dans le monde arabe peut être perçue comme troublée et problématique, à maints endroits, où dominant la fumée et les flammes. Cependant, je voudrais, du haut de cette tribune, rassurer tous ceux qui suivent les

événements dans la région et qui peuvent parfois ressentir un certain malaise face à ce qu'ils voient et entendent : ces événements représentent le mouvement d'une nation emportée dans l'évolution de l'histoire et qui poursuit, comme elle l'a déjà fait à de nombreuses reprises, sa marche en avant, qui avait été interrompue par des obstacles à la fois externes et internes, régionaux et internationaux.

Ces obstacles avaient contrarié la volonté et perturbé la marche de cette nation, mais elle a récemment repris les choses en main après avoir connu la dictature, la dépendance et la corruption.

On se souviendra que l'expérience politique et sociale des États-Unis est le fruit d'une guerre civile que le pays a dû mener pour affirmer son unité. L'Europe telle que nous la connaissons actuellement a subi des guerres mondiales tragiques jusqu'à ce qu'elle atteigne un degré d'unité qu'elle n'aurait pas pu atteindre par les armes ou l'hégémonie. En Asie, des nations ont pu progresser et réaliser leurs aspirations après de longues périodes de douloureuse renaissance.

Je dis cela afin de rassurer quiconque se soucie de notre région et de son avenir que ce qui s'y passe est naturel et historique.

Il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce que les peuples puissent obtenir leur liberté dès qu'ils le demandent. L'histoire de l'humanité montre que les peuples ont sacrifié leurs vies et leurs richesses pour obtenir leur liberté. De la même manière, les dictatures ne changent pas dès les premiers signes d'une révolution, car il faut une véritable résistance pour les faire tomber. Le désir de progrès ne saurait effacer le retard accumulé, si ce n'est grâce à un travail acharné. On ne récupérera jamais les territoires occupés simplement en refusant l'occupation, mais en revendiquant avec persistance des droits et en résistant par tous les moyens légitimes.

Ce qui ajoute aux difficultés de la transition dans notre monde arabe, c'est qu'elle a lieu en une période de grandes aspirations et dans un climat sujet à toutes sortes de changements et de complications. Nos peuples doivent se battre pour faire changer leur vie dans des circonstances très différentes de celles rencontrées par d'autres peuples dans des situations similaires. En Amérique, en Europe, en Asie et en d'autres lieux, les transitions historiques ont eu lieu sans dépasser certaines limites. Dans le monde arabe, cependant, cette naissance a dû se dérouler sous la lumière des projecteurs, devant les yeux du monde entier, sous le regard vigilant des satellites qui sillonnent l'espace, et les médias électroniques lui imposent une forme, sans protection ou barrière d'aucune sorte.

Pour atteindre leurs objectifs, ceux qui interviennent de l'intérieur ou de l'extérieur pour empêcher les populations d'obtenir leurs droits légitimes n'hésitent pas à utiliser tous les moyens à leur disposition, de l'exploitation du passé et de son héritage complexe à d'autres moyens de provocation. Ils peuvent même recourir aux armes, provoquant une effusion de sang, si les autres moyens échouent ou prennent trop de temps. Tout cela fait de notre passage du passé au futur et du retard au développement un processus risqué, visé par un feu nourri de toutes parts.

Avec d'autres, nous avons pris conscience des risques inhérents à la phase actuelle de l'évolution de notre nation et du monde arabe. Si nous pouvions demander une seule chose à cette session, ce serait la confirmation encourageante du droit qu'a notre monde arabe de continuer à progresser et à réaliser ses aspirations dans un monde nouveau, un monde façonné par la science et la technologie, un monde que les pionniers qui ont rédigé les fameuses conventions sur les droits et les libertés n'auraient pas pu imaginer.

Par ailleurs, j'espère que de ce rassemblement mondial émergera une certaine sympathie à l'égard des transformations historiques qui sont en cours dans le monde arabe. Cela rassurerait le peuple qui s'efforce avec détermination de se faire une place pour lui-même dans l'histoire, et qui luttent pour obtenir la liberté et la dignité, dans l'espoir d'un avenir meilleur pour les générations futures.

La situation en Syrie a atteint un stade inacceptable. Des centaines de Syriens innocents sont tués chaque jour, sous les tirs d'un régime qui n'hésite pas à recourir à toutes sortes d'armes contre son propre peuple. Nous avons usé de tous les moyens disponibles afin d'aider la Syrie à s'extirper de cette spirale meurtrière, mais en vain. Le Conseil de sécurité n'a pas réussi à prendre position efficacement.

Cela étant, je pense que les pays arabes eux-mêmes doivent intervenir, afin de s'acquitter de leurs devoirs nationaux sur les plans humanitaire, politique et militaire, et faire ce qui est nécessaire en vue de mettre fin à ce bain de sang en Syrie, à l'assassinat et au déplacement d'innocents, et de garantir une transition pacifique du pouvoir. Nous avons un précédent à ce sujet. Les forces arabes sont intervenues au Liban au milieu des années 70 pour mettre un terme à la guerre civile, et leurs efforts se sont révélés efficaces et utiles. Nous demandons instamment à tous les pays qui croient en la cause du peuple syrien de lui fournir tout l'appui possible jusqu'à ce qu'il soit en mesure de jouir de ses droits légitimes.

Malgré toutes les souffrances que connaît le Moyen-Orient, le problème principal demeure la question

palestinienne : la poursuite de l'occupation israélienne des territoires arabes de la Cisjordanie, du Golan et des fermes de Chebaa dans le sud du Liban, le blocus étouffant imposé à la bande de Gaza et la poursuite des arrestations et des incarcérations de milliers de Palestiniens dans les prisons israéliennes. Le processus de paix est au point mort en raison de la position actuelle d'Israël, qui insiste sur la poursuite de la politique de colonisation dans les territoires palestiniens et à Jérusalem, et refuse de les céder.

Parfois, j'aimerais savoir pourquoi la communauté internationale ne fait rien pour appliquer les résolutions pertinentes sur le Moyen-Orient. Pourquoi le Conseil de sécurité n'adopte-t-il pas une résolution en vertu du Chapitre VII qui forcerait Israël à lever le blocus de Gaza et à mettre fin à ses activités de colonisation, une résolution qui replacerait le processus de paix dans un contexte global au lieu d'une démarche au coup par coup, qui ne produit aucun résultat? Je ne trouve pas de réponse à mes questions.

Nous croyons fermement à l'importance de la liberté d'expression et au droit de chacun à exprimer son opinion sur la base de notre foi dans le caractère sacré de l'humanité et dans la dignité de l'homme, qui a été créé par Dieu comme un être libre et digne. Dans le même temps, nous pensons que la liberté ne doit pas dépasser les limites du raisonnable et devenir un outil servant à blesser et à insulter la dignité d'autrui ou à porter atteinte à la dignité des religions, confessions et croyances sacrées. C'est un phénomène que nous avons observé ces derniers temps et qui a malheureusement entraîné le meurtre d'innocents.

Nous avons appelé et continuons d'appeler au dialogue en vue de permettre l'échange d'informations et d'expériences. Nous avons appelé et continuons d'appeler au dialogue entre les civilisations et les religions. Nous avons créé le Centre international de Doha pour le dialogue interconfessionnel. Nous avons appelé et continuons d'appeler au dialogue visant à nous familiariser avec les idées et expériences du monde entier et à nous informer sur les différentes confessions, afin de veiller à ce que la culture humaine soit interconnectée et que tout le monde ait son mot à dire dans sa création. Tout un chacun doit en récolter les dividendes, grâce à la compréhension, la gratitude, la connaissance et le plein exercice de ses droits.

J'ai, à maintes reprises, rappelé l'importance de cette question et la nécessité de trouver un équilibre entre le respect des croyances et religions sacrées et la liberté d'expression pour que la tolérance remplace l'intolérance et que l'acceptation de l'autre remplace le rejet et les stéréotypes, qui ne sont ni justes, ni exacts. Aujourd'hui, je voudrais profiter de cette occasion pour appeler l'ONU, ceux

qui font preuve de sagesse et de raison, et ceux qui ont un pouvoir de décision au niveau international, à élaborer des lois, des procédures et des directives qui seront adoptées au niveau international pour prévenir les insultes envers les religions et les croyances, sous quelque prétexte que ce soit et, en même temps, respecter le droit de l'humanité de savoir et d'exprimer ses opinions.

M^{me} Flores (Honduras), Vice-Présidente, assume la présidence.

L'un des grands défis auxquels nous devons faire face est la question des changements climatiques et de ses conséquences terribles et destructrices pour tous les pays. Cela nous oblige à coopérer et à travailler de concert pour trouver les meilleures solutions à ce problème et surmonter nos différences.

Je voudrais ici observer que l'État du Qatar accueillera la dix-huitième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. L'importance de cette conférence vient de ce qu'elle pourrait produire une feuille de route qui nous aiderait à lutter contre les effets néfastes de ce phénomène. Je saisis l'occasion qui m'est donnée d'intervenir devant cette assemblée internationale pour inviter tous les pays du monde à participer à la conférence afin que nous puissions parvenir à un consensus international sur la question.

Avant de terminer, je me félicite de l'élection de notre frère, Hassan Sheikh Mohamud, à la fonction de Président de la République somalienne, et je lui souhaite plein succès en vue d'instaurer la sécurité et la stabilité dans son pays, dont le peuple a tant souffert. J'appelle la communauté internationale à amplifier ses efforts pour aider la Somalie à trouver une solution à la crise qui soit acceptable pour toutes les parties somaliennes, qui permettra d'ouvrir la voie au rétablissement de la paix dans le pays et qui contribuera à reconstruire l'État après les longues années de guerre et de destruction.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier l'Emir de l'État du Qatar de l'allocation qu'il vient de prononcer.

S. E. Cheikh Hamad bin Khalifa al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

**Allocution de M. Rossen Plevneliev,
Président de la République de Bulgarie**

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée générale va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Bulgarie.

M. Rossen Plevneliev, Président de la République de Bulgarie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Rossen Plevneliev, Président de la République de Bulgarie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Plevneliev (Bulgarie) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un grand honneur que de prendre la parole à cette tribune pour la première fois depuis ma prise de fonctions en janvier. Je félicite le Président Jeremić de son accession à la présidence de cet organe représentatif par excellence et lui souhaite plein succès dans sa mission difficile. Je tiens également à saluer l'action de son prédécesseur, M. Nassir Abdoulaziz Al-Nasser, Président de l'Assemblée à sa soixante-sixième session. Je tiens à exprimer notre gratitude et notre appréciation au Secrétaire général, Ban Ki-moon, pour sa vision stimulante, ses efforts de réforme et son action orientée vers les résultats. Je me félicite par ailleurs de la nomination de M. Jan Eliasson, de la Suède, à la fonction de Vice-Secrétaire général.

Notre époque est marquée par des changements historiques et des réalisations dans la science, la technologie et les communications, qui modèlent la situation économique et politique mondiale mais qui, et nous devons garder ceci à l'esprit, ont également un impact sur tous les êtres humains. Un nombre croissant de pays dans le monde entier ont maintenant opté pour des sociétés ouvertes, libres et démocratiques fondées sur l'état de droit et la bonne gouvernance. Toutefois, ces transformations historiques ne sont pas toujours synonymes d'un renforcement de la paix et de la stabilité. Souvent, nous continuons de faire face à une violence extrême et à des effusions de sang, qui causent des pertes humaines, des souffrances et des destructions à une échelle insensée.

Le thème principal du débat général de l'Assemblée ne pouvait être mieux choisi pour nous, dirigeants mondiaux. La lutte contre les conflits violents et la promotion de la paix, de la sécurité, du développement et des droits de l'homme ont toujours été au cœur de l'action de l'ONU. À l'occasion de la Réunion de haut niveau tenue hier, nous avons affirmé notre conviction que l'état de droit constitue la base d'un système de relations internationales pacifique et prévisible. De nos jours, alors que les conflits sont de plus en plus complexes, nous partageons l'opinion selon laquelle la médiation et les bons offices doivent être des outils de choix pour prévenir l'escalade des tensions.

Il est crucial de rendre justice en matière de lutte contre le terrorisme, qui est l'un des crimes les plus odieux et les plus méprisables contre l'humanité. Nulle cause ne peut justifier le fait de tuer aveuglément des civils innocents. Malheureusement, aucun pays ni aucun être humain ne peut aujourd'hui se sentir en sécurité ou protégé contre ce fléau. Il y a quelques semaines à peine, nous avons rendu hommage à la synagogue de Sofia à la mémoire de cinq citoyens israéliens et d'un citoyen bulgare qui ont perdu la vie dans l'attaque terroriste choquante perpétrée en juillet dernier à l'aéroport de Sarafovo, destination touristique animée de notre côte sur la mer Noire. Depuis cette haute tribune, ici, à New York, à quelques kilomètres du mémorial du 11 septembre, je réaffirme que nous condamnons vivement ce crime affreux. Mon pays n'épargnera aucun effort pour traduire les auteurs et les cerveaux de cet acte en justice. Cette attaque commise sur notre sol nous a rendus plus forts et a renforcé notre volonté de nous associer aux autres acteurs qui se chargent de mettre en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

Nous condamnons les actes violents commis récemment sous couvert de défense des croyances religieuses. Ils sont inacceptables. Nous demandons à toutes les parties concernées de faire preuve de tolérance et d'éviter toute provocation qui pourrait avoir des effets destructeurs sur la paix et la stabilité.

Depuis plus d'un an, la violence brutale qui perdure en Syrie est pour nous une source de préoccupation extrême. Chaque jour apporte de nouvelles preuves d'effusions de sang et de souffrances humaines à un niveau inacceptable. Le régime de Damas a perdu toute légitimité en menant une guerre sans merci contre son propre peuple et en refusant de donner suite aux appels demandant un règlement négocié de la crise. Du fait de l'augmentation du nombre de réfugiés, la situation humanitaire se détériore de jour en jour, et la stabilité des pays voisins est également en péril. La Bulgarie condamne ces violations flagrantes des principes fondamentaux de l'ONU et du droit international humanitaire. Nous tenons à ce que les auteurs rendent pleinement compte de leurs actes, notamment en les traduisant devant la Cour pénale internationale. Mon pays souscrit aux manifestations de solidarité de l'Union européenne et de ses membres, qui fournissent des secours à la population civile, accablée de souffrances, sous forme d'une aide humanitaire d'urgence.

Il est regrettable que l'action de l'ONU et de la communauté internationale n'ait jusqu'à présent pas poussé les autorités syriennes à honorer les propositions de paix issues de la médiation internationale. La Bulgarie a pleinement appuyé les efforts diplomatiques de M. Kofi Annan et se

félicite de la nomination de M. Lakhdar Brahimi au poste de Représentant spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie. S'il importe de mettre immédiatement fin à la violence et au bain de sang, nous appelons également à la mise en place d'un processus de transition en vue d'instaurer un ordre démocratique ouvert et représentatif en Syrie, qui garantira les droits de tous les citoyens indépendamment de leur origine ethnique ou de leur religion. La Bulgarie appuie les groupes d'opposition syriens qui tentent de s'unir pour proposer une solution de rechange au régime actuel, sur la base de la vision d'un nouvel État démocratique accueillant tous les Syriens.

La promotion de sociétés justes, ouvertes et transparentes complète le processus de transition démocratique connu sous le nom de Printemps arabe, qui a balayé tout le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. La Bulgarie se félicite des mesures prises par plusieurs pays pour promouvoir une réforme institutionnelle et politique, et nous sommes certains qu'elles sont maintenant irréversibles.

Parallèlement, la nécessité de réactiver le processus de paix au Moyen-Orient apparaît aujourd'hui plus urgente que jamais. La Bulgarie espère la reprise des négociations directes de bonne foi et attend des deux parties qu'elles démontrent leur attachement continu à une solution pacifique qui respecte les intérêts et les sensibilités légitimes des Palestiniens et des Israéliens. Tous les efforts doivent être mis en œuvre pour créer un environnement propice à un règlement pacifique et global entre les deux États, autrement dit à la solution des deux États. À cet égard, nous exhortons Palestiniens et Israéliens à s'abstenir de toute action unilatérale qui pourrait nuire au processus de paix.

Le désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive sont des domaines qui continuent de requérir une volonté et une action politiques vigoureuses de la part de la communauté internationale. Il est capital que nous continuions à renforcer le régime général du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et d'autres grands instruments internationaux, telle la Convention sur les armes chimiques. Quant aux armes classiques, la Bulgarie a toujours appuyé le processus de négociation devant conduire à l'adoption d'un traité sur le commerce des armes, solide dans sa teneur et juridiquement contraignant.

Comme d'autres orateurs, nous pensons que la pleine coopération de l'Iran avec l'Agence internationale de l'énergie atomique est d'une importance primordiale. Le Gouvernement de Téhéran doit faire preuve de plus de transparence au sujet de ses activités nucléaires et respecter pleinement toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Nous espérons une reprise des négociations de

haut niveau sur l'avenir du programme nucléaire iranien et attendons des autorités iraniennes qu'elles démontrent clairement leur volonté politique en adoptant des mesures de confiance concrètes et en répondant aux inquiétudes de la communauté internationale.

La Bulgarie se félicite vivement du rôle joué par le Conseil des droits de l'homme en tant que principal organe de l'ONU pour la protection et la promotion des droits de l'homme. Je suis très heureux d'annoncer que mon pays, pour la première fois, sera candidat à un siège au Conseil pour la période 2019-2021.

Au fil des deux dernières décennies, la Bulgarie a réussi sa transition qui l'a conduite d'un régime totalitaire à une démocratie fonctionnelle dotée d'une économie de marché ouverte et d'une société civile dynamique. Le chemin a été ardu, spectaculaire et parfois agité. Je crois que notre plus grande réussite dans ce processus a été d'avoir su préserver notre longue tradition de tolérance et de dialogue entre les communautés ethniques et religieuses de la société bulgare. Le centre de notre capitale en est la preuve, il réunit en effet quatre temples de différentes confessions – islamisme, catholicisme, judaïsme et christianisme orthodoxe – qui coexistent en paix, entourés de monuments archéologiques édifiés par plusieurs civilisations antiques.

C'est dans cet esprit que nous sommes disposés à faire profiter de notre parcours jusqu'à la démocratie d'autres pays se trouvant face à des défis similaires. Il y a un an passé, la Bulgarie a lancé un forum international appelé « Plateforme de Sofia », qui offre un lieu utile de dialogue et d'échange de vues et de meilleures pratiques aux pays de notre région. Ce forum rassemble des experts, des hauts fonctionnaires et des représentants des gouvernements, des organisations non gouvernementales et de la société civile du monde entier autour de l'analyse des processus de transition en Europe centrale et orientale, dans les Balkans et au Moyen-Orient. Il a permis de montrer que bien que les réalités historiques, culturelles et politiques varient selon les pays et les régions, les conclusions et enseignements tirés de ces processus peuvent être pertinents dans les domaines de la réconciliation nationale, de l'état de droit, de la mise en place des institutions et de la réforme du secteur de la sécurité.

La Bulgarie demeure invariablement favorable au processus d'élargissement de l'Union européenne à tous nos voisins de l'Europe du Sud-Est et des Balkans. Nous réaffirmons notre conviction que tous les États de la région devraient un jour faire partie de l'Union européenne, sur la base de leurs mérites respectifs et de la satisfaction des critères définis dans le processus de négociation. Parallèlement, la poursuite des programmes de réforme au niveau national,

le règlement des questions en suspens et la mise en place d'une coopération régionale et de relations de bon voisinage, conformément aux normes européennes, servent directement les intérêts de tous les pays de la région autant que leur avenir européen. Nous avons tout intérêt en Europe du Sud-Est à promouvoir les contacts commerciaux et humains avec nos voisins, à mettre au point des projets transfrontaliers, à faciliter les déplacements, à construire des chemins de fer et des autoroutes, à développer les communications, le secteur de l'énergie et les infrastructures de transport au niveau régional – tout cela dans le cadre de réseaux paneuropéens. C'est pourquoi nous devons utiliser au mieux les organes régionaux existants, comme l'Organisation de coopération économique de la mer Noire et le Processus de coopération de l'Europe du Sud-Est avec son Conseil de coopération régionale.

Il y a quelques mois, à la Conférence Rio+20 sur le développement durable, nous avons bien pris un bon départ sur la voie d'un monde plus vert et plus sûr. Les documents issus de la Conférence montrent que le développement durable est la seule voie possible. Les politiques en faveur des trois piliers du développement durable qui sont envisagées dans le document final, « L'avenir que nous voulons » (résolution 66/288, annexe), ont pour objectif de faire progresser simultanément le développement social, la croissance économique et la viabilité environnementale. Maintenant, notre mission consiste à nous employer à donner suite à la Conférence et à nous acquitter de nos engagements. L'Assemblée générale devrait pouvoir débattre de la formulation des objectifs du développement durable devant être intégrés dans le programme de développement pour l'après-2015. Nous estimons que, dans ce processus, le Conseil économique et social aura un rôle important à jouer et nous sommes prêts à y contribuer, profitant de l'occasion que nous offre notre siège au Conseil.

Dans le contexte du programme de l'ONU en matière de développement, je tiens à souligner que la Bulgarie, en tant que membre de l'Union européenne, est profondément attachée à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et s'efforce d'accroître progressivement son rôle de donateur au titre de l'aide au développement et de l'aide humanitaire, conformément aux engagements qu'elle a pris. Au cours de la présente session de l'Assemblée, la Bulgarie va signer la Convention relative à l'assistance alimentaire.

Étant moi-même un ardent défenseur d'un renforcement de l'action en faveur de l'éducation, domaine clef du développement durable, je me félicite vivement de l'initiative « L'éducation avant tout » lancée par le Secrétaire

général. Je suis convaincu que dans un contexte d'économies en réseau fondées sur la connaissance, l'éducation est le meilleur investissement pour préparer les jeunes générations à une citoyenneté mondiale. Nous nous félicitons que la Directrice générale de l'UNESCO, Mme Irina Bokova, ait été nommée Secrétaire exécutif de cette initiative. Au vu des résultats remarquables qu'elle a obtenus jusqu'ici, la Bulgarie milite pour que Mme Bokova soit réélue pour un second mandat à la tête de l'UNESCO pour la période 2013-2017.

Nous attachons une très grande valeur à la noble mission de l'UNICEF consistant à promouvoir les droits, la sécurité et le bien-être des enfants. Ces dernières années, le rôle de l'UNICEF en Bulgarie a évolué, passant d'une assistance technique classique à un partenariat stratégique avec le Gouvernement afin de promouvoir des réformes de fond. En novembre de cette année, mon pays accueillera une conférence régionale de haut niveau sur la réforme du système d'aide à l'enfance, parrainée par l'UNICEF.

Pour terminer, je tiens à assurer l'Assemblée que la Bulgarie continuera d'accorder son plein soutien à la noble cause visant à établir un système multilatéral fondé sur des règles qui soit plus solide et au cœur duquel l'ONU joue un rôle accru. Nous ne réussissons sur cette voie qu'en travaillant ensemble.

La Présidente par intérim (parle en espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Bulgarie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Rossen Plevneliev, Président de la République de Bulgarie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Susilo Bambang Yudhoyono, Président de la République d'Indonésie

La Présidente par intérim (parle en espagnol) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocation du Président de la République d'Indonésie.

M. Susilo Bambang Yudhoyono, Président de la République d'Indonésie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (parle en espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Susilo Bambang Yudhoyono, Président de la République d'Indonésie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Yudhoyono (parle en anglais) : Puisse la paix régner sur nous tous. J'ai l'honneur de représenter

mon pays, l'Indonésie, au débat de l'Assemblée générale de cette année, afin de discuter de la manière dont nous pouvons trouver de meilleurs moyens de régler pacifiquement ou de gérer les conflits qui surviennent dans le monde.

Cela, bien sûr, est la mission de l'Organisation des Nations Unies : mettre fin au fléau de la guerre, et créer un monde pacifique et équitable basé sur la coopération internationale.

Au fil des décennies qui ont suivi sa création, l'ONU a mis au point un certain nombre d'instruments visant à régler les conflits sous toutes leurs formes. Pendant ces décennies, de nombreux conflits inter-États et internes ont été réglés – en Angola, en Bosnie, au Cambodge, au Timor-Leste, et en bien d'autres lieux.

La question que nous devons désormais nous poser est de savoir si ces instruments sont adaptés pour s'attaquer à toute la gamme de conflits auxquels la communauté internationale est désormais confrontée.

C'est manifeste avec la crise syrienne. La communauté internationale est le témoin douloureux de l'aggravation de la violence et de la catastrophe humanitaire qui se déroule sur le terrain. Dans le même temps, l'ONU, paralysée, ne parvient pas à réagir face à cette situation. La fin du conflit semble hors d'atteinte et il semble que le pire de la crise est encore à venir.

L'Indonésie renouvelle donc son appel à faire immédiatement cesser la violence en Syrie, qui a prélevé un lourd tribut sur les civils innocents. Le Conseil de sécurité doit désormais s'unir pour agir résolument, comme le lui impose la Charte des Nations Unies, afin de maîtriser la situation.

Quelle que soit l'explication qui s'impose, il est clair que le système international, sous sa forme actuelle, ne parvient pas à régler le conflit syrien. Il est tout à fait probable que la communauté des nations sera témoin d'autres conflits similaires à l'avenir. Ils éclateront dans des régions du monde différentes, sous des formes différentes, avec des protagonistes différents. Cela n'aidera pas la cause de la paix internationale si, une fois encore, nous sommes divisés et incapables d'exercer une influence positive sur l'évolution du conflit. La communauté internationale doit élaborer des moyens d'aborder lesdits conflits de manière plus efficace, en s'efforçant de les mener vers une fin pacifique.

Nous devons nous adapter aux défis que pose la sécurité au XXI^e siècle. Il ne fait pas de doute que le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui est dans une bien meilleure situation qu'au XX^e siècle. La liberté s'est répandue. La

menace d'un holocauste nucléaire recule sensiblement. Nous ne décelons pas de perspective de guerre mondiale semblable à celles qui, par deux fois, ont semé la destruction au XX^e siècle. L'économie mondiale a remarquablement grandi. L'interdépendance des nations est en train de s'affirmer. La coopération et les partenariats internationaux se multiplient.

Cela étant, il ne s'agit là que d'une paix relative, et pas encore d'une paix totale. Nous sommes passés d'une ère de guerre froide à une ère de « paix chaude ». Dans cette ère de paix chaude, le monde est équipé d'une architecture internationale de sécurité périmée, qui reflète toujours les conditions du XX^e siècle, alors que l'architecture économique mondiale, elle, s'est beaucoup mieux adaptée au XXI^e siècle.

Dans cette ère de paix chaude, les liens entre les grandes puissances sont, pour la première fois, marqués par une stabilité relative et une coopération accrue. Mais la question de savoir comment elles comptent faire une place aux puissances émergentes en nombre croissant, qui remodelent l'ordre mondial, reste sans réponse.

Dans cette ère de paix chaude, les inimitiés anciennes et les conflits chroniques peuvent toujours refaire surface dans un paysage stratégique nouveau, une résurgence parfois même due aux nouvelles générations.

Dans cette ère de paix chaude, nous décelons sur le plan de la sécurité de nouveaux défis et de nouvelles possibilités qui découlent du bouleversement des rapports d'influence observé dans certaines régions. Les implications en matière de sécurité des événements politiques qui ont secoué le Moyen-Orient ne sont pas encore entièrement connues.

Dans cette ère de paix chaude, la communauté internationale est toujours aux prises avec toute une gamme d'affaires non réglées : le conflit arabo-israélien, le désarmement nucléaire, les différends territoriaux en mer de Chine méridionale, ou les tensions dans la péninsule coréenne, pour ne citer que celles-ci.

Dans cette ère de paix chaude, les progrès récents peuvent aisément être inversés. Des processus de paix âprement acquis peuvent être enrayés, voire s'effondrer. De mauvais calculs stratégiques dans des zones contestées peuvent aboutir à une intensification des tensions et à des affrontements armés.

Et dans cette ère de paix chaude, des enclaves de haine et de racisme, d'intolérance et d'extrémisme continuent de salir notre monde.

Nous devons peut-être vivre des décennies dans cette paix chaude. Mais je suis convaincu que nous pouvons

abaisser la température de cette paix chaude. Dès lors que c'est possible, nous pouvons régler les conflits l'un après l'autre. Nous pouvons renforcer les bases de la paix. Nous pouvons promouvoir un nouveau mondialisme qui serait susceptible de changer la dynamique du règlement des conflits.

Pour ce faire, nous devons essayer de nouvelles approches et faire preuve de plus d'imagination. La première chose à faire est d'adopter un état d'esprit stratégique novateur. Il nous faut l'admettre : des vestiges de la mentalité de la guerre froide persistent toujours dans certaines portions du paysage géopolitique, même au sein de notre Organisation, où des calculs rigides et dogmatiques sont toujours occasionnellement employés, au risque que la somme des gains et des pertes aboutissent à un total inchangé. Pour une paix à long terme, une paix découlant d'une confiance mutuelle, nous devons nous défaire de cet état d'esprit. Sous cet éclairage, nous devons continuer à œuvrer en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité, de telle manière que le Conseil reflète les réalités stratégiques du XXI^e siècle et assure la sécurité à tous.

Nous devons également travailler à améliorer les instruments de la paix, lesquels incluent un régionalisme robuste. Nous, membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), avons vu comment un tel régionalisme peut être une force motrice de la paix et de la coopération. Conséquence d'un régionalisme solide, c'est toute l'Asie du Sud-Est qui a prospéré grâce à la coopération menée au sein de l'ASEAN. L'Asie du Sud-Est, autrefois théâtre de guerres frontalières et des guerres entre puissances extrarégionales menées par adversaires interposés, s'est ressaisie.

Après sa fondation, en 1967, l'ASEAN a consacré les premières décennies de son existence en tant qu'organisation régionale à cultiver les habitudes du dialogue, de la consultation et de la coopération – non seulement entre ses membres mais également avec ses partenaires de dialogue. Ainsi, chaque pays de l'ASEAN a adopté une nouvelle vision stratégique fondée sur la confiance et le sentiment d'avoir part au succès et au progrès de tous les autres. Aujourd'hui, la famille de l'ASEAN est unie et en paix avec elle-même et avec le reste du monde.

Parallèlement, nous pouvons aussi travailler à une culture universelle de tolérance mutuelle et de considération réciproque des convictions religieuses des uns et des autres. C'est un monde où la voix des modérés, c'est-à-dire celle de la raison et de la compassion, dominera nettement la cacophonie des préjugés et du sectarisme. Dans un régime

mondial de compassion et de tolérance, aucune guerre n'est possible.

En tant que pays se prévaut de sa diversité culturelle et religieuse, l'Indonésie appelle à la compréhension et au respect mutuels entre peuples de différentes confessions. En dépit des initiatives prises par les États au sein de l'ONU et d'autres instances, la diffamation des religions persiste. Et nous venons d'en voir encore l'une des hideuses manifestations dans le film « L'innocence des musulmans » à l'origine maintenant d'une levée de boucliers internationale.

La Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que dans l'exercice de sa liberté d'expression, chacun doit respecter la morale et l'ordre public. La liberté d'expression n'est donc pas absolue. J'appelle, par conséquent, à l'élaboration d'un instrument international pour prévenir efficacement toute incitation à la haine ou à la violence sur la base de la religion ou de la croyance. Fruit d'un consensus international, cet instrument devrait servir de point de référence sur lequel la communauté internationale axerait sa conduite.

Pour faire bonne mesure, il nous faut aussi promouvoir un processus de dialogue permanent entre religions, civilisations et cultures. Bien évidemment, ce dialogue ne doit pas se cantonner à un simple dialogue mais se traduire en véritable coopération pour que les peuples de différentes cultures et croyances puissent vraiment former une communauté et prendre soin les uns des autres. Ces communautés deviendront des remparts de la paix et rendront difficile sinon impossible le déclenchement de tout type de conflit armé.

Il nous faut aussi passer maîtres dans l'art de la diplomatie préventive. La plupart des différends paraissent inextricables; ils couvent, semble-t-il, pendant une éternité, mais l'histoire enseigne qu'il ne s'agit pas en fait de processus très longs, s'étirant indéfiniment. Tôt ou tard, une conjonction particulière de facteurs et d'événements crée une occasion de régler le différend et d'enlever l'option du conflit de l'éventail des possibilités.

C'est précisément ce que nous avons fait, au sein de l'ASEAN, avec les conflits potentiels en mer de Chine méridionale. Les différends portant sur les questions territoriales et de souveraineté y avaient pourri depuis près d'un siècle. Nous les gérons, désormais, avec retenue, par des mesures de renforcement de la confiance et, maintenant, par le biais de négociations sérieuses autour d'un code de conduite juridiquement contraignant pour la mer de Chine méridionale.

Enfin, la culture de la paix, ainsi que de la tolérance et de la considération mutuelles aussi bien que la coopération doivent s'accompagner du bon type de modèle économique. Il faut que les gens puissent avoir de quoi se nourrir, s'abriter, et s'assurer un avenir qui leur garantisse des moyens de subsistance. C'est la seule façon de verrouiller la paix à long terme; à savoir lorsqu'elle offre des dividendes qui permettent aux êtres humains d'avoir solidement confiance dans l'avenir.

L'inégalité au sein des nations et entre elles a un prix et donne lieu à des tensions engendrées par des griefs qui risquent de mener, si l'on ne fait pas le nécessaire, à l'extrémisme et même à la violence, qui menacent la paix et la sécurité internationales et nationales. La solution est de mettre en place un partenariat en vue de l'élimination de la pauvreté et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et par la suite, de formuler un programme de développement pour l'après-2015 que nous puissions mettre pleinement en œuvre.

L'expérience que nous avons acquise dans le règlement du conflit intra-étatique dans la province d'Aceh prouve que, pour peu que nous consacrons assez d'efforts à la paix, que la conjoncture soit favorable et que nous soyons prêts à saisir l'occasion, alors la paix est possible. Et quand elle est instaurée de cette manière, la paix n'est pas un simple répit de courte durée, elle s'étend sur des générations.

Pendant longtemps, on a traité la paix comme s'il s'agissait d'une science. Il existe des bibliothèques entières sur la façon de la réaliser et de la maintenir. Je suis arrivé à la conclusion, toutefois, que s'il existe une technique pour réaliser la paix, elle ne peut être que fille de l'expérience. Cette expérience peut être partagée et servir à d'autres pour générer de nouvelles expériences. Et quand on partage suffisamment ses données d'expérience – et c'est ce que l'Indonésie tente de faire – et quand il y a suffisamment de volonté politique pour appliquer les enseignements transmis par d'autres à sa propre situation, alors la paix peut se propager largement. La paix peut-être effectivement conduite. Cela nous permettrait d'avoir un monde meilleur et plus apaisé.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'Indonésie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Susilo Bambang Yudhoyono, Président de la République d'Indonésie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

**Allocution de M. Mikhaïl Saakashvili,
Président de la Géorgie**

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la Géorgie.

M. Mikhail Saakashvili, Président de la Géorgie est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies au Président de la Géorgie, S. E. M. Mikhail Saakashvili, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Saakashvili (*parle en anglais*) : Je suis toujours très honoré de prendre la parole devant l'Assemblée générale, qui nous offre l'occasion unique de débattre des principaux défis de notre temps et de notre époque et de cerner et d'aborder les problèmes auxquels se heurtent nos pays. C'est un moment de réflexion collective, qui doit, aussi, être un moment de vérité.

Aujourd'hui, 20 mois après l'acte désespéré d'un jeune citoyen tunisien qui a profondément secoué le monde, mais engendré aussi de si nombreux espoirs autour de la planète, nombreux sont ceux qui doutent. //

Certains nous disent que les images de libération et de joie diffusées de par le monde ont laissé place à des promesses non tenues, au désespoir et au chaos, que le monde se portait mieux lorsqu'il y avait moins de gens libres et que le système international était plus stable lorsqu'on comptait moins de sociétés ouvertes.

Je suis venu ici aujourd'hui pour prouver le contraire. Je suis venu ici pour clamer les bienfaits d'une société ouverte.

Après l'horrible attentat perpétré contre le Consulat des États-Unis à Benghazi et la mort de l'Ambassadeur Chris Stevens, j'ai appelé l'Ambassadeur des États-Unis en Géorgie pour lui transmettre mes condoléances et parler avec lui, pour faire part de ma tristesse et exprimer mon soutien à ce pays exceptionnel.

J'ai été frappé de ce qu'il m'a dit. J'ai été frappé de voir que des diplomates américains, par-delà leur souffrance et leur colère, demeuraient si manifestement persuadés que la libération de la Libye avait foncièrement été une bonne chose. Il y a quelques jours de cela, les manifestations organisées par les habitants de Benghazi, descendus dans la rue pour protester contre les milices extrémistes et exprimer leur soutien à la paix et à la prospérité que pouvait enfin connaître leur propre pays, ont prouvé que l'Ambassadeur des États-Unis en poste dans mon pays avait raison.

J'ai également été frappé par le voyage effectué la semaine dernière par Aung San Suu Kyi aux États-Unis, par la réception enthousiaste qu'elle y a reçue, et par son désir de venir raconter, sereinement mais résolument, son histoire, l'histoire d'un cheminement vers la liberté, quand tout apparemment rendait cette issue impossible.

Vingt mois après l'acte de désespoir et la mort tragique de Mohamed Bouazizi, nombreux sont ceux qui doutent de la cause pour laquelle l'Ambassadeur Stevens a donné sa vie, qui doutent de la vision d'Aung San Suu Kyi, qui doutent de la liberté. Je suis absolument convaincu que ces sceptiques se trompent. Société de liberté n'a jamais voulu dire société sans problèmes. Au contraire, les sociétés ouvertes ont des problèmes, elles les révèlent, elles les montrent, elles y font face et elles ne les négligent pas, parce que tous les arguments peuvent être entendus et parce qu'elles donnent latitude au Gouvernement de rendre des comptes.

Une société ouverte est un endroit où les progrès, souvent, sont amenés par des processus bruyants, douloureux et chaotiques. Montesquieu a écrit, il y a longtemps, qu'un lieu où tout le monde s'accorde avec le Gouvernement et où chacun s'accorde avec tous n'est pas un pays, c'est un cimetière.

J'en ai fait personnellement l'expérience, puisque mon propre pays s'est une fois de plus trouvé confronté la semaine passée aux vicissitudes de la démocratie lorsque des cas de maltraitances ont été révélés au sein de notre système pénitentiaire. Les faits étaient répugnants et notre responsabilité claire. Nous avons réagi rapidement, et fait ce qu'une démocratie doit faire. Nous avons trouvé les responsables, et ils ont tous été arrêtés. Deux ministres du Gouvernement ont démissionné et nous avons mis à la tête du système pénitentiaire son critique le plus virulent : le grand défenseur géorgien des droits de l'homme, j'ai nommé l'Ombudsman de Géorgie. C'est ainsi que les démocraties font leur apprentissage; c'est ainsi que nous nous améliorons.

C'est ainsi que mon propre gouvernement a surmonté ses erreurs passées et ses problèmes pour en sortir plus fort, plus efficace et encore plus résolu à bâtir et institutionnaliser une société ouverte.

Bien sûr, on n'improvise pas comme ça une société de responsabilité et il n'y a pas de voie express vers la liberté. Édifier une société ouverte et la maintenir telle quelle nécessite un processus d'apprentissage douloureux et une prise de risques importante. Mais la conclusion qui s'impose à cet égard, de la Géorgie aux événements au Myanmar, est que ces risques en valent la peine.

Je m'adresse à l'Assemblée à la veille d'élections déterminantes dans mon pays. J'ai bien conscience de l'ampleur des défis que doit relever cet organe et ce monde troublé, depuis la menace de la prolifération nucléaire jusqu'au réchauffement de la planète en passant par le problème de la pauvreté. Mais je sollicite aujourd'hui l'attention de l'Assemblée au sujet des événements qui se déroulent en Géorgie, dont je pense qu'ils s'inscrivent dans la question plus générale, la question mondiale qui se pose aujourd'hui : la marche vers la démocratie et la liberté peut-elle et va-t-elle se poursuivre?

Je suis venu ici pour dire que la Géorgie resterait une société ouverte. Tel est le choix de nos concitoyens, et il n'y a pas d'autre solution. Le 1^{er} octobre, mon pays votera aux élections législatives. Nous attendons ce jour avec impatience puisque ce sera l'occasion de renouveler et de renforcer le contrat social fondamental qui permet aux citoyens de juger et choisir librement leurs dirigeants.

La Géorgie a tenu plusieurs élections ces dernières années, toutes surveillées par des observateurs internationaux, toutes libres et équitables. Nous vivons dans un monde où l'on ne se satisfait pas des résultats de la veille, et je me suis engagé, par conséquent, à ce que le scrutin, cette année, soit encore plus libre et plus équitable que les scrutins précédents. Nous avons pris de nombreuses mesures pour atteindre cet objectif. Nous avons augmenté le financement public et octroyé du temps d'antenne gratuit sur toutes les chaînes nationales pour y diffuser des messages publicitaires en faveur de tous les partis politiques, outre le temps d'antenne qu'ils peuvent acheter avec leurs fonds de campagne. Nous avons imposé à toutes les chaînes de télévision nationales une exigence « devoir de transmettre/d'offrir » pour que tous les réseaux privés câblés, petits ou grands, diffusent toutes les émissions d'informations, et ils ont accepté cette proposition.

Nous nous sommes félicités du premier débat télévisé de l'histoire de notre pays entre les candidats au poste de Premier Ministre et les têtes de file sur les listes des candidats. Nous avons promulgué un code de conduite pour mettre un terme à l'intimidation politique, à l'utilisation des ressources administratives, à l'achat de voix, aux violences liées à la campagne et aux discours haineux sous toutes leurs formes, qui pendant tant d'années ont été utilisés pour promouvoir la haine contre les minorités ethniques et religieuses.

Hélas, tous les acteurs de la scène politique géorgienne ne partagent pas ces principes, et certains s'emploient même à saper intentionnellement la légitimité des institutions démocratiques géorgiennes : la manière dont elles sont perçues dans notre pays et par la communauté internationale.

Notre réponse aux tentatives délibérées de court-circuiter notre démocratie est claire : les processus démocratiques, transparents et fondés sur l'état de droit ne seront pas mis en péril. Il ne s'agit pas là de ma seule exigence; c'est l'exigence du peuple géorgien.

La Géorgie est une jeune démocratie, et nous connaissons l'utilité des partenariats et du travail avec la communauté internationale. Comme dans le passé, nous avons une fois encore ouvert nos portes et invité des observateurs crédibles des élections internationales à visiter notre pays, y compris l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Parlement européen, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, le Congrès des États-Unis et des organisations non gouvernementales internationales respectées.

À ce jour, les rapports intérimaires de la quasi-totalité des missions d'observation des élections ont constamment souligné qu'il s'agissait des élections les plus disputées de l'histoire de la Géorgie. Le 1^{er} octobre, en dépit des tentatives notables de porter atteinte à cette dynamique, le peuple géorgien prendra sa décision. Je suis convaincu que la démocratie géorgienne l'emportera et qu'elle rejettera ceux qui s'emploient à fermer les portes de la Géorgie.

La démocratie géorgienne l'emportera si, et seulement si, les élections géorgiennes demeurent un processus géorgien. Aujourd'hui, depuis cette tribune, je suis contraint d'attirer l'attention de l'Assemblée sur des menaces extérieures dirigées contre la sécurité de mon pays. La mission de surveillance de l'Union européenne vient juste d'annoncer que des forces russes sont actuellement en train de se masser en très grand nombre, de manière illégale, sur le territoire intérieur de la Géorgie, l'ancien territoire de l'Ossétie du Sud, qui fait partie des frontières internationalement reconnues de la Géorgie.

Au moment où nous parlons, ces forces amènent des armes et des contingents à l'intérieur de nos frontières, frontières internationalement reconnues.

Les forces militaires russes ont pris la décision extraordinaire de conduire des exercices militaires de grande envergure dans le Nord et le Sud du Caucase à la veille et au cours de nos élections. Il est difficile d'imaginer démarche plus provocatrice et irresponsable que celle qui consiste à mobiliser des forces militaires à ce moment crucial de la vie démocratique d'une nation.

Cette immixtion de la Russie dure depuis des mois. Premièrement, des milliards de dollars en devise russe ont été déversés dans la campagne électorale géorgienne. De nombreuses autres ressources ont été distribuées, et maintenant les troupes russes tentent de jouer un rôle en

coulisse dans ce processus. C'est la raison pour laquelle j'appelle aujourd'hui tous nos alliés et amis, et tous les membres de bonne volonté de la communauté internationale, de ne pas ignorer ou négliger cette évolution inquiétante.

Je voudrais saisir cette occasion pour demander au monde de se montrer vigilant au cours des prochains jours, de s'exprimer d'une seule voix contre ces menaces, pour défendre notre souveraineté et nos institutions démocratiques.

En un mot, la vigilance et l'engagement vont être de rigueur au sein des États Membres si l'on veut que l'histoire ne se répète pas et que 2012 ne reproduise pas ce qui s'est passé en 2008, et encore moins en 1921, année où la Russie avait mis fin à notre indépendance, pour nous transformer, pendant plus de 70 ans, en terre dominée par la violence et l'oppression.

Il convient de regarder ce qui s'est passé ces dernières années, avec : l'invasion de grande envergure de la Russie, successeur de l'Union soviétique, en 2008. Nous sommes un pays de tout juste 4,7 millions de personnes – moins de 5 millions de personnes – et ce pays est 100 fois plus grand, et bien armé. Si nous revenons un peu en arrière, dans l'histoire, nous voyons qu'au XX^e siècle, ce pays a envahi de nombreux pays. L'Union soviétique a envahi les pays baltes ; elle a envahi une grande partie de la Pologne et a mis fin à son indépendance.

En 1956, l'Union soviétique envahissait la Hongrie, assassinait son Président et mettait fin à son indépendance. En 1968, elle envahissait la Tchécoslovaquie, déposait son gouvernement et mettait fin à son indépendance. En 1979, elle envahissait un pays bien plus grand que la Géorgie, l'Afghanistan, assassinait son Président moins d'une heure après l'invasion et mettait fin à son indépendance. En 2008, elle envahissait notre pays, un pays bien plus petit que ceux que j'ai mentionnés, et occupait une partie de son territoire.

Mais aucun des objectifs stratégiques de l'invasion russe ne s'est réalisé. L'invasion de la Géorgie avait trois objectifs : déposer le Gouvernement géorgien, mettre fin à la démocratie géorgienne et détruire physiquement les dirigeants du pays. Ce ne sont là ni mes paroles ni une théorie de la conspiration. C'est ce que les Russes eux-mêmes déclaraient ouvertement dans tous les forums internationaux fermés ou ouverts. Le deuxième objectif était de couper l'approvisionnement énergétique de différentes régions du monde et de monopoliser l'offre énergétique dans la partie du monde où se trouve la Russie. Cela a été un échec total. La Géorgie se développe et met en place son couloir énergétique. Le troisième objectif était d'arrêter l'élargissement de

l'OTAN et tout autre type d'inclusion de la région dans des organisations internationales. Là aussi, la Russie a échoué.

Nous disons souvent que les Russes, n'ayant pas réussi à « liquider » les dirigeants géorgiens, n'ayant atteint aucun des objectifs de leur invasion, et ayant tout simplement été forcés de rester où ils sont, dans les territoires occupés – dans ce que la plupart des pays du monde et la plupart des organisations internationales qualifient de territoires occupés illégalement, ce qui signifie qu'ils devront s'en retirer – essaient désormais de nous affaiblir car ils ont le sentiment très fort de ne pas avoir fini ce qu'ils ont commencé.

Ce n'est pas seulement le destin d'un petit pays de moins de 5 millions d'habitants qui se joue dans ce scénario, mais le sort de tout l'espace postsoviétique, le sort de 400 à 500 millions de personnes. Comme la Russie n'a pas réussi à détruire la démocratie géorgienne en 2008, des pays d'Asie centrale, l'Ukraine et le Bélarus, des peuples comme ceux de la République de Moldova et d'Europe orientale pensent tous que la liberté est un bon choix après tout, et que même le plus petit pays libre ne peut pas être affaibli et détruit s'il reste uni et résiste et si la communauté internationale est là pour l'aider. Du point de vue de la Russie, cela a été un très mauvais exemple.

Par ailleurs, grâce à nos réformes et à notre politique d'ouverture vis-à-vis de la grande nation russe, nous n'exigeons pas de visa pour les touristes de Russie. Cette année, un million de touristes russes visiteront la Géorgie, et ils repartiront avec un million d'exemples de nos succès, de l'histoire d'un pays doté de nouveaux hôpitaux et de nouvelles villes, et où la pauvreté a connu une baisse drastique – d'un pays qui s'achemine vers une couverture médicale universelle, qui a connu une croissance à deux chiffres et où cette année encore, la croissance est de 8%. C'est un pays qui, même sans pétrole et sans gaz, est en bien meilleur état que la plupart de la région russe. Et même M. Medvedev, qui était alors Président de la Russie, avait dû reconnaître par deux fois en une semaine, devant un parterre de journalistes et au sein de son propre Parlement, que les réformes géorgiennes étaient si fructueuses que la Russie n'avait d'autre choix que de les étudier et de les imiter, même si elle détestait les dirigeants géorgiens.

C'est une question d'idéologie. C'est pourquoi ils veulent se débarrasser de nous. C'est pourquoi ils veulent rayer la Géorgie de la carte. Car, si la Géorgie survie et continue sur sa voie, du point de vue du Gouvernement actuellement en place en Russie, elle constitue un mauvais exemple pour tous les autres peuples, y compris le peuple russe lui-même. Le scandale récent de nos prisons, c'est une chose qui se produit pratiquement tous les jours en Russie et

que les médias sociaux en Russie rapportent aussi souvent, et tout le monde s'en moque. La première fois que cela arrive en Géorgie, deux ministres et des dizaines d'autres personnes ont été arrêtés, ce qui donne également à réfléchir à tous les ennemis de la liberté. C'est pourquoi il est si important que la démocratie géorgienne soit rétablie, saine et sauve. Cela veut dire que tout l'espace postsoviétique, toute notre région du monde, va dans la bonne direction.

Aujourd'hui, nous lançons un appel aux Membres, car cette institution, l'Organisation des Nations Unies, a été créée pour protéger et défendre l'intégrité de tous les pays contre des dangers comme ceux que je décris, et pour veiller à ce que le monde ne soit plus un océan sans loi où d'énormes requins peuvent avaler le menu fretin sans que le monde s'en aperçoive ou réagisse. Grâce à l'engagement des pays représentés dans cette salle, nous pouvons vaincre toute tentative de revenir en arrière. Pour nous, le défi principal est d'assurer la survie de la Géorgie et d'aller de l'avant. Ainsi, tout l'espace postsoviétique progressera, et ni notre peuple ni les peuples qui nous entourent ne régresseront. J'appelle le monde à être vigilant et à envoyer les bons messages. Face aux menaces qui pèsent sur nous, notre engagement en faveur de la démocratie et de la transparence est plus important que jamais. Rappelons-nous les paroles d'un des pères fondateurs de l'Amérique, que celui qui sacrifie sa liberté à la sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre. Ce n'est pas simplement notre réponse; c'est la meilleure réponse. Notre transformation et l'hostilité qu'elle a provoquée de la part de ceux qui se sentent menacés par la liberté continuent de faire de la Géorgie une étude de cas pour la région tout entière. Ce qui est en jeu en Géorgie aujourd'hui, c'est l'idée même que la démocratie peut prospérer dans notre partie du monde.

Notre héritage commun de l'époque sombre de l'Union soviétique a presque disparu de la Géorgie. La criminalité organisée – et la Géorgie était un point chaud de la criminalité organisée – a presque disparu de la Géorgie. La plupart de cet héritage a migré vers d'autres pays, y compris la Russie. La corruption, la coercition, l'intimidation, l'oppression, le cynisme et le désespoir : nous condamnons ce mode de vie, ce mode de gouvernement et cette façon d'être gouverné. Nous pouvons et devons triompher de ce passé, et nous y parviendrons. Nous y arrivons en Géorgie et cela est possible partout ailleurs.

Serons-nous confrontés à une forte opposition? Oui. Et nous sommes bien placés pour dire que, comme notre pays est périodiquement menacé d'être détruit et annihilé pour la simple raison que nous avons choisi une autre voie – la voie de la liberté, de la transparence et de la responsabilité, la voie de la méritocratie et d'une société ouverte – nous savons

comme il est difficile de triompher de ces forces. Mais nous savons que nous pouvons y arriver.

Le soviétisme et le post-soviétisme ne sont pas un destin inéluctable. La criminalité organisée et la violence ne sont pas un destin inéluctable. La souveraineté limitée, telle que définie par Brejnev et redéfinie par Poutine ne sont pas un destin inéluctable. Tous les pays représentés ici sont des nations libres, nous sommes tous des peuples libres faits d'individus libres, et notre avenir dépend de nous, de ce que nous voulons et de ce que nous faisons.

Tout ceci n'est pas facile à dire et je ne le dis pas à la légère. Le peuple géorgien connaît le prix de la liberté, mais il continue de penser que le jeu en vaut la chandelle, car la liberté s'accompagne du développement et du bonheur, d'une stabilité et d'une paix réelles. Notre région deviendra un jour une zone où des peuples libres établiront des contacts pacifiques, où le respect remplacera le mépris. Tous les peuples d'Asie centrale et d'Europe de l'Est, de l'Ukraine, de la République de Moldova et de la Russie, du Sud-Caucase et du Nord-Caucase, doivent s'unir et faire taire les voix du passé. Des voix puissantes continuent de transmettre le message que la démocratie, la transparence et la responsabilité ne sont pas possibles. Elles disent que la liberté, la méritocratie et le respect des droits de l'homme sont des notions fondamentalement étrangères. La Géorgie leur a prouvé le contraire. L'histoire de notre survie leur a donné tort, comme cela a été le cas par le passé de l'histoire de nombre des pays ici présents aujourd'hui. Comme nous l'ont dit nombre de représentants dans cette salle, nos efforts ont prouvé que la corruption, l'intolérance, l'intimidation, la peur et la violence ne sont des phénomènes ni culturels ni inévitables.

La démocratie avancée est le signe d'une société mûre. Gouverner n'est pas facile. La dissidence, le pluralisme et le dynamisme des débats, qui sont une menace pour certains, sont des forces pour nous. Notre avis sur la question est clair. On ne peut assurer une stabilité durable aux dépens de la liberté, et on ne peut assurer une prospérité durable en sacrifiant les droits individuels. À terme, ces raccourcis sont voués à l'échec.

Dans chaque culture, dans chaque société, dans tous les coins du monde, les peuples finiront par exiger le droit de choisir leur propre avenir. Seuls les gouvernements qui répondent à cette demande pourront instaurer une véritable stabilité. Ce contrat fondamental n'est pas toujours sans difficultés. Les gouvernements qui s'engagent dans ce processus doivent s'attendre à faire face à des turbulences et à des désaccords. Ce qui est difficile pour les élus est souvent bénéfique pour les citoyens; ce qui pose défi aux

partis au pouvoir est souvent nécessaire pour l'État. En visant les objectifs de liberté et de responsabilité, nous devons soumettre nos efforts à l'état de droit et au respect de ces principes fondamentaux. La violence et l'intimidation ne peuvent jamais être légitimées, et une minorité ne peut pas imposer, par la force, ses vues à la volonté de la majorité. On ne peut pas laisser les armes, l'argent, les menaces, la haine, le chantage et la peur détourner ce processus.

En même temps, nous reconnaissons la menace potentielle d'une majorité foulant aux pieds les droits et les libertés d'une minorité. Face à cette menace, nous protégeons le droit à la dissidence, promouvons le pluralisme et permettons à chaque voix de se faire entendre. Et nous instaurons l'état de droit. Je peux attester de la difficulté de ce processus, mais je peux également affirmer sans hésitation qu'il n'existe pas d'autre alternative durable.

Je tiens enfin à dire à l'Assemblée mon espoir et ma confiance. Dans quelques jours, les Géorgiens de toute origine sociale, religieuse et ethnique décideront ensemble de leur avenir dans la partie non occupée de notre territoire. Ils exprimeront des opinions et des souhaits divers et de là, un nouvel avenir se dessinera pour notre nation. L'ouverture sera consolidée. La transparence sera renforcée et la responsabilité des autorités publiques confirmée. Et surtout, cela confirmera que la Géorgie ne reviendra pas sur ses pas. Elle ne se laissera pas ralentir par de quelconques pressions, par de l'argent sale venant du Nord, par la menace d'exercice militaire ou d'invasion militaire directe, ni par la menace de troubles à grande échelle ou de l'émergence de milices, comme certains l'ont brandie. Cela ne marchera pas.

D'après l'Union européenne, nous sommes le pays le plus sûr et le moins corrompu d'Europe avec des institutions gouvernementales fortes qui ne peuvent pas être achetées ou décredibilisées. En renouvelant constamment le contrat social qui est au cœur même de toute nation démocratique, nous veillerons à ce que les principes et pratiques démocratiques s'enracinent pour de bon dans notre pays.

J'ai confiance dans le peuple géorgien. J'ai confiance dans la communauté internationale qui ne permettra pas à d'autres de détruire la volonté de mon peuple ni le choix fait par mon petit pays. J'ai dit plus haut que la démocratie est un système difficile, parfois bruyant. Il pose des défis à ceux qui sont dans le gouvernement comme à ceux qui sont en dehors du gouvernement et il force les dirigeants à faire confiance à la société. Personnellement, je ne vois pas d'autre option crédible et je n'ai pas vu de meilleure raison de prendre des risques. La peur est l'arme suprême des autocrates tandis que la confiance définit les démocrates.

Ayons confiance dans nos citoyens, même si des forces autocratiques bien plus grandes que nous nous menacent. La meilleure défense pour mon pays est l'ouverture, la démocratie, la transparence et le travail des institutions contre toutes ces forces, contre toutes les mafias internationales et contre les pressions sociales et internationales contraires au droit international. Défendons les institutions qui appuient, renforcent et préservent notre choix d'être ouverts et libres.

La Présidente par intérim (parle en espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la Géorgie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Mikheil Saakashvili, Président de la Géorgie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Danilo Medina Sánchez, Président de la République dominicaine

La Présidente par intérim (parle en espagnol) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République dominicaine.

M. Danilo Medina Sánchez, Président de la République dominicaine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (parle en espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Danilo Medina Sánchez, Président de la République dominicaine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Medina Sánchez (parle en espagnol) : Nous félicitons chaleureusement M. Vuk Jeremić de son élection en tant Président de la soixante-septième session de l'Assemblée générale.

Nous nous félicitons par ailleurs que le débat général de cette session soit consacré, entre autres, à la promotion de la croissance économique soutenue et du développement durable, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et aux récentes conférences des Nations Unies.

Depuis l'adoption de la Déclaration qui a défini les objectifs du Millénaire pour le développement (résolution 55/2), l'idée du développement est liée à celle de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration des capacités et des débouchés des populations les plus vulnérables. La plupart des pays en développement ont réalisé des progrès notables dans ces domaines jusqu'en 2008, année à laquelle est apparue la crise financière qui frappe actuellement l'économie mondiale et risque de réduire à néant les résultats obtenus.

Nous vivons des temps marqués par des crises simultanées. La crise écologique menace une grande partie de la faune et de la flore; le réchauffement climatique menace les populations côtières et les petits États insulaires. La croissance démographique débridée risque de dépasser la capacité de renouvellement de notre planète. Nous assistons à une crise des valeurs qui ont traditionnellement guidé le comportement de l'humanité. La guerre et les conflits armés menacent le droit à la diversité culturelle, idéologique et politique et le droit de vivre dans la paix et la solidarité.

Nous, pays en développement, ne sommes pas responsables de la crise financière mondiale. Comme on le sait, cette crise a été provoquée par l'absence de réglementation efficace du système financier international et par l'arrogance, la cupidité et la soif insatiable de richesses. Dans le contexte de cette crise, de vieux débats ont refait surface sur la meilleure façon de s'attaquer à ces problèmes. Devons-nous investir moins dans la protection sociale des populations? Ou, au contraire, devons-nous accroître ces investissements en utilisant les politiques anticycliques d'investissement social comme levier pour relancer les économies? Comment mesurer la pauvreté et le développement et évaluer l'impact social des mesures prises? Devons-nous utiliser le revenu moyens ou plutôt des indicateurs tels que la réduction des inégalités sociales et l'amélioration de la qualité de vie?

Les pays du tiers monde, dont les économies ont enregistré de meilleurs résultats et se sont révélés moins vulnérables face à cette crise mondiale, ont eux rapidement compris qu'investir dans la formation de leur capital humain et dans l'amélioration de la qualité de vie de leurs populations était le meilleur moyen de réduire la vulnérabilité et de soutenir la croissance économique. L'économie doit être au service des individus, et non l'inverse.

Dans le cadre de ce débat sur le développement, nous devons réaffirmer, en tant que peuples et en tant que dirigeants, ce que l'expérience nous a enseigné souvent dans la douleur : l'équité et la viabilité sont des conditions essentielles pour garantir une croissance économique soutenue et durable. Nous savons aujourd'hui que la croissance économique ne suffit pas pour réduire les inégalités sociales et améliorer la qualité de vie des populations. Nous savons qu'il n'est pas juste de sacrifier une partie de notre population dans l'espoir que les bienfaits de la croissance économique finiront par profiter à tous et réduiront les inégalités sociales, un espoir qui globalement ne s'est concrétisé. Au contraire, l'expérience montre qu'en améliorant la qualité de vie et en réduisant la pauvreté et l'exclusion sociale, on peut stimuler une croissance économique saine.

Dans un contexte de crise et d'incertitude internationale, nous devons réduire les inégalités sociales, à l'échelle nationale et internationale, en renforçant la cohésion sociale et la gouvernance démocratique. Nous savons également qu'une croissance économique qui ne tient pas compte des limites de la nature et des besoins des générations futures présente un risque d'effondrement imminent. Nous devons revoir les notions de développement qui ont dominé le système financier international.

L'équité et la viabilité sont les deux faces d'une même pièce avec laquelle nous devons miser sur le développement humain. Cette vision correspond aux déclarations internationales sur le développement durable, telles que les déclarations issues de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, organisée à Stockholm en 1972, du Sommet « Planète Terre » de Rio de Janeiro en 1992 et du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg en 2002. Ces déclarations ont mis en avant les trois piliers du développement durable : l'équité environnementale, l'équité économique et l'équité sociale. Le développement implique la protection des systèmes écologiques, l'accroissement de la capacité de production de biens et de services, et la réduction des inégalités sociales par l'amélioration de la qualité de vie de tous, hommes et femmes, le renforcement des capacités et la multiplication des débouchés.

Aujourd'hui, il y a 7 milliards d'habitants sur Terre. Sur ces 7 milliards, 43 %, soit 3 milliards de personnes, sont âgés de moins de 25 ans. Nous devons investir afin que nos jeunes aient les compétences et les moyens nécessaires pour relever les défis de développement qui caractérisent nos sociétés, en faisant preuve de créativité. Pendant de nombreuses années, le développement des pays a été évalué par des institutions financières internationales, en utilisant les critères du revenu ou de la production nationale par habitant afin de déterminer le niveau de bien-être matériel. Sur la base de ces critères, mon pays, la République dominicaine, fait depuis quelques années partie de la catégorie des pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure).

Toutefois, plus d'un tiers de mes concitoyens continuent de vivre dans la pauvreté. Comment est-il alors possible de refuser à des pays tels que le mien l'aide au développement? De même, afin de pouvoir établir une comparaison au niveau international, la pauvreté est calculée sur la base des revenus. Les familles vivant avec moins de 2 dollars par jour sont considérées comme pauvres, et celles vivant avec moins de 1,25 dollar par jour comme extrêmement pauvres, avec, dans les deux cas, des ajustements en fonction du pouvoir d'achat.

D'après ces critères, plus de deux milliards de personnes dans le monde – soit 33 % de la population totale – sont pauvres et le nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême aurait reculé pour s'établir à 1,4 milliard de personnes, selon des chiffres de 2005. D'après ces mêmes calculs, d'ici à 2015, 883 millions de personnes seulement devraient être en situation d'extrême pauvreté. Ces chiffres optimistes ne semblent pas correspondre à la perception de nombre de nos concitoyens, qui ont le sentiment que la hausse du Produit intérieur brut ne rend pas compte de leurs besoins ni de leur désespoir, pas plus que du malaise des jeunes qui, malgré un niveau d'éducation élevé, ne parviennent pas à trouver un emploi digne et n'ont pas la possibilité de mener à bien leurs projets professionnels.

Cet écart entre l'optimisme de certains indicateurs internationaux et le mécontentement ressenti dans nos rues s'explique par le fait qu'on utilise de mauvais indicateurs pour mesurer la pauvreté, le développement et le bien-être. En République dominicaine tout au moins, il est devenu difficile de croire que la qualité de vie et les possibilités de l'améliorer diffèrent radicalement entre une personne dont le revenu est de 2 dollars par jour et une autre gagnant 25 centimes de moins. La pauvreté qui frappe une famille ou une communauté donnée est loin de se résumer à un revenu inférieur à un seuil déterminé, tout comme le développement d'un pays regroupe bien plus que son seul revenu moyen.

L'Organisation internationale du travail a signalé en 2010 que sur les 620 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans économiquement actifs dans le monde, 81 millions – soit 13 % de ce groupe d'âge – étaient sans emploi l'année précédente, principalement à cause de la crise économique et financière mondiale. Entre 2007 et 2009, le taux de chômage mondial chez les jeunes a connu la plus forte hausse jamais enregistrée, passant de 11,9 à 13 %. Les jeunes femmes ont en outre plus de mal à trouver du travail que les jeunes hommes.

Les conséquences, en termes de santé, d'éducation et de mortalité maternelle et infantile montrent les limites de cette approche unilatérale et extrêmement optimiste de la pauvreté et du développement. Ce n'est pas sans raison que certains universitaires ont estimé que « nous spéculons sur l'avenir de notre planète en jouant à des "jeux" dans lesquels quelques acteurs privés recueillent les fruits et la société paie les conséquences. Un système permettant d'obtenir de tels résultats aboutit à une mauvaise gestion des risques ».

L'investissement social dans l'éducation, la santé et l'emploi des jeunes peut mettre en place les conditions propices à une base économique solide, afin que la pauvreté ne se transmette plus de génération en génération. Améliorer les compétences des jeunes crée les conditions qui leur

permettront de gagner plus au cours de leur vie active. La manière de définir et d'évaluer la pauvreté se retrouve dans les décisions relatives aux politiques nationales et internationales.

Le fait de partir du principe que la pauvreté et le sous-développement sont simplement le reflet des revenus des ménages ou de moyennes nationales a abouti à des politiques de prestations sociales et de redistribution des ressources dont le but est d'accroître provisoirement les revenus des familles pauvres pour qu'elles se retrouvent au-dessus de ce qu'on appelle le seuil de pauvreté. Cela s'est fait au détriment du développement de systèmes de services publics universels plus efficaces et de meilleure qualité dont pourraient bénéficier, de droit, ceux qui sont habituellement exclus.

Adam Smith, le père du libéralisme, avait inclus dans sa définition de la pauvreté des aspects sociaux et culturels tels que « la capacité d'apparaître en public sans avoir honte ». Plus récemment, le prix Nobel d'économie Amartya Sen a abordé le développement en tant que liberté. Dans cet esprit, élargir notre définition de la pauvreté pour inclure les dimensions de participation et d'inclusion sociales, ainsi que les besoins essentiels non satisfaits, nous permettra d'apporter des solutions plus globales et plus efficaces. La pauvreté est un phénomène pluridimensionnel, un ensemble complexe de problèmes appelant des solutions systémiques qui aboutissent à un renforcement des capacités, à une plus grande liberté et à davantage de possibilités pour ceux qui sont habituellement exclus.

L'investissement dans des systèmes éducatif et de santé de qualité pour tous, une protection sociale universelle, l'accès à des lieux de travail et de résidence dignes, la sécurité de la personne et des biens, entre autres, sont des éléments essentiels au renforcement des capacités et à la multiplication des possibilités offertes aux populations pauvres. La lutte contre la pauvreté est un moyen d'action fondamental pour accroître la production de biens et de services et créer de nouvelles dynamiques de croissance et de développement. Mesurer le développement des pays en se basant exclusivement sur le revenu national par habitant aboutit à des décisions qui ont un effet négatif sur nos efforts de développement. Quand un pays est classé en fonction de ces seuls critères, les apports reçus au titre de la coopération internationale baissent et l'accès à des prêts auprès des institutions financières internationales devient plus difficile ou plus coûteux.

En tant que pays en développement, nous devons également assumer notre part de responsabilité. Au niveau national, nous devons améliorer nos systèmes d'information

afin de mieux tenir compte des inégalités sociales, des inégalités territoriales et des inégalités hommes-femmes ainsi que des effets sur l'environnement. Nous devons également réorienter nos modèles d'investissement et nos politiques publiques pour promouvoir l'équité et l'inclusion sociale des groupes les plus vulnérables. Pour y parvenir, nous avons besoin du concours de la communauté internationale. Un pays ne doit pas cesser de bénéficier de l'aide au développement simplement parce que son revenu national moyen a dépassé un seuil défini de façon arbitraire.

L'Amérique latine recherche depuis longtemps des critères multidimensionnels de mesure de la pauvreté et du développement. Depuis le milieu du XX^e siècle, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a élaboré une méthodologie basée sur les besoins essentiels non satisfaits. De nombreux pays ont adopté des indices composites multidimensionnels. En République dominicaine, nous utilisons un indice de qualité de la vie correspondant à notre réalité. Le Programme des Nations Unies pour le développement, quant à lui, utilise l'indice de développement humain et plusieurs autres indices ont été proposés au niveau international. Malgré cela, la majorité des organismes formant le système financier international continue d'utiliser des critères de mesure ne tenant compte que d'un seul aspect et axés sur le revenu monétaire pour mesurer le développement, classer nos pays et définir les politiques relatives aux conditions d'accès à la coopération financière internationale.

Nous voulons saisir cette occasion pour appeler les institutions financières internationales à accueillir nos efforts avec davantage d'enthousiasme et de compréhension afin de rompre le cercle vicieux de la pauvreté et de l'exclusion sociale, en tant que base du développement. Elles doivent utiliser des indicateurs plus perfectionnés, mieux à même de saisir et de mesurer la dynamique complexe qu'est le développement humain. Nous devons œuvrer de concert pour lutter contre l'exclusion, et ne pas laisser la pauvreté et la misère sévir indéfiniment.

La République dominicaine réaffirme son ferme attachement à la paix, à la tolérance et à la coexistence internationale, ainsi qu'à la démocratie et à la liberté, en tant qu'éléments fondamentaux du développement. Nous souhaitons que le développement durable permette d'enrichir la vie quotidienne des gens, des familles, des communautés et des pays, et de protéger nos ressources naturelles. La paix, l'élimination des inégalités sociales, la viabilité environnementale et la croissance soutenue de nos capacités de produire les biens et services dont ont besoin

nos populations sont indissociables et constituent l'essence même du développement.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République dominicaine de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Danilo Medina Sánchez, Président de la République dominicaine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. François Hollande, Président de la République française

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République française.

M. François Hollande, Président de la République française, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. François Hollande, Président de la République française, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Hollande : C'est la première fois que je m'adresse à cette tribune aux Nations unies. Je le fais avec émotion parce que je mesure ce que l'ONU est pour notre monde, et a été pour notre histoire. Je le fais aussi avec responsabilité car la France est membre permanent du Conseil de sécurité et donc a des devoirs. Je viens rappeler aussi à cette tribune des valeurs qui n'appartiennent à aucun peuple, qui ne sont la propriété d'aucun continent, qui ne sont le privilège d'aucune fraction de la population.

Je viens parler au nom de valeurs universelles que la France a toujours proclamées, des droits qui sont ceux de tout être humain où qu'il vive : la liberté, la sûreté, la résistance à l'oppression. Ces valeurs et ces droits sont encore trop souvent bafoués dans notre monde surtout que nous affrontons trois grandes menaces que nous devons regarder en face. La première, c'est la menace du fanatisme qui nourrit les violences. Nous les avons encore vues ces derniers jours. La deuxième, c'est l'économie mondiale affectée par une crise et qui en plus entretient des inégalités insupportables. La troisième menace, c'est le dérèglement du climat qui met en péril la survie de notre planète.

C'est donc la mission des Nations unies que de relever ces défis et de trouver, ensemble, les réponses justes et fortes. Justes parce que sans la justice, la force est aveugle. Fortes parce que sans la force, la justice est impuissante.

Je viens aussi dire la confiance que la France porte dans les Nations Unies. Ces dernières années nous avons été capables, ensemble, de mettre fin à des conflits meurtriers, de prévenir des affrontements. Mais en même temps que nous envoyons 100 000 Casques bleus qui agissent au nom des Nations Unies, et je veux leur rendre hommage, en même temps par division, par blocage de nos propres institutions, par inertie, l'ONU est incapable d'empêcher la guerre, les exactions ou les atteintes aux droits des peuples.

Alors, j'en tire au nom de la France une conclusion que je voudrais partager avec l'Assemblée. Si nous voulons rendre le monde plus sûr, il nous appartient de prendre nos responsabilités. Comment?

D'abord, en réformant notre propre organisation, l'ONU. Le Conseil de sécurité doit mieux refléter la réalité du monde d'aujourd'hui. C'est pour quoi, une fois encore, je rappelle que la France soutient la demande d'élargissement formulée par l'Allemagne, le Japon, l'Inde et le Brésil, mais est également favorable à une présence accrue de l'Afrique, y compris parmi les membres permanents. Siéger au Conseil de sécurité, ce n'est pas jouir d'un privilège au nom de l'histoire et pas davantage satisfaire une ambition liée à la puissance économique. Non, siéger au Conseil de sécurité, c'est prendre l'engagement d'agir pour la paix dans le monde. Car nous devons agir. Agir ensemble mais agir vite, car il y a urgence.

La première des urgences s'appelle la Syrie. L'Assemblée générale a plusieurs fois dénoncé les massacres perpétrés par le régime syrien, demandé que les responsables soient jugés et souhaité une transition démocratique. Mais encore aujourd'hui, le calvaire de la population se poursuit. Trente mille morts depuis 18 mois. Combien de morts encore devons-nous attendre avant d'agir? Comment admettre cette paralysie de l'ONU?

J'ai une certitude : le régime syrien ne retrouvera jamais sa place dans le concert des nations. Il n'a pas d'avenir parmi nous. C'est pourquoi, j'ai pris la décision au nom de la France de reconnaître le Gouvernement provisoire, représentatif de la nouvelle Syrie, dès lors qu'il sera formé. Ce gouvernement devra lui-même donner des garanties pour que chaque communauté en Syrie soit respectée et puisse vivre en sécurité dans son pays. Sans attendre, je demande que les Nations unies accordent dès maintenant au peuple syrien toute l'aide, tout le soutien qu'il demande, notamment que soient protégées les zones libérées et que soit assurée une aide humanitaire aux réfugiés. Quant aux dirigeants de Damas, ils doivent savoir que la communauté internationale ne restera pas inerte si, par malheur, ces dirigeants venaient à utiliser des armes chimiques.

L'autre urgence est de lutter contre la plus grave des menaces qui pèsent sur la stabilité du monde : je veux parler de la prolifération des armes nucléaires. Depuis des années, l'Iran ignore les exigences de la communauté internationale, //s'affranchit des contrôles de l'AIEA, s'affranchit des contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ne respecte pas sa propre parole, pas davantage les résolutions du Conseil de sécurité. J'ai moi-même souhaité qu'une négociation puisse sincèrement avoir lieu et qu'il y ait des étapes qui soient fixées. Là encore, cette négociation n'a pas abouti. La France n'accepte pas cette dérive qui menace la sécurité de la région mais, nous le savons, aussi la paix dans le monde.

Je veux donc dire ici de nouveau que nous sommes prêts à prendre de nouvelles sanctions, non pas pour punir le grand peuple iranien, mais pour dire à ses dirigeants que cela suffit et qu'il convient maintenant de reprendre la négociation avant qu'il ne soit trop tard.

La troisième urgence est de trouver enfin une issue au conflit israélo-palestinien. Le statu quo que nous connaissons n'est pas une réponse : c'est une impasse. La France, là encore, j'en prends l'engagement, contribuera de toutes ses forces à restaurer les bases d'une négociation devant déboucher sur la coexistence de deux États dont chacun sait bien qu'elle est la seule solution pour qu'il puisse y avoir une paix juste et durable dans cette région.

La dernière urgence, – mais il y en aurait tellement d'autres à citer – et c'est peut-être la première qui doit nous mobiliser cette semaine, est le Sahel. La situation créée par l'occupation d'un territoire, le Nord-Mali, par des groupes terroristes est insupportable, inadmissible, inacceptable, pas seulement pour le Mali qui est affecté par ce mal terroriste, mais pour tous les pays de la région et au-delà de la région, pour tous ceux qui peuvent être un jour frappés par le terrorisme.

L'Union africaine, que je salue, et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ont déclaré être disposées à prendre des décisions courageuses. Les autorités maliennes viennent de nous saisir. Alors, il n'y a pas de temps à perdre. La France, je l'annonce ici, soutiendra toutes les initiatives permettant que Africains eux-mêmes règlent cette question dans le cadre de la légalité internationale, avec un mandat clair du Conseil de sécurité. Oui, il faut que le Mali retrouve l'intégrité de son territoire et que le terrorisme soit écarté de cette zone du Sahel.

Le rôle de l'ONU est de répondre à l'urgence. Mais il n'y a pas que l'urgence, il y a aussi une ambition qui doit nous élever tous ensemble, celle du développement. La Conférence

de Rio sur le développement durable, j'y ai participé, a été une étape décevante pour les uns, encourageante pour les autres; une étape. Je considère que nous avons aujourd'hui un agenda qui doit permettre de concilier, de conjuguer la croissance économique, la réduction de la pauvreté, le progrès social, la protection de l'environnement. Voilà ce que nous avons à faire, et à faire dans la durée.

Nous avons devant nous le rendez-vous de l'accord sur le climat en 2015. J'annonce ici que la France est disponible pour accueillir, à cette date, la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques, parce que je veux que nous réussissions ensemble à relever ce défi.

Parallèlement, je rappelle qu'une des déceptions de Rio a été le fait que nous ne puissions pas nous mettre d'accord sur la création d'une organisation des Nations unies pour l'environnement. La création de cette grande agence de l'environnement reste l'objectif de la France, une agence qui serait située en Afrique parce que c'est un continent qui a été trop longtemps délaissé et qui affronte des périls climatiques, et c'est aussi un beau symbole que de confier à l'Afrique cette future agence mondiale pour l'environnement.

Mais puisque je parle de développement, je veux aussi que nous regardions franchement la réalité : nous n'atteindrons pas les objectifs du Millénaire pour le développement si des ressources nouvelles ne sont pas mobilisées. Chacun connaît les contraintes budgétaires de nos États respectifs. C'est pourquoi à cette tribune de l'Organisation des Nations unies, je lance un appel en faveur des financements innovants. Avec eux, nous donnerons tous les moyens à nos organisations pour lutter efficacement contre les maladies, le sida, le paludisme.

Je veux saluer le succès de la Facilité internationale d'achat de médicaments (UNITAID), qui a été financée par la taxe sur les billets d'avion. Voilà la voie qui a été ouverte, et aujourd'hui il nous faut franchir une seconde étape. Je la propose avec l'instauration d'une taxe sur les transactions financières – à laquelle d'ailleurs plusieurs pays européens ont donné leur accord – de façon à ce que les mouvements de capitaux puissent être freinés ou, s'ils ne le sont pas, que par cette taxe, ils puissent financer le développement et la lutte contre les fléaux sanitaires. La France s'est dotée de cette taxe. La France a même pris un autre engagement : celui de reverser une partie du produit de cette taxe, au moins 10 %, pour le développement et pour la lutte contre les fléaux sanitaires et les pandémies.

Tel est le message que je voulais adresser à l'Assemblée : faisons en sorte qu'une taxe à l'échelle du monde puisse être mise en place sur ces transactions financières, et que son produit puisse être affecté au développement et à la

lutte contre les pandémies. Ce serait un bel exemple de ce que j'appelle la mondialisation de la solidarité. Voilà ce qui est aujourd'hui une des plus belles idées que le monde soit capable de porter.

Mais la mission de l'ONU n'est pas simplement de lutter contre l'instabilité financière, ou de faire en sorte que le développement soit une grande cause. C'est de lutter contre toutes les formes d'instabilité. Je pense au trafic de drogue, fléau touchant les pays de production, de transit et de commercialisation. Face aux narcotrafiquants, à leurs alliances avec les réseaux terroristes, là encore les Nations Unies doivent bâtir une stratégie mondiale de lutte contre la drogue, et la mettre en œuvre.

De la même manière, les trafics d'armes représentent un très grave danger, et la France est résolument engagée dans la conclusion d'un traité universel sur le commerce des armes. Ce que l'ONU doit défendre, doit promouvoir, c'est une conception du monde fondée sur les droits et les libertés fondamentales. Les "printemps arabes" ont montré que ces valeurs étaient universelles, valaient pour tous les continents et pour tous les pays.

Je veux saluer ce qui s'est produit en Tunisie, en Libye, en Égypte. C'est vrai que les transitions ne sont pas faciles, qu'il y a des risques, qu'il peut y avoir des allers-retours, que les violences peuvent tenter de faire disparaître les acquis et les progrès. La France appuiera les nouvelles autorités politiques issues d'élections démocratiques dans ces pays à combattre sans aucune complaisance l'extrémisme, le fanatisme, la haine, l'intolérance et les violences, quelles que soient les provocations qu'elles peuvent rencontrer, parce qu'il n'y a pas de justification à la violence. Jamais.

La France veut être exemplaire, non pas pour faire la leçon, mais parce que c'est son histoire, c'est son message. Exemplaire pour porter les libertés fondamentales, c'est son combat, c'est aussi son honneur. C'est la raison pour laquelle la France continuera de mener tous ces combats : pour l'abolition de la peine de mort, pour les droits des femmes à l'égalité et à la dignité, pour la dépénalisation universelle de l'homosexualité, qui ne peut pas être reconnue comme un crime mais au contraire comme la reconnaissance d'une orientation.

Nous continuerons à nous battre pour la protection des civils. Je rappelle, d'ailleurs, que cette Assemblée a été capable d'affirmer un principe, à savoir que les États ont tous la responsabilité d'assurer la sécurité de leurs civils. Et si un État vient à manquer à cette obligation, c'est à nous, à l'ONU, d'engager les moyens de l'assumer à sa place. N'enterrons pas cette promesse, parce qu'elle peut être utile.

Je pense notamment à ce qui se produit dans la République démocratique du Congo, où les civils sont les principales victimes des affrontements et où les ingérences doivent cesser le plus rapidement possible.

Le Président assume la présidence.

Voilà les orientations que la France portera, défendra aux Nations Unies. La France a confiance dans les Nations Unies. Elle sait qu'aucun État, aussi puissant soit-il, ne peut régler les urgences, mener le combat pour le développement, venir à bout de toutes les crises. Aucun État ne le peut, mais en revanche, si nous sommes ensemble, alors nous serons à la hauteur de nos responsabilités. La France veut que l'ONU soit le centre, le cadre, de la gouvernance mondiale. Mais est-ce que les États qui forment notre Organisation veulent que ce soit le principe et l'objectif?

Je le dis avec gravité : quand il y a la paralysie, quand il y a l'inertie, quand il y a l'inaction, alors l'injustice, l'intolérance peuvent trouver leur place. Ce que je veux faire comprendre à cette tribune, c'est que nous devons agir, agir pour prendre nos responsabilités, agir pour régler les urgences, la Syrie, la prolifération nucléaire, le Sahel, agir aussi pour un autre monde, pour qu'il soit celui du développement, agir pour ces financements innovants, agir pour qu'il y ait une lutte contre les fléaux sanitaires, agir, agir toujours, agir ensemble. Soyons à la hauteur de la mission qui nous a été confiée et de l'attente des peuples. Voilà le message de la France.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République française pour l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. François Hollande, Président de la République française, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M^{me} Dalia Grybauskaitė, Présidente de la République de Lituanie

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République de Lituanie.

M^{me} Dalia Grybauskaitė, Présidente de la République de Lituanie, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Dalia Grybauskaitė, Présidente de la République

de Lituanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Grybauskaitė (*parle en anglais*) : Au cours des dernières années, le nombre de conflits dans le monde a de nouveau augmenté. Ceux-ci ont fait des milliers de morts, de blessés et de sans-abri. Ils ont retardé le développement de nos pays et provoqué la stagnation des économies à l'échelle régionale et mondiale.

Notre objectif commun est de trouver des moyens d'apaiser les tensions, les désaccords et les conflits dans le monde entier. Le défi le plus important à relever à cet égard consiste à comprendre les causes profondes des conflits et à axer nos efforts sur la prévention, et non sur l'élimination des conséquences.

J'attire l'attention des États Membres sur un domaine spécifique qui est très étroit mais extrêmement important : l'énergie. Depuis la nuit des temps, la concurrence dont font l'objet les ressources naturelles a été la raison d'innombrables conflits. Les ressources énergétiques ne sont pas également distribuées, ce qui provoque des inégalités d'accès à ces ressources. La dépendance existante à l'égard de ces ressources demeure une source d'abus, et non de coopération. L'absence de règles et de normes claires et mondialement acceptées dans le secteur énergétique contribue à la persistance des tensions.

Les crises récurrentes d'approvisionnement en gaz et en pétrole nous rappellent chaque année que dans un environnement mondial, les frictions et les désaccords relatifs à l'énergie demeurent des sources de conflits et de tensions de toute sorte. La Lituanie, petit pays dépourvu de ressources propres, en particulier dans le domaine énergétique, est bien consciente des conséquences néfastes de la dépendance énergétique dans un environnement où n'existe pas d'accord universel portant sur des règles du jeu claires ou le respect de ces règles. Que pouvons-nous faire?

Premièrement, nous devons améliorer la durabilité énergétique mondiale. Je félicite le Secrétaire général Ban Ki-moon de son initiative Énergie durable pour tous, qui est véritablement pertinente et qui arrive à point nommé. L'amélioration de l'efficacité énergétique, la diversification de l'approvisionnement énergétique et l'accessibilité mondiale à l'énergie sont certainement les objectifs que nous devons nous efforcer d'atteindre.

Deuxièmement, nous devons faire des inégalités existantes en matière d'accès à l'énergie une source de coopération, et non de tension. L'utilisation de la dépendance énergétique comme moyen de chantage politique ou économique doit être éliminée, non seulement pour garantir

l'égalité, mais également pour améliorer la compétitivité et l'efficacité mondiales. Les pratiques actuelles de fixer les prix et d'abuser de positions de monopole, qui faussent toutes deux la concurrence, sont réhivitoires en termes de développement, de sécurité et d'efficacité.

Troisièmement, pour prévenir les conflits liés à l'énergie, nous devons conclure des accords internationaux qui stipulent clairement que l'utilisation de l'énergie à des fins politiques est inacceptable. La responsabilité des violations doit également être clairement énoncée et inéluctable. Nous devons accorder aux institutions internationales une plus grande latitude de lancer des enquêtes et de sanctionner les activités qui entravent la libre circulation des ressources énergétiques, entravent la diversification ou font que les clients paient des prix injustifiés.

J'ai une remarque finale. Il n'est de problème lié à l'énergie plus dangereux que le développement non sécurisé de l'énergie nucléaire. Il est évident que chaque pays peut décider du dosage de ses propres ressources énergétiques. Cependant, toute décision nationale qui vise à développer l'énergie nucléaire peut avoir des effets dévastateurs au-delà des frontières nationales, et il importe donc que chacune soit extrêmement bien fondée et résulte de recherches approfondies. Il ne peut y avoir de viabilité, de développement ou de coopération pacifique sans sûreté nucléaire. Les erreurs dans le domaine de l'énergie nucléaire sont trop coûteuses pour être acceptables.

À cet égard, nous nous félicitons des mesures prises par l'Agence internationale de l'énergie atomique pour améliorer le système existant de réglementations en matière de sûreté nucléaire internationale. La Lituanie appuie la position selon laquelle il importe de renforcer les normes en matière de sûreté nucléaire et, si nécessaire, d'adopter des impératifs juridiques internationaux. Le Sommet sur la sécurité nucléaire de Séoul (2012) a clairement noté la nécessité d'élaborer des mesures de sécurité et de sûreté nucléaires, qui doivent être appliquées et gérées de manière cohérente, car leur objectif commun est de protéger les peuples et leur environnement. Conformément à l'engagement qu'il a pris pendant le Sommet, mon pays a contribué aux efforts internationaux visant à sensibiliser davantage l'opinion mondiale aux insécurités énergétiques existantes et aux moyens de les prévenir en créant le Centre d'excellence en matière de sécurité nucléaire en Lituanie.

Pour s'attaquer aux causes des conflits, et pas simplement à leurs conséquences, nous devons nous montrer honnêtes. Nous devons définir honnêtement les problèmes; parler ouvertement de leurs raisons; énoncer clairement et précisément les règles du jeu; et, enfin et surtout, mobiliser la

volonté politique nécessaire d'agir dans le respect des règles au niveau mondial, en particulier après leur adoption.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée, je tiens à remercier la Présidente de la République de Lituanie de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Dalia Grybauskaitė, Présidente de la République de Lituanie, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

M^{me} Flores (Honduras), Vice-Présidente, assume la présidence.

Allocution de M. Porfirio Lobo Sosa, Président de la République du Honduras.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Honduras.

M. Porfirio Lobo Sosa, Président de la République du Honduras, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S.E.M. Porfirio Lobo Sosa, Président de la République du Honduras, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Lobo Sosa (*parle en espagnol*) : Comme toujours, c'est un grand honneur pour moi de participer aux débats de cette Assemblée des peuples du monde, qui continue sa lutte permanente, notamment en faveur des principes universels proclamés en 1948. C'est en ce moment même et en ce lieu que notre différence est mise en évidence, et c'est précisément dans cette Assemblée que se matérialise la richesse de notre diversité. C'est ici que nous travaillons constamment pour surmonter nos différences, qui ont lieu d'être, pour trouver des réponses à nos problèmes communs et pour renforcer la famille humaine grâce aux résultats qui ont été convenus.

La communauté internationale doit faire preuve de constance dans la poursuite de cet objectif. Nous devons être associés et alliés à tout moment, prêts à fournir des initiatives, des solutions et des réformes qui renforcent la nécessité d'une coopération étroite pour nous acquitter de cette responsabilité commune de protéger non seulement le droit à cette diversité, mais aussi le droit de la manifester et de la vivre dans sa pleine expression. Cette enceinte doit compter sur la participation de tous, sans qu'aucune nation sœur ne soit exclue ni ne se voie refuser une invitation. Nous

devons sommes appelés à nous reconnaître pleinement les uns et les autres, dans le cadre d'une sécurité totale pour tous.

Au Honduras, tous les secteurs ont reconnu depuis quelques années la nécessité d'un processus de réformes garantissant le respect des droits individuels. Notre première action, conformément au droit national, a été d'inviter les organismes régionaux et internationaux pour qu'ils viennent au Honduras et qu'ils constatent nos objectifs et nos efforts. Nous avons mis en place une Unité d'enquête sur les crimes commis contre la diversité sexuelle, placée sous l'autorité de la Fiscalía de Delitos Comunes del Ministerio Público (Parquet des crimes de droit communs), laquelle se concentre sur les groupes vulnérables et sur la promotion du dialogue avec les vastes secteurs de la société civile.

Quant à la parité des sexes, la politique de l'État hondurien repose sur le plan d'égalité et d'équité, outil technique et politique visant à faciliter aux femmes le chemin vers une pleine égalité et équité. Mon gouvernement a encouragé la participation des femmes aux candidatures électorales à hauteur de 40 % pour la campagne électorale des élections de 2013 et de 50 % pour les élections de 2017. Le Congrès national de la République a approuvé en avril dernier la loi contre la traite des personnes, celle-ci étant une mesure qui se conforme à d'importantes recommandations en matière de traite des personnes formulées par des organes internationaux chargés des droits de l'homme.

Nous continuons notre lutte, et dans notre projet de nation, de vision du pays, nous visons à mettre fin à l'exclusion de nos peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine, et à garantir leur droit total et légitime de conserver leur culture, leur langue, leurs traditions et leur vision du monde. Dans cette auguste Assemblée, je suis accompagné d'une représentation de tous les peuples autochtones et de tous les Honduriens. L'année dernière, nous avons organisé le Sommet mondial des personnes d'ascendance africaine, et l'année prochaine nous organiserons le Sommet mondial des peuples autochtones.

Le monde actuel comporte, pour nos pays, une série de nouvelles menaces de type non traditionnel et qui ont créé de nouvelles dynamiques. Je pense aux activités des organisations criminelles transnationales. D'après des centres d'étude qui suivent le phénomène des activités économiques illégales, on estime que celles-ci représentent maintenant 10 % du produit intérieur brut mondial. Ces activités comprennent le blanchiment d'actifs, la corruption, le trafic de drogues, la falsification, la piraterie commerciale et le trafic d'être humains et d'armes.

Cette impressionnante masse de ressources économiques contamine dangereusement nos sociétés et gouvernements et constitue, à mon sens, une menace à la sécurité internationale qui doit être analysée, comprise, combattue par tous les Membres de l'ONU. Mon pays et nos citoyens sont victimes de l'appétit insatiable de la drogue dans les pays développés et de la cupidité des producteurs et trafiquants qui s'enrichissent avec d'énormes gains tachés du sang des innocents. Le Honduras n'est un pays ni consommateur, ni producteur. En outre, les trafiquants viennent du sud et du nord, mais les vies sacrifiées sont honduriennes, les mères qui souffrent sont honduriennes, les orphelins sont aussi honduriens!

Toutefois, le Honduras n'a pas ignoré ce grave problème. Malgré nos ressources économiques limitées, nous relevons les défis avec la fermeté nécessaire pour remédier à cette situation avec des solutions intégrales et simultanées. Notre principal objectif est de défendre la souveraineté et l'intégrité de notre territoire hondurien face à l'agression dont nous sommes victimes. Pour cela, nous devons éviter par tous les moyens possibles que les drogues entrent sur notre territoire et prendre des mesures radicales en interdisant les drogues qui réussissent à passer nos frontières. En conséquence, nous avons modernisé le cadre réglementaire et nous sommes en train de réformer nos institutions et notre système de sécurité.

Comme la violence et le crime menacent nos jeunes, nous avons lancé des programmes de prévention qui pourront leur ouvrir de nouveaux horizons et possibilités. Les actions menées pour réformer la justice et nos institutions, ainsi que la mise en œuvre de programmes et de projets pour contrecarrer la violence, ont commencé à porter fruits. Les derniers chiffres de l'observatoire indépendant de la violence au Honduras nous indiquent que, cette année, le taux d'homicides a chuté de 8,5 %. Ajouté au recul de 10 % de l'augmentation annuelle que l'on vient d'enregistrer, cela représente une baisse cumulée du taux d'homicide de 18,5 % pour 100 000 habitants.

Cela étant, ce n'est pas uniquement aux victimes de faire un effort. Comme cela a été clairement affirmé lors du Sommet des Amériques et à la dernière Assemblée générale de l'Organisation des États américains, combattre la criminalité organisée, en particulier le trafic de drogues illicite et les activités criminelles connexes, est une responsabilité commune et partagée, bien que différenciée.

À la présente Assemblée, je tiens à souligner la collaboration déterminée de la Colombie et du Chili, ainsi que le récent mémorandum d'accord signé entre le Honduras et les États-Unis d'Amérique. Nous nous félicitons

également des mesures prises par la République bolivarienne du Venezuela sur la question des interdictions de vol.

S'agissant de la Colombie, je me permets de féliciter son Président, M. Juan Manuel Santos Calderón, ainsi que son gouvernement, de leur initiative visant à mettre un terme à 50 ans de guerre fratricide. Nous félicitons les Forces armées révolutionnaires de Colombie pour leur réceptivité. Nous saluons également la coopération de la République bolivarienne du Venezuela, du Chili, de Cuba et de la Norvège. Nous leur souhaitons plein succès et espérons que le pays retrouvera la paix.

Je voudrais par ailleurs remercier l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'avoir accordé son plein appui et d'avoir reconnu qu'à elle seule, l'Amérique centrale ne peut pas faire face à ces fléaux. Nous devons recourir à tous les mécanismes et toute la créativité possibles pour affronter cette menace.

Avec un plus grand respect pour les droits de l'homme et une sécurité accrue pour nos concitoyens, nous bénéficierons d'une éducation améliorée et renforcée. Le Honduras a donc entamé un important processus de réforme. Le Congrès national a adopté des lois visant à étayer l'éducation et à y assurer la participation de la famille et de la communauté, notre priorité et notre objectif clef étant de mettre en place une solide fondation pour nos enfants et nos jeunes. Nous appuyons le droit des enseignants à exprimer leur désaccord et, à l'occasion, à manifester, mais l'on ne saurait permettre que les enfants et les jeunes voient interrompue l'éducation qu'ils reçoivent dans les salles de classe et les amphithéâtres.

Regardons les choses en face, en nous fondant sur les données de l'UNICEF. Au Honduras, environ 600 jours d'enseignement ont été perdus dans les écoles et universités publiques au cours des 10 dernières années. Cela représente 3 années scolaires de 200 jours chacune. Cela veut dire qu'un garçon ou une fille de 14 ans n'a qu'un niveau de sixième. D'évidence, c'est un pas en arrière pour toute la société. Selon les chiffres du Ministère de l'éducation, en 2009, 80 jours d'enseignement ont été perdus, en 2010, 30 et, en 2011, 40 jours. Tous ces jours correspondent à des appels à la grève massive des enseignants. Selon une étude de l'Université nationale indépendante du Honduras, la principale université publique du pays, celle-ci ne se place qu'au dix-septième rang des 100 meilleures universités. Quelle injustice!

Ce sont les enfants et les jeunes les plus pauvres, qui ne peuvent pas s'offrir une éducation privée, qui vont à l'école publique. Nous les condamnons à rester des victimes de l'exclusion la plus grave. Ce sont ceux qui en ont le plus besoin qui se voient refuser des chances. Pourquoi ne

déclarons-nous pas, en cette Assemblée des peuples, que les salles de classe sont des sanctuaires de l'éducation et ne doivent jamais être fermées?

Nous devons poursuivre nos efforts pour que les pauvres aient un meilleur accès aux secteurs productifs de l'économie nationale. Une croissance rapide, équitable et durable constitue le véritable développement productif du pays et, avec l'éducation et la santé, il s'agit du meilleur moyen de réduire la pauvreté et l'extrême pauvreté.

Dans le bureau du Président et de la première Dame, nous travaillons à un programme majeur de transfert monétaire assorti de conditions. Il s'adresse actuellement à 30% des familles pauvres et constitue une réponse immédiate et spécifique à l'exclusion sociale.

Du fait de son emplacement géographique, le Honduras est l'un des pays les susceptibles de souffrir des changements climatiques. Outre nos caractéristiques socioéconomiques, cela nous oblige, au niveau national tant que régional, à ne jamais baisser notre garde afin de faire face aux menaces et catastrophes naturelles. C'est pourquoi il nous semble crucial de participer à tous les forums spécialisés, en particulier à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20).

Aujourd'hui et maintenant, dans cette enceinte, le Honduras renouvelle son engagement envers la communauté internationale s'agissant d'une réforme complète du système des Nations Unies qui contribuera à renforcer le principe d'universalité sur la base d'une représentation juste, équitable et sans exclusive. C'est à nous tous qu'il incombe de relever ce défi, et notre engagement est universel : c'est la raison pour laquelle nous sommes réunis ici.

La Présidente par intérim (parle en espagnol) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Honduras de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Porfirio Lobo Sosa, Président de la République du Honduras, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Hifikepunye Pohamba, Président de la République de Namibie

La Présidente par intérim (parle en espagnol) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S.E.M. Hifikepunye Pohamba, Président de la République de Namibie.

M. Hifikepunye Pohamba, Président de la République de Namibie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Hifikepunye Pohamba, Président de la République de Namibie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Pohamba (*parle en anglais*) : Je félicite chaleureusement M. Jeremić et son pays, la Serbie, de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-septième session. Ma délégation est persuadée que sous son leadership la présente session abordera toutes les questions brûlantes figurant à son ordre du jour. Je l'assure de la coopération et de l'appui de ma délégation. Je tiens aussi à remercier son prédécesseur d'avoir présidé l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session. De même, je tiens à féliciter S.E.M. Ban Ki-moon qui a, au début de l'année, commencé son second mandat de Secrétaire général.

Les conflits non résolus dans le monde exigent de nous tous engagement et détermination aux fins de parvenir à des solutions durables. Je félicite par conséquent le Président d'avoir choisi comme thème du présent débat de cette session « Réaliser, par des moyens pacifiques, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations de caractère international ». La Namibie est fermement convaincue que si nous nous consacrons tous ensemble à la recherche de solutions durables aux conflits par des moyens pacifiques, nos efforts concertés seront couronnés de succès. Il n'y a pas meilleur moyen de réaliser la paix que de faire respecter le principe cardinal de règlement pacifique des différends, tel que prévu en vertu du Chapitre VI de la Charte des Nations Unies.

À cet égard, nous devrions réaffirmer notre engagement initial en faveur de la paix et du progrès comme valeurs fondamentales des Nations Unies. La Namibie pense que le respect de la souveraineté égale des États, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance constitue le pilier du droit international et, en fait, le fondement des relations pacifiques entre nations. La violation de l'un quelconque de ces principes fait peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationales.

Les organisations régionales et sous-régionales sont d'importants partenaires s'agissant de régler les conflits dans les zones affectées partout dans le monde. Leur contribution au règlement des conflits est prévue dans la Charte des Nations Unies. Il est donc impératif que les Nations Unies tiennent compte des vues des organisations régionales dans les domaines de la médiation et du rétablissement de la paix. De telles institutions doivent être pleinement appuyées dans leur recherche de solutions durables aux conflits violents dans le monde.

En Afrique, depuis sa création, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, guidé par des objectifs communs, coopère avec le Conseil de sécurité des Nations Unies au règlement des conflits. De même, la sous-région de la Communauté de développement de l'Afrique australe a pris des initiatives aux fins de régler les conflits politiques dans la région par la voie de la médiation.

Toutefois, nous sommes préoccupés par la détérioration de la situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo. Nous invitons par conséquent la communauté internationale à appuyer l'initiative régionale visant à régler ce conflit et à fournir un aide humanitaire aux personnes déplacées. Nous appelons tous les pays voisins à collaborer avec les autorités congolaises pour aider à régler le conflit et pour faire en sorte que la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo ne soient pas violées.

À Madagascar, nous exhortons les acteurs politiques malgaches à accélérer la pleine mise en œuvre de la feuille de route menant à la tenue d'élections libres, régulières, inclusives et crédibles.

S'agissant du Soudan et du Soudan du Sud, la Namibie appelle les deux pays à régler toutes les questions en suspens pacifiquement. Dans la région du Darfour, au Soudan, nous prions instamment le Gouvernement et les autres parties concernées de trouver une issue négociée et pacifique au conflit.

Nous dénonçons les changements de gouvernement non constitutionnels au Mali et en Guinée-Bissau, qui ont eu lieu respectivement en mars et en avril. La Namibie rejette fermement aussi les tentatives de sécession au nord du Mali et la destruction de mausolées historiques à Tombouctou. Nous tenons à saluer le rôle joué par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'agissant d'aider au règlement des conflits dans ces pays. Parallèlement, nous invitons la communauté internationale à fournir appui et assistance à la CEDEAO.

La Namibie se félicite de la récente évolution positive de la situation en Somalie, notamment de l'élection de S.E.M. Hassan Sheikh Mahmoud en tant que Président de ce pays. Je le félicite et lui souhaite plein succès dans sa noble tâche, qui est de favoriser le retour à la normale et à la stabilité dans ce pays frère. La communauté internationale doit continuer d'appuyer le peuple somalien alors qu'il s'engage dans la voie de la reconstruction de son pays.

Cela fait des décennies que le peuple du Sahara occidental est privé de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. La Namibie appelle

de nouveau à la mise en œuvre immédiate et inconditionnelle du Plan de règlement des Nations Unies, menant à la tenue d'un référendum libre et régulier au Sahara occidental.

Nous tenons aussi à réaffirmer notre appui sans faille aux droits inaliénables du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'indépendance nationale sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies.

Chaque année, pendant le débat général, la majorité des États Membres de l'Organisation des Nations Unies se déclarent préoccupés par le maintien de l'embargo économique, commercial et financier imposé unilatéralement à la République de Cuba, avec toutes les répercussions sur le peuple cubain. C'est pourquoi, la Namibie appelle de nouveau à la levée immédiate et inconditionnelle de l'embargo contre Cuba.

La Namibie attache une grande importance au développement durable et à la recherche des meilleurs moyens d'atténuer les effets négatifs du changement climatique. À cet égard, nous continuerons de coopérer activement avec la communauté internationale pour faire face au changement climatique.

Dans ce contexte, la Namibie sollicite l'appui des États Membres de l'Organisation des Nations Unies s'agissant d'accueillir dans sa capitale, Windhoek, le secrétariat du Fonds vert pour le climat. Ainsi, un pays en développement pourra accueillir une institution des Nations Unies de grande importance. Si on lui donne cette occasion, la Namibie est prête à s'acquitter des obligations qui lui incomberont en

tant que pays d'accueil du Secrétariat du Fonds vert pour le climat. Nous comptons sur l'appui des États Membres.

La réforme de l'ONU et de ses organes principaux devrait viser à renforcer l'Organisation afin de la rendre plus efficace et mieux adaptée aux besoins de tous ses Membres. Dans ce contexte, le renforcement du rôle et de l'autorité de l'Assemblée générale est d'une importance cruciale. De même, la réforme du Conseil de sécurité est au cœur de la réforme d'ensemble de l'ONU, compte tenu de la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui incombe. La Namibie réitère son appui à la Position africaine commune sur la réforme du Conseil de sécurité.

Déclarons à nouveau notre attachement au principe du règlement des différends internationaux par des moyens pacifiques pour préserver les générations actuelles et futures du fléau de la guerre et pour édifier un avenir meilleur pour nos enfants.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Namibie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Hifikepunye Pohamba, Président de la République de Namibie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 15 h 5.